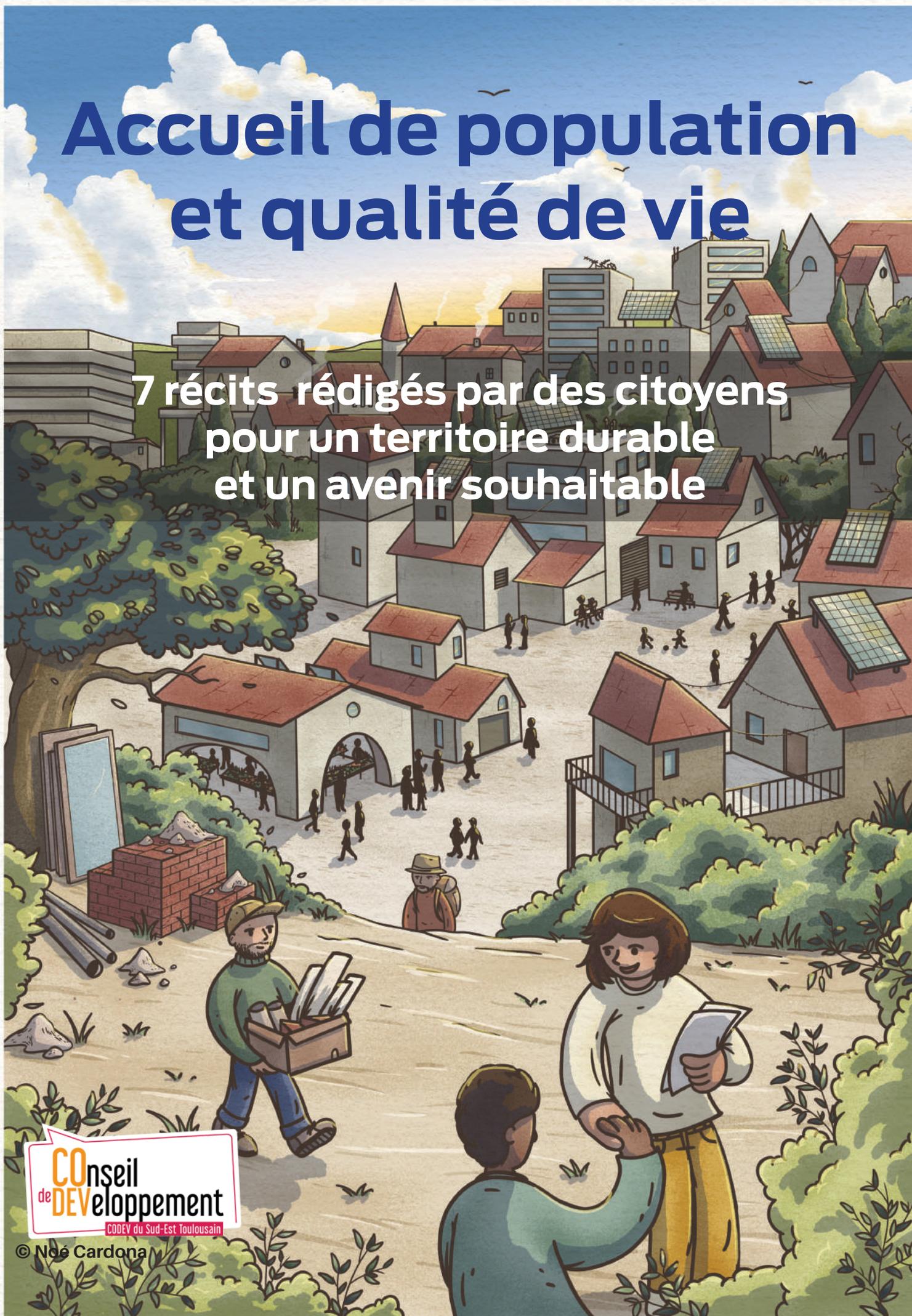


Accueil de population et qualité de vie

7 récits rédigés par des citoyens
pour un territoire durable
et un avenir souhaitable





Accueil de population et qualité de vie...
7 récits rédigés par des citoyens pour un territoire durable
et un avenir souhaitable.

Commanditaire

L'intercommunalité du Sicoval
Xavier Espic, membre associé politique Dialogue Citoyen

Coordination

Animation : Davy Madamour, chargé de mission participation citoyenne
Production vidéo et photo : Philippe Bapt chargé de mission participation locale
Logistique : Sabine Faure, assistante de direction

Comité de rédaction du Conseil de Développement du Sud-Est Toulousain :

Coprésidents : Xavier Waechter et Patrick Couderc
Membres du bureau : Bernard Hoarau, Jean-Pierre Pericaud, Françoise Costeroste, Christophe Hevin, Hervé Lhotellier, Chantal Guiho, Christian Josse
Membres participants : Cécile Jebeili et Fatiha Tighboula (membres du bureau jusqu'au septembre 2024) Jean-Paul Orizoli, Elizabeth Depaix, Sylvie Desnos, Jean-Marc Marty, Dominique Gilbon

Illustrations

© Noé Cardonna

Impressions

100 exemplaires, Sicoval, 110 rue Marco Polo, Labège

Publication gratuite.
2025

Retrouvez nous sur nos réseaux !



codev@sicoval.fr - 07.62.41.45.94

Sommaire

I.

Une prospective
citoyenne

...
par la mise en récit

...
p.5 à p.17

II.

Développer sa
capacité d'imaginer

...
par la rencontre
avec des acteurs

...
p.19 à p.31

III.

7 récits rédigés par
des citoyens

...
pour un territoire
durable
et un avenir
souhaitable

...
p.33 à p.89

VI.

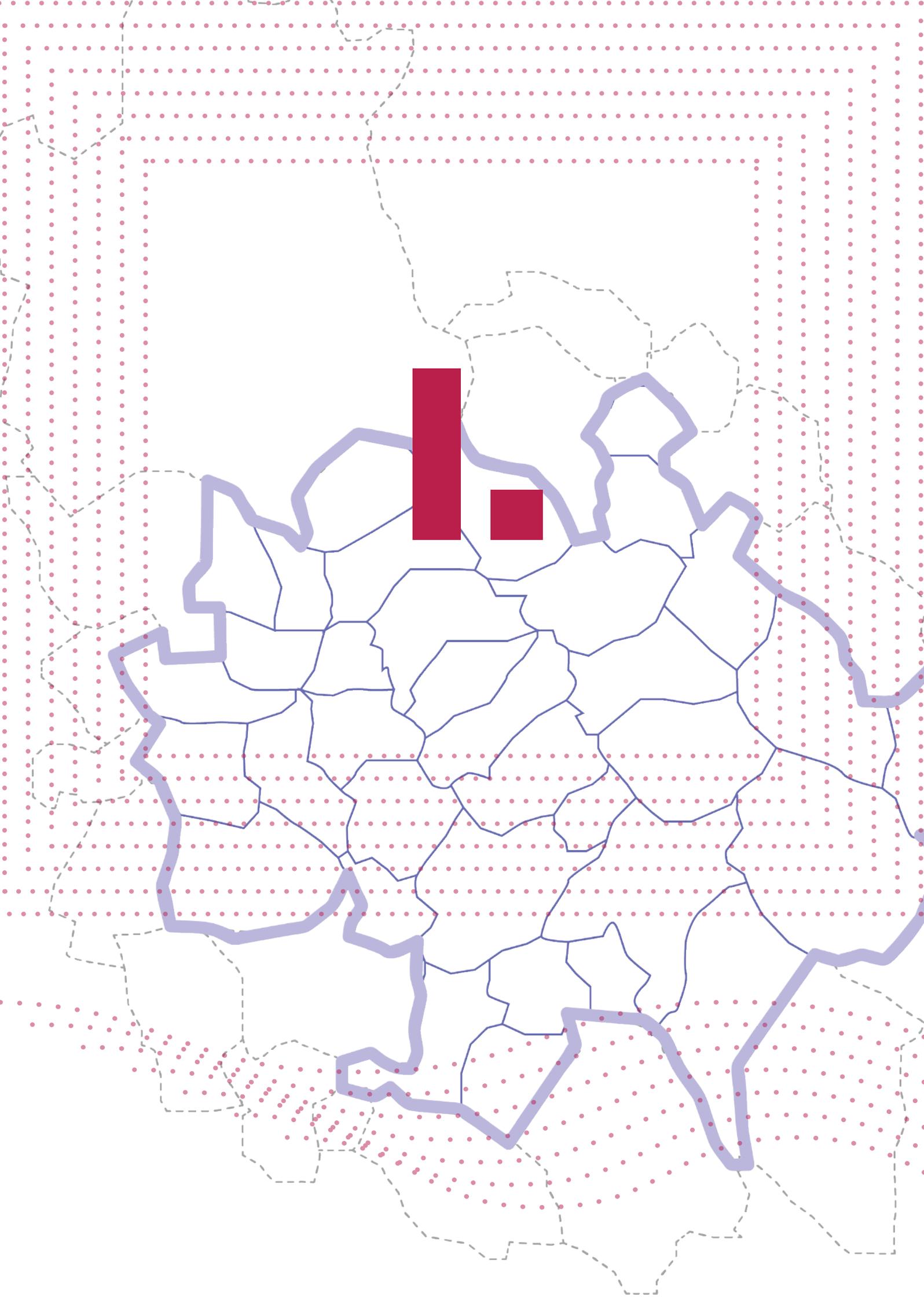
L'organisation et les
activités

...
2023 - 2024

...
du Conseil de
Développement du
Sud-Est Toulousain

...
p.91 à p.95

Remerciements...
p.94



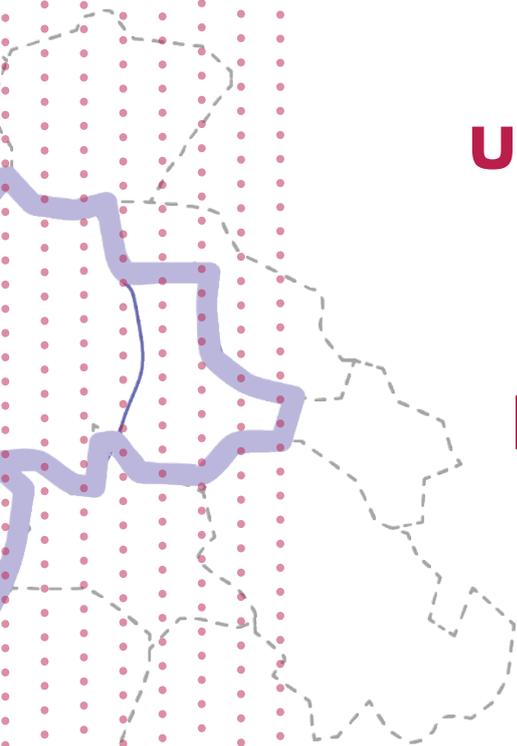
**Accueil de
population et
qualité de vie**

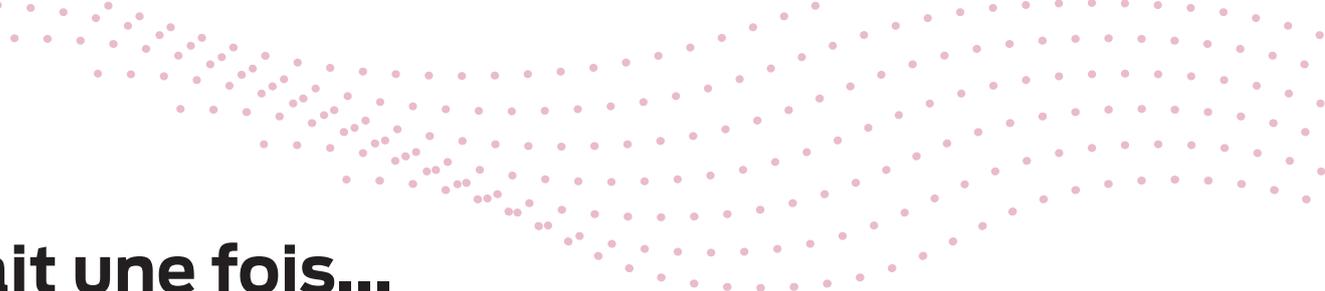
...

**une prospective
citoyenne**

...

**par la mise en
récit**





Il était une fois...

Créés par la Loi d'orientation et de développement durable du territoire du 4 février 1995, les conseils de développement sont désormais obligatoires dans les intercommunalités de plus de 50 000 habitants (métropoles, communautés urbaines, d'agglomérations ou de communes) et dans les pôles d'équilibre territoriaux et ruraux (PETR). Un Codev est constitué de citoyens, d'acteurs et de partenaires d'un territoire. Il est une instance de réflexion, et propose aux élus ses visions pour un développement durable et ses évaluations des politiques menées. Il n'a pas de pouvoir décisionnel, ni de responsabilité juridique.

Deux moyens principaux existent pour utiliser la capacité d'analyse de la société civile via le Codev : l'auto-saisine et la saisine. L'auto-saisine résulte de la volonté exprimée par les membres du Codev en toute indépendance du Sicoval, d'alerter les élus sur un enjeu ou de formuler des propositions pour la mise en œuvre d'un projet. Ces sujets font l'objet d'une notification aux élus du Sicoval. La saisine porte sur des sujets ou projets sur lesquels les élus souhaitent obtenir du Codev des idées et propositions ou avis formel. En vertu du paragraphe IV de l'article L. 5211-10-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le conseil de développement est consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale.

Le contexte

Depuis plus de 50 ans, le territoire de la grande agglomération toulousaine se développe à un rythme soutenu, tant grâce au solde migratoire qu'au solde naturel. Cette croissance est le fruit d'une économie florissante, d'un cadre de vie recherché et d'une offre d'enseignement supérieur élargie. Dans le cadre de la deuxième révision du SCOT de la grande agglomération toulousaine en cours, les élus souhaitent que ce territoire reste un territoire d'accueil et de croissance pour maintenir sa vitalité. Cependant, en raison des incertitudes en matière de prévisions économiques que génèrent

les transitions écologiques et économiques mais aussi afin de préserver une capacité d'accueil du territoire de qualité, la question d'une modération de la croissance démographique au regard des rythmes précédemment observés est peut être souhaitable.

Ainsi, à l'horizon 2044, le projet de territoire de la grande agglomération toulousaine doit créer les conditions pour accueillir 10 500 habitants par an en moyenne (soit un gain de population totale de 273 000 habitants, par rapport à 2018), soit 10 000 logements par an.

Depuis sa création, la Communauté d'agglomération du Sicoval œuvre pour un projet de développement durable de son territoire conciliant l'organisation d'espaces économiques et la préservation non seulement de l'activité agricole mais aussi du caractère rural du territoire et de ses paysages, facteurs d'une forte attractivité de ce territoire. En 2019, la population du Sicoval était de 80 357 habitants et sa croissance annuelle (pour la période 2014-2019) est actuellement de +1,7%/an, ce qui le place bien au-dessus de Toulouse Métropole (+1,3%/an) et du Muretain (+1,1%/an), accusant ici un léger infléchissement, puisque pendant la période précédente (période 2010-2015), elle était de +2%/an. Cette dynamique démographique est d'ailleurs portée par le solde migratoire (77% des apports de population pendant la période 2010-2015). Cette forte croissance démographique est cependant inégalement répartie sur le territoire du Sicoval, puisque deux communes ont accueilli à elles seules la moitié des nouveaux habitants du territoire.

Par ailleurs, afin de respecter un équilibre entre l'activité agricole, les espaces naturels, le développement économique et l'urbanisation, le Sicoval a adopté dès 1993 une Charte d'aménagement qui réserve 66 % du territoire communautaire aux espaces naturels et agricoles, 21 % à l'urbanisation et 13 % aux projets des générations futures. Cependant, la part de surface cadastrée urbanisée n'a cessé de progresser (+ 58 ha/ an) en 10 ans, soit un taux d'évolution de + 14 % entre 2006 et 2016.

...Une commande politique

À l'horizon 2044, le projet de territoire de la grande agglomération toulousaine doit créer les conditions pour accueillir 10 500 habitants par an en moyenne.

L'exposé des motifs

La question de la densification est au carrefour de nombreuses politiques publiques : les mobilités et les transports, l'aménagement, l'urbanisme, l'habitat, le commerce, l'économie et l'emploi, les patrimoines bâti et naturel, les paysages, la cohésion sociale et la solidarité, la culture Elle doit aussi répondre à plusieurs enjeux : le zéro artificialisation nette à l'horizon 2050, la transition écologique, l'adaptation climatique, les territoires des proximités, le vieillissement de la population, la cohésion sociale, l'amélioration du bien-être des habitants, le maintien de l'équilibre entre l'urbain et le rural.

De façon plus générale, cette question doit également impliquer un urbanisme maîtrisé, la préservation, voire le renforcement de l'identité territoriale du Sicoval qui incarne aujourd'hui la haute technologie, l'innovation et en même temps une terre de tradition et d'histoire sur un territoire périurbain.

Tous ces questionnements renvoient finalement aux conditions de l'acceptabilité sociale de l'intensification de la densité urbaine de notre territoire au regard des exigences et des attentes de la population en matière de qualité de vie.

Le Conseil de développement, émanation de la société civile, apparaît pertinent pour apporter un éclairage sur cette question de densification du territoire qui place l'humain au centre des débats. Il sera à même de faire connaître ses préconisations à l'issue de différents travaux auxquels participeront les habitants et les acteurs locaux du territoire ainsi que des experts sollicités pour éclairer différents domaines en lien avec cette problématique transversale.

Sur cette thématique, différentes réflexions sont actuellement menées au Sicoval : diagnostic et élaboration du nouveau programme local de l'habitat, élaboration du prochain Schéma de Cohérence territoriale, élaboration d'un Plan Paysage, aménagement de la zone ENOVA avec l'arrivée du métro, plan mobilité. À ce titre, il sera demandé un regard plus spécifique sur l'habitat des seniors, les commerces de proximité et la mixité programmatique, les quartiers d'affaires post-covid.

Le Sicoval s'engage à mettre à disposition les ressources internes nécessaires pour éclairer les réflexions du Conseil de Développement (documentation, services). Les membres du Conseil de Développement fourniront un livrable sous la forme qu'ils le souhaitent permettant l'appropriation et la pédagogie de leurs travaux par les élus.

La question de la densification est au carrefour de nombreuses politiques publiques : les mobilités et les transports, l'aménagement, l'urbanisme, l'habitat, le commerce, l'économie et l'emploi, les patrimoines bâti et naturel, les paysages, la cohésion sociale et la solidarité, la culture...

Des citoyens qui racontent ...

Le CODEV s'est renouvelé fin 2021 avec un enjeu fort d'intégration des nouveaux membres qui s'est exprimé par un besoin de (re) découvrir et comprendre collectivement les caractéristiques du territoire. Sur ce point, la saisine propose un exercice pour découvrir les dynamiques sociales, environnementales et économiques. Rapidement, les membres ont décloisonné les thématiques des groupes de travail afin de réunir les participants et de faire rencontrer ainsi les points de vue et les compétences de chacun.

L'accueil de population et la qualité de vie regroupent des enjeux a priori antagonistes : densité urbaine et paysage, péri-urbanisation et agriculture, développement économique et préservation de l'environnement. Comment aborder ces enjeux auprès de nos élus et de nos habitants ? Comment ouvrir le débat et fédérer à travers ce qui nous rassemble ? Ces questions font écho à la saisine précédente sur l'identité territoriale. Plusieurs préconisations ont été avancées avec notamment la nécessité de renforcer une identité culturelle intercommunale et renforcer la communication et la pédagogie autour des enjeux territoriaux, par exemple.

Comment accueillir de nouveaux habitants sans impacter la qualité du cadre de vie ? Ce travail nécessite une analyse systémique d'enjeux à l'échelle du territoire intercommunal et au-delà, dépassant le cadre comptable du nombre de logements et d'infrastructures à construire. Il s'agit de proposer les prémices d'un projet de territoire.

Le CODEV doit faire œuvre d'une grande humilité dans les réponses à apporter notamment face aux incertitudes (climatiques, économiques, politiques...) qui se confrontent à la résilience de notre territoire. Dans le cadre d'une mission consultative, la contribution du CODEV SET peut alors s'orienter vers un exercice de prospective qui pourra alimenter la conception des politiques publiques à venir ainsi que les futurs documents de planification intercommunaux tels que le PLUI-H, le PCAET

Objectifs à 2050, scénarios et prévision, modélisation d'impacts...la recherche bibliographique s'est rapidement composée [...] d'une prospective objective, richement alimentée par des données chiffrées. Mais, on peut s'interroger sur leur accessibilité et leur appropriation par un public non initié alors que notre société vit un scepticisme grandissant envers les sciences.

...à des concitoyens.

Objectifs à 2050, scénarios et prévision, modélisation d'impacts... La recherche bibliographique s'est rapidement composée de nombreux ouvrages déjà inscrits dans la pratique d'une prospective objective, richement alimentée par des données. Mais, on peut s'interroger sur leur accessibilité et leur appropriation par un public non initié alors que notre société vit un scepticisme grandissant envers les sciences. Dès lors, quelle approche est possible pour intégrer une vision citoyenne face à une lecture chiffrée du territoire ?

Au regard de ces questions, où se situe le CODEV SET ? Quelle est sa place face à la diversité et la complexité technique de la prospective ? Que peut-il apporter à l'intercommunalité et aux habitants ? Les membres souhaitent proposer une expertise citoyenne et complémentaire des savoirs technique et politique, centrée sur le changement des pratiques et d'usages du territoire en limitant les mobilités carbonées au profit des mobilités douces, en intensifiant les usages du foncier et de l'immobilier, en développant une économie locale diversifiée et en appelant à une participation citoyenne accrue.

Il s'agit de s'adresser aux habitants, aux entreprises et aux collectivités. Ainsi, il a fallu réinterroger nos méthodes et le format du livrable pour aborder des sujets complexes, parfois conflictuels et avec l'ambition d'accompagner vers un changement de représentation des enjeux étudiés. Au regard de ces objectifs, le CODEV SET a choisi d'aborder la prospective sous l'angle de la vie quotidienne des habitants dans leur environnement. Le récit est la forme choisie pour réaliser cet exercice.

Par le récit, le CODEV SET propose une vision souhaitée de l'avenir du territoire. Cette vision est bâtie sur les constats présents, les craintes et

les attentes partagés par ses membres. Le récit décrit la vie quotidienne de personnes imaginaires avec leurs forces, leurs faiblesses, leurs besoins et envies, issues de profils sociologiques divers et variés. Le CODEV SET fait le pari que ce format permettra aux habitants de mieux se projeter dans l'avenir en s'identifiant à ces personnes, aux élus de mieux appréhender des solutions possibles ou de rendre plus visibles des opportunités locales pour les entreprises.

Accueillir de nouveaux habitants et préserver le cadre de vie sont des enjeux contradictoires en apparence que le CODEV SET souhaite dépasser. Mais le récit peut ne pas réussir à convaincre de la pertinence de certaines solutions. C'est pourquoi le CODEV SET a souhaité mettre en avant des transformations et des actions déjà à l'œuvre dans certains territoires pouvant illustrer une trajectoire concrète et réalisable pour les acteurs locaux. Les récits sont donc accompagnés de références inspirantes portées par des collectivités, des associations locales ou des entreprises. Ici, le CODEV SET cherche à proposer un travail qui ne se focalise pas uniquement sur le rôle des collectivités, mais bien également sur ceux des habitants et des entreprises par un croisement d'actions individuelles et collectives.

Le travail proposé n'est pas exhaustif; il représente une vision d'un collectif non-représentatif et doit être compris comme une base de recherche pour le CODEV SET. C'est un premier travail exploratoire qui a pour principal objectif de découvrir la mise en récit, afin de sortir des discours techniques et de permettre à des citoyens de se réapproprier cette capacité à imaginer leur territoire.

Le CODEV SET a choisi d'aborder la prospective sous l'angle de la vie quotidienne des habitants dans leur environnement. Le récit est la forme choisie pour réaliser cet exercice.

Une méthode qui interroge...

Phase d'immersion : identifier l'ensemble des ingrédients qui viendront alimenter les récits

Objectifs :

- . Identifier les enjeux prioritaires de notre territoire*
- . Prendre connaissance des évolutions en cours (démographiques, services, projets structurants...)*
- . Identifier et analyser des références inspirantes*

Actions :

- . Conférences et tables-rondes avec des experts (collectivités, associations, entreprises)*
- . Entretiens et webinaires avec des associations locales et les services de l'intercommunalité*
- . Mise en place d'une bibliographie partagée sur un drive*
- . Collaboration avec l'université UT2J*
- . Choix des récits*
- . Animation d'ateliers de sensibilisation et de balades thématiques*

Phase d'écriture : Articuler les ingrédients à travers une trame temporelle et scénarisée

Objectifs :

- . Organiser une gestion partagée des récits*
- . Définir une direction et un point de vue narratif*
- . Proposer une spécificité narrative pour chacun des récits*

Actions :

- . Tableau de suivi des enjeux abordés et des typologies de personnages par groupe de communes*
- . Atelier d'écriture hybride : en commentaires de révision avant l'atelier, en validant collectivement les commentaires durant l'atelier*

Phase d'illustration : représenter le récit et l'articulation des actions abordées dans une ambiance générale

...nos représentations du territoire.

Phase d'immersion

Un premier travail de débat a permis d'identifier les récits dominants pouvant être des freins à l'accueil de population tels que le récit du pavillonnaire avec son idéal de la maison individuelle située au milieu d'un grand jardin, la voiture comme unique solution de transport en milieu rural, un marché mondialisé écrasant toutes initiatives locales. La saisine s'est ainsi construite à travers trois axes de réflexion: résider et vivre ensemble, se déplacer, travailler et étudier.

D'autres temps d'analyses collectives ont été réalisés sur l'identification des forces, des faiblesses, des opportunités et des défis du territoire. Pour explorer ces éléments, le CODEV SET a organisé plusieurs conférences et tables-rondes invitant des experts issus du monde universitaire, des collectivités, du monde associatif ou des entreprises, sur les enjeux des mobilités, de l'aménagement et de l'économie locale.

Cet exercice de diagnostic a été également enrichi par la collaboration avec les étudiants en L3 APTER de l'UT2J sous la direction pédagogique de Mélanie Gambino, Cécile Jebeili et Laurent Jégou. Ils ont identifié 7 groupes de communes suivants une analyse statistique qui consiste à regrouper des indicateurs choisis afin de dégager des axes discriminants et de mesurer des écarts types entre les communes. Cette étude a été complétée d'une enquête réalisée par un questionnaire et des entretiens auprès d'acteurs locaux :

- Le rural éloigné
- Les campagnes résidentielles préservées
- Le périurbain en construction
- le péri urbain de demain
- Les centralités secondaires
- Les communes urbaines avancées
- Le centre économique hyper connecté

Au regard de ce travail le CODEV SET a donc décidé de réaliser dans un premier temps 7 récits illustrant la diversité des enjeux de nos bassins de vie. Chaque récit devant être accompagné d'une référence inspirante se rapportant à chacun des axes d'études : résider et vivre ensemble, se déplacer, travailler et étudier. **(voir schéma des enjeux réunis)**

Afin d'articuler une vision narrative avec une réalité possible et souhaitée, les membres ont réalisé un inventaire de projets inspirants qui ont nourri au fil de l'eau leur réflexion. Cet inventaire bibliographique a été complété par des rencontres

avec les associations locales et les services de l'intercommunalité qui ont partagé leur savoir-faire et connaissances du territoire. **(voir fiches webinaires codev)**

En parallèle, des ateliers de sensibilisation et de formation sur les enjeux climatiques (2Tonnes), d'aménagements urbains (Fresque du ZAN) et sur l'approche du récit (formation storytelling, Fresque des Nouveaux Récits) ont été organisés afin de consolider une base de connaissance auprès des membres du CODEV SET.

Les membres ont également été accompagnés par des stagiaires, notamment Hanna GrandPerrin qui a organisé et animé des balades thématiques en collaboration avec Ivy Le-Bars et Julie Levient. Les participants ont ainsi pu traverser des villages locaux, questionner les modes d'habiter et les enjeux de santé et environnement. Ce travail d'immersion par l'expérience sensible du territoire a été important pour maintenir un lien de "terrain" entre les membres et l'écriture des récits.

Phase d'écriture

Pour chacun des récits, un référent a été désigné parmi les membres du bureau du CODEV SET. Le référent avait pour mission de s'assurer de la bonne finalisation du récit sur sa forme (storytelling avec Sarah Kartalia, relecture orthographique et grammaticale...) et également sur le fond (priorisation des trois enjeux à aborder, s'assurer que les trois axes sont bien présents, le profil du personnage principal...).

Généralement, par groupe de 3 ou 4, les membres ont rédigé une structure de récit à partir d'une trame inscrite sur le temps long : aujourd'hui, demain (horizon 2023 et au-delà), après-demain (horizon 2040 et au-delà). Les membres ont volontairement choisi de ne pas renseigner d'année sur cette trame, préférant suivre une logique d'évolution des personnages et de leurs parcours de vie.

Les membres ont ensuite déterminé une approche des récits. Le collectif a décidé de proposer des récits qui donnent envie d'être vécu notamment par la traduction d'une vision positive du territoire. Des valeurs ont donc été identifiées telles que la convivialité, la solidarité, l'équité territoriale et la coopération. Ces éléments sont ainsi les connecteurs logiques entre les récits, un socle commun pouvant illustrer ce que pourrait être une identité intercommunale. Dans les récits, le rôle de l'intercommunalité était parfois inégal avec celui de l'habitant (ce dernier souvent trop passif ou



- Groupe 1 : le rural éloigné
- Groupe 2 : Les campagnes résidentielles préservées
- Groupe 3 : Le péri-urbain en construction
- Groupe 4 : Le périurbain de demain
- Groupe 5 : Les centralités secondaires
- Groupe 6 : Les communes urbaines avancées
- Groupe 7 : Le centre économique hyper connecté

Cartes représentant l'ensemble des groupes de communes (Source - Licence 3 APTER)

Résider / Vivre ensemble

- Développer une offre résidentielle adaptée
- Améliorer les modes d'habitats collectifs
- Maîtriser le foncier dans un contexte contraint
- Encourager la mixité sociale
- Adapter des services de proximité à la diversité des profils socio-démographiques
- Préserver le cadre de vie et du patrimoine
- Concilier la densification urbaine avec l'environnement
- Améliorer la cohabitation entre plusieurs usages
- Valoriser les espaces publics
- Conforter la concertation des habitants
- Renforcer l'accessibilité des services de proximité
- Encourager à la participation associative
- Diversifier l'offre de logement
- Réduire le sentiment d'insécurité

Travailler / Étudier

- Développer les filières de l'alimentation locale
- Consolider la diversification des secteurs économiques
- Développer la filière du ré-emploi et l'économie circulaire
- Soutenir l'activité économique des différents centres-villes
- Soutenir le développement des établissements d'études secondaires et supérieures
- Accompagner la flexibilisation des lieux et pratiques de travail
- Favoriser l'insertion et la ré-insertion professionnelle
- Généraliser la mixité programmatique des projets
- Soutenir les activités d'économie sociale et solidaire
- Préserver le foncier agricole

QUALITÉ DE VIE ET ACCUEIL DE POPULATION

ACCEPTABILITÉ SOCIALE DE L'ACCUEIL DE POPULATION

- Promouvoir les mobilités douces, le covoiturage et l'intermodalité
- Renforcer les liens avec les territoires et les inter-communalités limitrophes
- Développer la connexion avec d'autres centres-villes
- Développer des infrastructures liées aux mobilités douces
- Adapter la voirie à la forte densité automobile

Se déplacer

Diagramme de Venn des enjeux identifiés par axe de recherche (Source - Licence 3 APTER)

consommateur) ou de l'entreprise (souvent absente des relations avec le territoire). Intégrer ces valeurs a permis de questionner et de rééquilibrer le rôle de chaque acteur dans les enjeux abordés.

Cette représentation «désirée» du territoire s'est principalement écrite à travers l'existant. En effet, la nouveauté ne se situe pas que dans l'imagination d'actions nouvelles, déjà nombreuses, mais plutôt dans l'articulation d'actions déjà existantes, vécues ici ou ailleurs. Par la suite, l'exercice du récit a été de projeter ces références inspirantes sur notre territoire. Ainsi, ces récits traduisent un appel du CODEV SET à consolider une logique stratégique de long terme et transversale des politiques publiques.

Lors de l'écriture, les membres ont vécu plusieurs difficultés. L'écriture collective a nécessité beaucoup d'aller-retours, parfois confrontée à l'évolution des projets locaux, de la sensibilité des membres et de l'actualité. Cet exercice a révélé aux membres la dimension fluctuante et incertaine de la prospective. Tandis que l'exercice d'écriture dit «linéaire», de causes à effets, s'est souvent traduit par des thèmes uniformes entre les récits. Pour répondre à cet écueil, les membres ont défini des enjeux prioritaires à aborder pour chaque récit. Ils ont ainsi souligné le particularisme des groupes de communes avec par exemple la mobilité comme thème majeur pour les secteurs ruraux ou bien l'habitat dans les centres urbains.

Le «je» est le point de vue narratif choisi pour créer plus de proximité avec le lecteur. Le choix des personnages s'est fait sur des profils archétypaux qui cependant ont illustré un biais de représentation des membres du CODEV SET probablement lié au manque de diversité des participants à l'instance.

La notion de parcours des personnages principaux a dû également être révisé plusieurs fois pour obtenir un rythme permettant de mettre en évidence l'impact à long terme de certaines actions, particulièrement lorsque l'implication ou l'appropriation citoyenne y est nécessaire. De même, les personnages ont leur propre caractéristique et capacités d'adaptation. Il a donc été convenu de proposer des phases d'échecs intermédiaires pour appuyer cette nécessité du temps long sur le changement d'habitude et de pratique.

Autre point déterminant, la place dans les récits de la technique et du langage associé ont fait l'objet de plusieurs alertes. C'est grâce à la relecture de tierces personnes, principalement des membres des familles

des membres, que des modifications ont pu être apportées afin d'équilibrer le contenu et de limiter par exemple les acronymes ou les explications savantes.

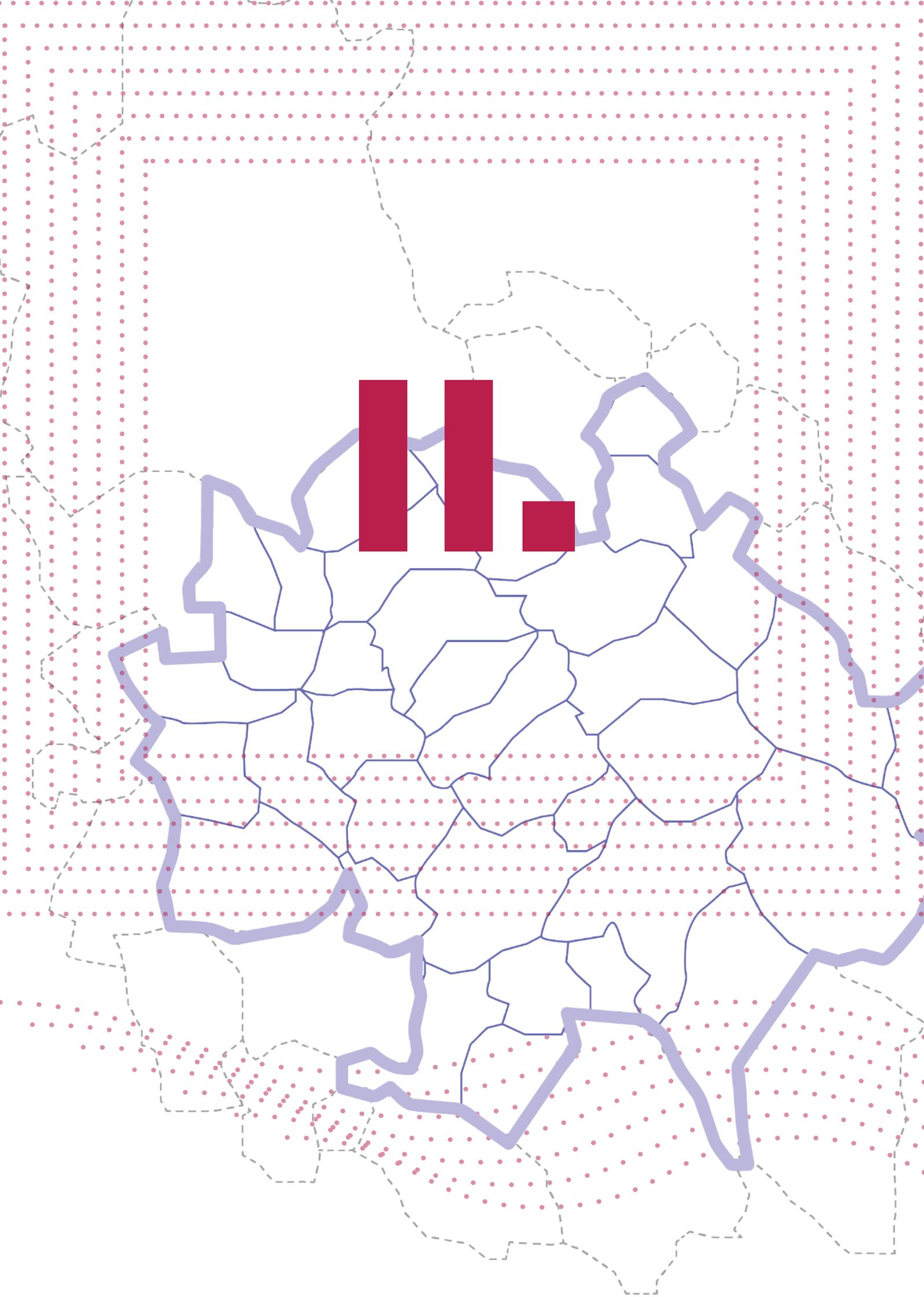
Phase d'illustration

Le format du récit a été choisi par sa capacité à s'adresser à tous, notamment dans un registre de culture populaire. Pour affirmer et consolider ce dernier point, le CODEV SET a fait intervenir un illustrateur, Noé Cardonna. L'objectif est de proposer une représentation graphique, une ambiance générale, pouvant appuyer l'enjeu d'articulation et de transversalité entre les mobilités, l'habitat et l'emploi. Chaque récit est accompagné d'une illustration représentant un ensemble d'éléments (services, équipements, aménagements...) et d'interactions entre des personnages. Au-delà d'une accroche visuelle, cet exercice d'illustration participe à l'identification des caractéristiques des groupes de communes et de leurs enjeux associés.



Licence 3 APTER - UT2J. 2023 encadré par les enseignants suivants : Mélanie Gambino, Cécile Jebeili, Laurent Jégou

Anouk Alberti, Maé Cayro--Le Breton, Anaïs Cretin-Maitenaz, Kadidiatou Doumbia, Vivien Fossey, Alban Foucault, Léa Genovesio, Matys Guerrero, Pierre Helias, Judith Lacrampe, Julie Le Vient, Laurie Maurice, Hugo Raffy, Adama Dior Sow, Lukas Zapata



**Accueil de
population et
qualité de vie**

...

**développer
sa capacité
d'imaginer**

...

**par la rencontre
avec des acteurs**





Christophe Lefevre
président
Dominique Cabanne
secrétaire
René Marc Willemot
trésorier
de
Lien pour l'autre

21.03.24.

Présentation de l'association Lien pour l'autre, du coliving inclusif

Objectifs : Découvrir le concept et le dispositif de co-living inclusif développé par l'association. Les intervenants ont développé les enjeux de la cellule de vie sur l'insertion sociale auprès des personnes précarisées par les circonstances de la vie.



Odile LAURENT
Présidente du
comité UNICEF
Midi-Pyrénées

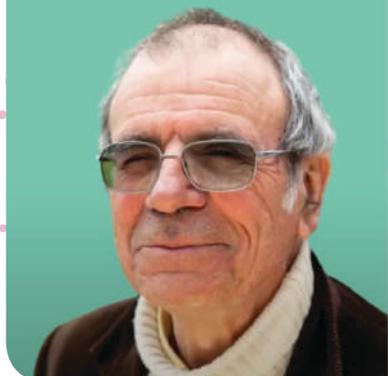
et

Didier COLOTTO
Chargé d'activités
comité UNICEF

28.11.24.

Présentation de l'agence des Nations Unies - UNICEF

Objectifs : Découvrir le rôle et les missions d'UNICEF et l'enquête nationale réalisée auprès des 6 - 18 ans. Une analyse à l'échelle territoriale du Sud Est Toulousain a également été partagé.



Dominique Gilbon
Co-président de
l'association et
habitants du hameau
Mange-Pommes

27.09.23.

*Retour d'expérience sur l'habitat
participatif à Ramonville*

Objectifs : Découvrir les enjeux quant au montage d'un projet d'habitat participatif. Cette rencontre a permis de découvrir l'expérience vécue de deux habitants qui nous ont décrit les étapes juridiques, techniques et organisationnelles de leur projet. Leurs témoignages ont également évoqué le rôle des collectivités dans la réalisation de ce type de projet.



Hugo Chochoy
Chargé du
développement du
Sol-Violette
dans le Sicoval

04.10.23.

*Présentation de Sol-Violette monnaie
locale de la région toulousaine*

Objectifs: Comprendre le fonctionnement, les impacts et les enjeux sur le territoire d'une monnaie locale. Par la suite, il a été question d'aborder l'édition de la monnaie ainsi que de sa dématérialisation. Les échanges se sont également portés sur le rôle des collectivités dans le soutien à ce type d'initiative.



Céline Besozzi,
bénévole de
Terre de Liens
Midi-Pyrénées
&

Vincent Boyer,
président de
Terre de Liens
Midi-Pyrénées

06.12.23.

*Présentation de l'association et de la
foncière Terre de Liens*

Objectifs : Découvrir le rôle de Terre de Liens dans l'acquisition et la gestion de bien foncier, puis leurs actions de sensibilisation et d'accompagnement des collectivités territoriales. Les intervenants ont présenté plusieurs exemples en Midi-Pyrénées de fermes soutenues par l'association.



Patrick COUDERC
Conseiller Coopératif

de

ICEA

06.06.24

*Présentation de la coopérative Initiative
Citoyenne pour une Énergie Alternative*

Objectifs : Découvrir les initiatives Citoyennes d'ENR en France et en Europe et comprendre comment fonctionne un Projet d'Énergie Renouvelable (ENR) Citoyen dont fait partie l'association ICEA. Le webinaire présente l'association et son implantation sur le territoire, son statut juridique et les acteurs qui la composent.



Programme local
de l'habitat
et
les missions
d'amélioration de
l'habitat privé

Par
**Bérengère
LE GOUET**
Chargée de mission
PLH
et
**Valérie
VIGNAU-LAULHERE**
Chargée de mission
logement

21.03.24.

*Présentation du Programme Local de
l'Habitat et d'amélioration de l'habitat*

Objectifs : Découvrir les enjeux de l'habitat indigne, de la précarité énergétique et du logement adapté. Cette rencontre a également permis de présenter le cadre, l'écosystème d'acteurs et le contenu du Programme Local de l'Habitat avec des exemples d'opérations.



Le
développement
économique
du Sicoval

**Marie-Francoise
DEJEAN**
Directrice du
Développement et
de l'Animation
Économique
et
**Guillaume
CHANAUD**
Directeur adjoint du
développement
territorial

18.04.24.

*Présentation du développement
économique sur le territoire du Sicoval*

Objectifs : Découvrir les enjeux, les missions et le rôle de l'intercommunalité auprès des entreprises locales puis de la stratégie de développement des filières économiques telles que : le numérique et l'aérospatial, la robotique agricole et la construction durable et le tourisme.



**Projet Écobatival :
stratégie et
plan d'action
2024 - 2026**

Par
Benjamin DUMAS
Directeur de projet
Écobatival

13.05.24.

*Présentation du projet Écobatival,
stratégie et plan d'action 2024-2026*

Objectifs : Découvrir le projet de promotion de la construction et de la rénovation durable à travers trois axes stratégiques : I. Sensibilisation, conseil et accompagnement, II. Promotion des métiers et adaptation des compétences, III. Développement des filières innovantes et durables



**Présentation de la
ZAC du Rivel :
Quartier durable à
énergie positive**

Par
Jérémy LEVI
Responsable
d'opération
ZAC du Rivel
et
Rémi DUTARD
Directeur
transition écologique
et mobilités

27.06.24.

*Présentation de la Zone d'Aménagement
Concerté du Rivel : l'écoparc*

Objectifs : Découvrir les enjeux du projet, l'évolution des scénarios de projet vers le plan directeur, les avancées du programme Démonstrateur Ville Durable, la labellisation Quartier Durable Occitanie et les prescriptions environnementales puis la préparation au lancement commercial.

Sensibiliser les membres du CODEV aux sujets d'études



01.02.23

Introduction à la notion de storytelling et mise en pratique

Objectifs : Communiquer différemment pour rendre un discours plus vivant, créer de l'engagement et de l'émotion. Sarah Kartalia, coach et experte en storytelling a apporté des clés de compréhension, de conseil pratique et de méthode à la construction d'un récit collectif.

Séances découvertes



25.04.24 - 28.04.24 - 18.05.24 - 25.05.24
- 29.06.24

2tonnes, L'atelier immersif pour le climat

Objectifs : L'atelier est un "serious game", où les participants essaient de limiter le changement climatique d'ici à 2050. Ils doivent choisir des actions individuelles et collectives à l'échelle de la France. Selon leurs choix, les émissions sont mises à jour et permettent de visualiser leur scénario de transition.



19.06.24

Balade péri-urbaine - Les évolutions des modes d'habiter

Objectifs : Découvrir un parcours entre Vigoulet-auzil et Pechbusque au cours de laquelle des animations ont permis aux participants de questionner les évolutions des modes d'habiter à partir des enjeux de transition écologique et paysager.



28.06.24

Balade péri-urbaine - Les évolutions des modes d'habiter et des activités agricoles

Objectifs: Découvrir un parcours entre les communes de Castanet-Tolosan; Pechabou et Pompertuzat au cours de laquelle des animations ont permis aux participants de questionner les évolutions des modes d'habiter à partir des enjeux de transition écologique et agricole.



06.12.23.

Fresque de l'artificialisation des sols (jeu de cartes collaboratif)

Objectifs : D'une durée d'une heure et demie, les participants commencent par se familiariser avec les causes et les conséquences de l'artificialisation des sols. Puis, ils identifient des solutions pour limiter la consommation d'espace et améliorer la qualité des sols.



06.06.24

Fresque des Nouveaux Récits (jeu de cartes collaboratif)

Objectifs : Découvrir quelle est l'influence des récits sur notre cerveau et nos comportements. Et ainsi lever les verrous socio-cognitifs actuels pour contribuer à la nécessaire transition écologique et solidaire. Un second temps est dédié à l'écriture d'un récit pour un futur désirable.



18.01.23

Conférence : Comment se déplacer pour demain ?

Objectifs : Découvrir comment les acteurs des mobilités répondent aux enjeux suivants : développer le réseau ferroviaire, développer les mobilités actives et partagées (covoiturage), favoriser le report modal et optimiser l'usage de l'existant.



13.04.23

Conférence : Résider et vivre ensemble... comment habiter pour demain ?

Objectifs : Découvrir comment les acteurs de l'aménagement répondent aux enjeux suivants : maîtriser la densification en zone pavillonnaire, associer les habitants aux projets de constructions, soutenir les filières de matériaux biosourcés, concevoir des espaces publics du vivre-ensemble.



16.11.23

Table-ronde : Mixité sociale et habitat, quels enjeux pour demain ?

Objectifs : Découvrir comment les acteurs du logements social répondent aux enjeux suivants : développer la mixité sociale, améliorer la qualité de vie par le logement social, proposer de l'habitat alternatif et adapté aux vieillissement, faciliter l'intégration d'une opération d'habitat social.



26.09.24

Table-ronde : Climat et emplois...défis ou opportunités ?

Objectifs : Découvrir comment les acteurs de l'emploi répondent aux enjeux suivants : adapter de manière structurelle l'organisation du travail, aider les gens à acquérir de nouvelles compétences, accompagner les entreprises à développer des modèles de développement plus vertueux.

Échanger avec les habitants du territoire et faire connaître le CODEV SET



13.10.24

Randovalles : animation d'un stand d'information et de sensibilisation

Objectifs : Installer un stand d'information durant l'événement sportif les Randovalles et proposer un temps de convivialité pour présenter les missions et les activités du CODEV SET. Ce temps a permis de rencontrer des élus locaux, des associations locales et des habitants.



08.12.24.

Pour une ville plus égalitaire : animation d'un stand d'information et d'échange

Objectifs : Installer un stand d'information durant le lancement des budgets participatifs de Castanet-Tolosan. Ce temps a permis de rencontrer des élus locaux, des associations locales et des habitants et de leur présenter les travaux réalisés par le CODEV SET.

Débat mobile



20.09.24

Déb'apéro : animation d'un stand pour informer et échanger avec les habitants

Objectifs: Installer un stand d'information sur le marché de Castanet-Tolosan et proposer un temps de convivialité pour présenter les missions et les activités du CODEV SET. Ce temps a permis d'identifier quelques problématiques et enjeux auprès des habitants.



21.09.24

Aygu'Nature : animation de l'atelier de sensibilisation «Cultivons Notre Avenir»

Objectifs : Lors des journées européennes du patrimoine, une sensibilisation à l'environnement a été proposée au grand public. Sous la forme d'un quizz ludique et participatif, les visiteurs ont pu prendre conscience des moyens d'actions efficaces pour réduire leurs empreintes carbone.



07.11.22

Rencontres Nationales des Conseils de Développement (CNCD)

Objectifs : Faire réseau et partager des réflexions entre les CODEV de France, les CESER et le CESE en participant aux conférences et ateliers sur la thématique : « S'accorder pour mieux composer ensemble un futur démocratique ».



07.11.24.

Journée nationale des Conseils de Développement (CNCD)

Objectifs : Faire réseau et partager des réflexions entre les CODEV de France en participant aux conférences et ateliers sur la thématique : « Les promesses de la démocratie intercommunale ».



15.09.23
Campus des CODEV d'Occitanie à Carcassonne (CRCD)

Objectifs : Faire réseau et partager des réflexions entre les CODEV d'Occitanie en participant aux conférences et ateliers sur la thématique : « L'eau et le citoyen dans la région Occitanie ».



26.06.23
Rencontres Européennes de la participation citoyenne à Rouen

Objectifs: Rencontrer des acteurs et participer à des ateliers et débats sur la thématique : « La participation au coeur des défis des territoires ».



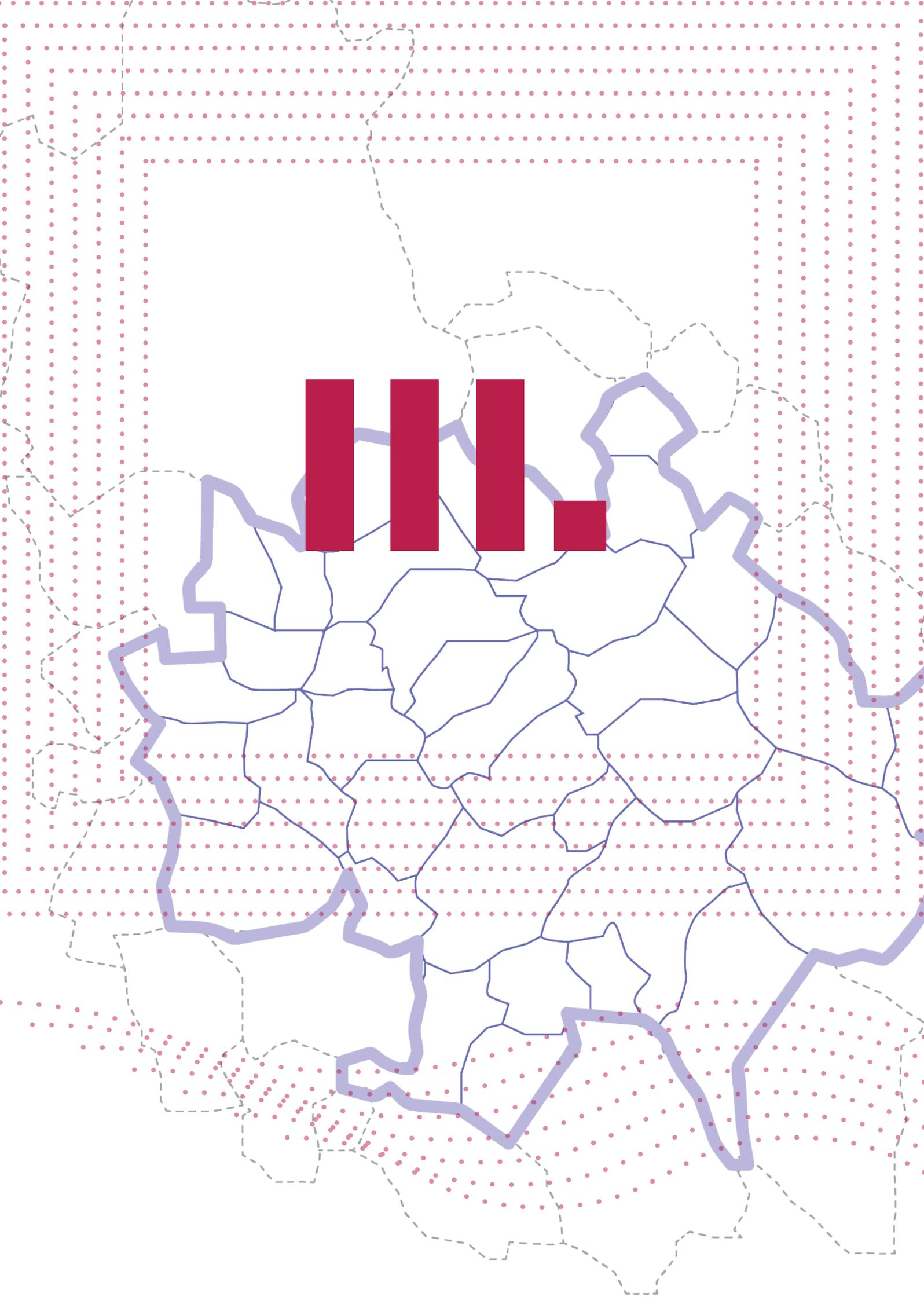
11.10.24
Campus des CODEV d'Occitanie à Sète (CRCD)

Objectifs : Faire réseau entre les CODEV d'Occitanie en participant aux conférences et ateliers sur les thématiques suivantes : « Comment renforcer la visibilité de son conseil de développement ?, favoriser l'engagement et la participation au CODEV, imaginer le futur : construire des récits collectif...»



01.07.24
Rencontres Européennes de la participation citoyenne à Toulouse

Objectifs : Rencontrer des acteurs et participer à des ateliers et débats sur la thématique : « Comment la participation citoyenne peut-elle accompagner les transitions de demain ? ».



**Accueil de population
et qualité de vie**

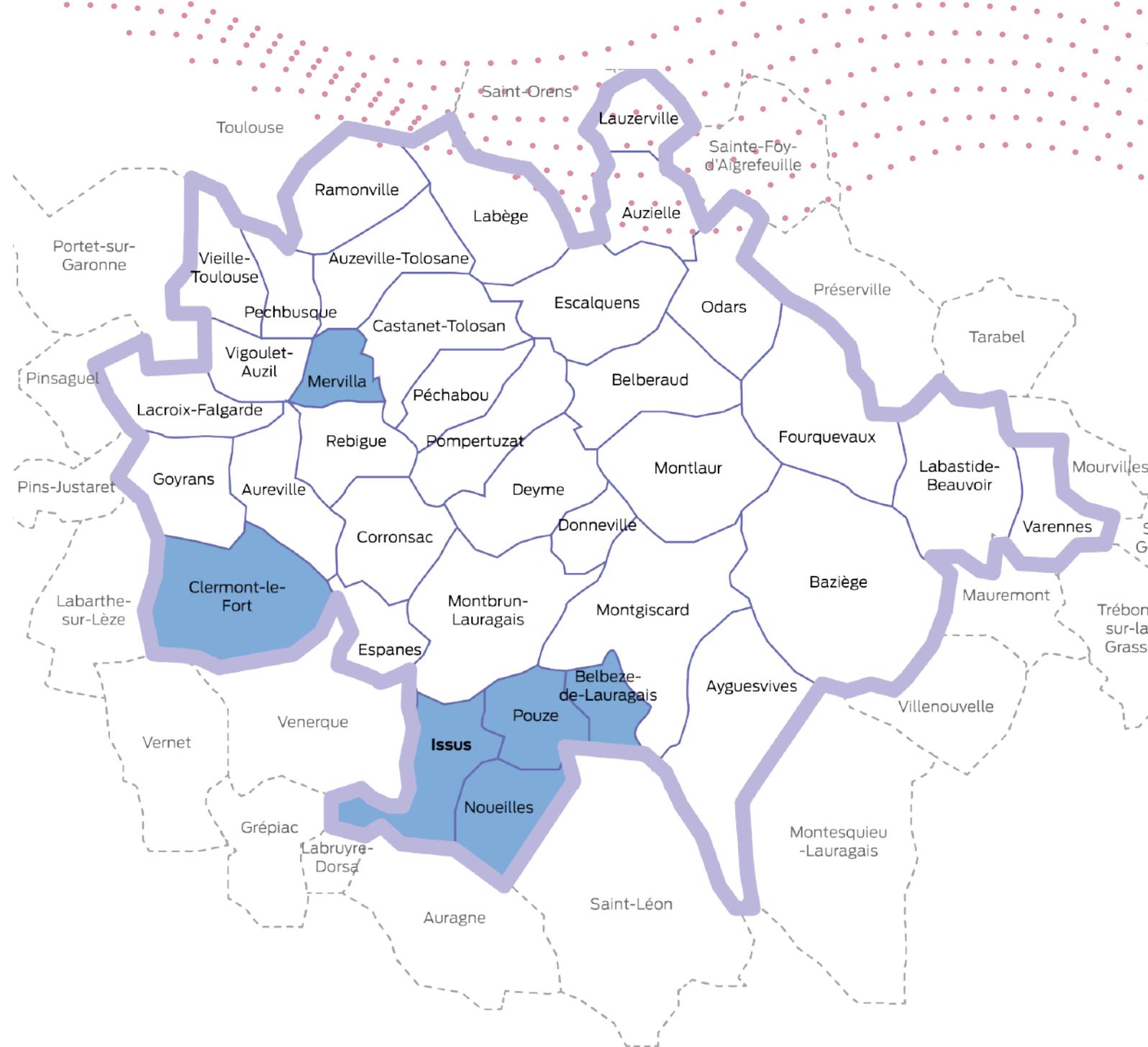
...

**7 récits rédigés par
des citoyens**

...

**pour un territoire
durable
et un avenir
souhaitable.**

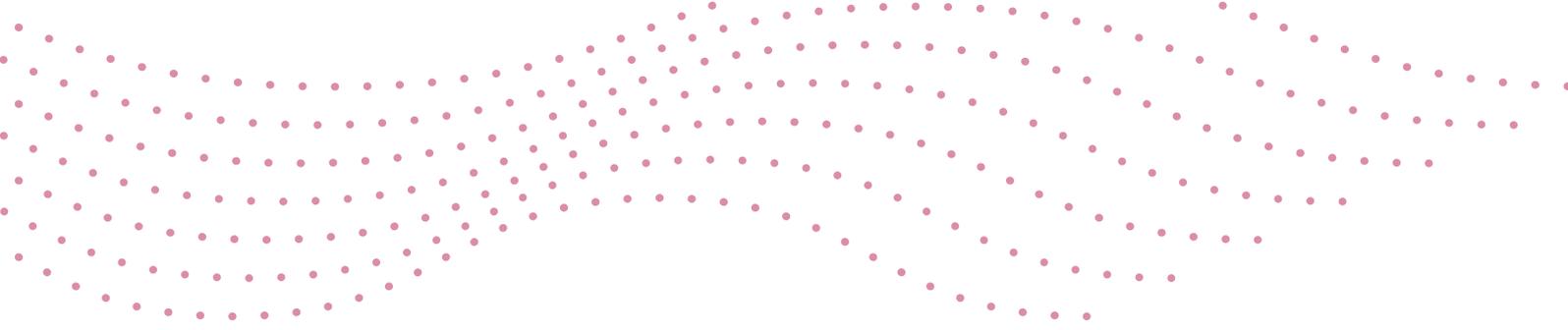




● Le rural éloigné

Exemple : Issus
 Nombre d'habitants : 601 habitants (2020)
 Superficie : 7,1 km²
 Densité : 84,5 habitants au km²

La commune a connu une hausse démographique de 6,35 % entre 2015 et 2020. La classe d'âge des 41-64 ans est la plus représentée. Les cadres représentent presque 26% de la population.



Les bassins de vie ruraux...les futurs ambassadeurs des mobilités douces ?

Aujourd'hui...

Je me souviens encore du jour où nous avons pris la décision de quitter Paris pour nous installer à Issus. Je m'appelle Pierre, originaire de Paris, j'ai rencontré Emma lors d'une fête universitaire. Elle m'a rapidement parlé de ses racines à Montbrun-Lauragais, un village au cœur du Lauragais, où ses parents vivaient encore.

Attirés par les paysages et la sérénité de cette région, nous avons commencé à envisager une nouvelle vie loin de l'agitation parisienne. En 2014, après des mois de recherches, nous avons trouvé la maison de nos rêves à Issus. Spacieuse et chaleureuse, elle se situait au cœur du village.

Issus est un village où tout le monde se connaît. La population y est en majorité composée de personnes âgées, mais cela ne nous a pas découragés. Au contraire, nous étions convaincus que notre petite famille pourrait apporter un souffle de jeunesse à cette communauté.

Notre vie à Issus s'est rapidement organisée. Je travaille comme informaticien au service informatique de la faculté de médecine de Rangueil. Chaque matin, je traverse des routes de campagne et sur les coteaux j'observe parfois les montagnes des Pyrénées, une scène qui ne cesse de m'émerveiller. Il me faut environ trois quarts d'heure pour atteindre le parking de la station de métro de Ramonville. De là, je prends le métro puis Téléo, le nouveau téléphérique urbain, pour arriver à la faculté. Emma, de son côté, travaille dans une entreprise sociale et solidaire située dans la zone d'activités des Monges à Deyme. Son travail, qui consiste à soutenir l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées, la passionne profondément.

Nos trois enfants, Fabien, Camille et Philippe, se sont rapidement intégrés dans ce nouvel environnement. Fabien, notre petit dernier de 7 ans, fréquente l'école élémentaire de Noueilles, tandis que l'école maternelle se trouve à Issus. Chaque matin et soir, un transport scolaire assure la navette entre les deux écoles, facilitant ainsi notre quotidien.

Camille, qui a maintenant 11 ans, est au collège du Vernet. Elle est passionnée par la danse et suit des cours au Foyer des Jeunes et d'Éducation Populaire à Montgiscard. Quant à Philippe, notre aîné de 16 ans, il est au lycée de Pins-Justaret et pratique le football au Football Club le Vernet à Venerque. Tous deux utilisent les transports scolaires qui desservent Issus, un véritable soulagement pour nous.

Nos trajets quotidiens, bien que parfois contraignants, font désormais partie de notre routine. Nous possédons chacun une voiture, indispensable pour nos déplacements professionnels. Notre aînée, écodéléguée de sa classe, nous a récemment partagé un exposé sur la pollution des voitures. On est conscient de cet enjeu, mais pour le moment, nous n'avons pas le choix.

J'ai récemment entendu que nos élus locaux, soucieux d'améliorer les conditions de mobilité des habitants des coteaux, ont récemment lancé une étude pour mettre en place des lignes de covoiturage régulières. Cette initiative, en coordination avec celles déjà existantes dans la communauté de communes Terres du Lauragais, vise à faciliter les déplacements pendulaires des habitants et pourrait m'intéresser pour mes futurs trajets.

Demain...

Pendant plus de deux ans, une étude approfondie sur le covoiturage sans réservation a impliqué étroitement les résidents de notre région. Cette initiative a suscité un vif intérêt non seulement chez les actifs comme nous, mais aussi chez les retraités, de plus en plus nombreux

sur notre territoire. En réponse à cette étude, une aire de covoiturage a été aménagée sur la place de la mairie d'Issus. Grâce aux incitations financières du Plan National pour le Covoiturage, il ne me faut généralement pas plus de 10 minutes pour trouver un covoitureur.

Désormais, pour me rendre au travail, j'utilise une ligne de covoiturage très pratique qui relie Le Vernet, Venerque, Issus, Espanes, Montbrun-Lauragais, Corronsac, Deyme, Pompertuzat, Castanet-Tolosan et la station de métro de Ramonville. Cette ligne a considérablement facilité mes déplacements et m'a permis de réduire le stress et les coûts associés à la conduite quotidienne.

Emma, quant à elle, profite des bornes de recharge disponibles dans son entreprise, aussi bien pour les véhicules de service que pour les employés. Cela a grandement influencé notre décision de vendre nos deux voitures thermiques pour acquérir un véhicule électrique, plus écologique et économique.

Notre voisin, qui n'a pas les moyens d'acheter et d'entretenir un véhicule électrique, expérimente un service d'autopartage mis en place par les collectivités territoriales. Ce service, dont le tarif est adapté aux revenus des usagers, lui permet de bénéficier d'un moyen de transport fiable sans les coûts prohibitifs d'un véhicule personnel.

Après demain...

La mort de mon beau-père a marqué un tournant important pour notre famille. Emma, ma femme, a proposé à sa mère, Élisabeth, de venir vivre avec nous. La chambre de Philippe, notre fils aîné, s'était libérée depuis son installation à Toulouse. À 75 ans, Élisabeth restait très active et aimait participer aux nombreuses activités du Foyer Rural de Pompertuzat. Elle adorait aussi se rendre aux marchés de Montbrun le jeudi soir et de Montgiscard le dimanche matin. Pour cela, elle utilisait sa petite citadine électrique, inspirée par notre propre retour d'expérience sur les véhicules électriques.

Élisabeth a commencé à éprouver des difficultés visuelles mais, pour le moment on ne s'inquiète pas trop. L'association Autoliens, composée de bénévoles dévoués, l'aident en la conduisant vers les marchés, les grandes surfaces, les centres médicaux, et même pour diverses activités culturelles.

Avec le temps, l'état de santé d'Élisabeth s'est détérioré, rendant nécessaire un environnement plus adapté à ses besoins. Elle est devenue locataire d'une maison partagée gérée par «Age et Vies». Cette maison, située au centre de Pompertuzat, comprend huit chambres individuelles et des espaces communs chaleureux et accueillants.

Contrairement à un EHPAD traditionnel, la maison partagée offre une ambiance de colocation où les résidents peuvent socialiser, cuisiner ensemble, et participer à des activités collectives. Les espaces communs sont animés par des conversations et des rires, créant une atmosphère conviviale et presque familiale.

D'ailleurs, nous sommes désormais amis avec les familles des autres colocataires. Le grand parc arboré à proximité, équipé de jeux pour enfants, ajoute une touche de sérénité et de vie à cet environnement. Élisabeth

Pour ma part, j'ai récemment changé d'emploi pour favoriser l'évolution de ma carrière. Je travaille maintenant dans une entreprise située dans le village numérique d'Enova, un site qui s'est considérablement développé ces dernières années.

Cette transition professionnelle a été facilitée par une offre de déplacement multimodal très pratique. Grâce à ma carte d'abonnement "CO-MOBILITE", j'ai le choix entre ma ligne de covoiturage habituelle, la ligne-B jusqu'à Enova et le Service Express Régional Métropolitain, une ligne de RER cadencée au quart d'heure accessible depuis la gare de Montlaur. Cette nouvelle configuration est non seulement économique et écologique, mais elle n'a pas augmenté mon temps de trajet, ce qui me satisfait pleinement ainsi que toute la famille.

La transition vers des modes de transport plus durables a été une étape clé pour nous, renforçant notre sentiment d'appartenance à cette communauté qui préserve le cadre de vie du territoire.

bénéficie également des soins réguliers d'une collègue d'Emma, récemment recrutée grâce à l'agrandissement de l'entreprise soutenue par les collectivités locales. Cette équipe d'auxiliaires de vie permet à Élisabeth de maintenir son indépendance tout en ayant accès à l'aide nécessaire dans un cadre sécurisé et chaleureux.

Avec le départ d'Élisabeth, notre maison d'Issus est devenue trop grande pour nous. Pour nous rapprocher d'elle et répondre à nos nouveaux besoins, nous avons décidé de déménager. Nous avons acheté une maison en bande à Deyme avec un petit jardin, plus adaptée à notre mode de vie actuel. Notre ancienne maison à Issus a trouvé de nouveaux occupants : un jeune couple qui, comme nous, a été attirés par le cadre de vie mis en valeur du Lauragais.

La région a beaucoup changé depuis notre arrivée. Les collectivités locales ont réaménagé d'anciens chemins ruraux en voies vertes, reliant les communes rurales aux centres-bourgs et communes-relais comme à Baziège. Séparées des voitures, ces voies offrent une sécurité accrue pour les cyclistes et les piétons, tout en mettant en valeur les paysages. Les promeneurs et les cyclistes peuvent maintenant circuler en toute tranquillité, profitant des aménagements sécurisés tels que des parkings vélo avec recharges électriques installées aux abords des communes.

Cette évolution a transformé notre quotidien et renforcé notre attachement à cette région. Nous sommes heureux de voir notre ancienne maison entre de bonnes mains et de constater que le Lauragais continue d'attirer des familles en quête de tranquillité. Cela a été permis grâce à la transition vers des modes de transport plus durables, une étape clé pour nous.



Saint-Brandan : Âges & vies

Enjeux

- . Développer une offre résidentielle adaptée
- . Améliorer les modes d'habitats collectifs
- . Maitriser le foncier dans un contexte contraint
- . Adapter des services de proximité à la diversité des profils socio-démographiques

Pistes de réflexions

- . Communiquer et faire connaître l'habitat partagé
- . Inciter les promoteurs à la rénovation du bâti par le montage de colocation seniors
- . Soutenir les métiers d'aide à la personne

Coordonnées

www.agesetvie.com
juliencomparet@agesetvie.com

Le projet

Ce projet répond à un manque d'établissements pour les personnes dépendantes et celles qui ne veulent plus d'isolement social. C'est une colocation en habitat partagé pour 8 personnes âgées avec une auxiliaire de vie 7J/7. Un entre- deux entre le domicile et l'Ehpad.

Sur un terrain de 2 800 m² à proximité immédiate du bourg, Âges et vie va construire deux maisons de 380 m². Dans chacune d'elles, huit appartements d'environ 30 m², avec chambre et séjour, salle d'eau et entrée privative avec terrasse, une pièce commune de 100 m² avec salon, salle à manger et cuisine. Avec les aides, il reste à charge entre 1 500 et 1 800 € de coûts mensuel. Le tarif comprend : le loyer, les charges locatives, les frais d'achats alimentaires et les prestations d'aide à la personne. Le montant est toujours calculé au cas par cas, en fonction des situations personnelles.

Une auxiliaire de vie, présente de 7 h 30 à 20 h 30, gère

Acteurs

Ages & Vie Services propose une prestation de service à la personne (SAP) et de service d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD). La société Âges et vie assure ici les fonctions de promoteur, de gestionnaire immobilier et de prestataire de services à la personne, sans faire appel aux finances communales.

D'autres maisons d'Âges & Vie sont prévues dans les villes du département où des villes services. Trois ans sont nécessaire pour mener un projet de A à Z. En France, Âges & Vie gère 90 maisons actuellement et en vise 300 à l'horizon 2024.



l'intendance. Sa présence quotidienne permet d'assurer la sécurité des personnes et de les accompagner pour tous les gestes du quotidien devenus difficiles. En fonction des besoins de chacun, elle s'occupe de l'aide au lever, au coucher, de la toilette, des courses, de la préparation des repas, du ménage ou encore de l'entretien du linge.

La nuit, un système de téléalarme permet au colocataire d'alerter l'auxiliaire de vie en cas de besoin d'intervention d'urgence, mais ce n'est pas une structure médicalisée. Les professionnels paramédicaux et les médecins traitants continuent à suivre leurs patients.

L'auxiliaire de vie connaît les habitudes de vie, les centres d'intérêts, l'histoire des résidents et construit ainsi une relation de proximité. Les habitants sont invités à participer à la préparation des repas, pris collectivement et chaque après-midi aux activités : mandala, jardinage, Triominos, peinture...

Quelques chiffres

8 chambres pour chaque maison dont un espace de vie partagé.

88 ans : la moyenne d'âge des colocataires qui sont du secteur.

1500 à 1800e de coûts mensuels par personne.

3 ans : démarrage en 2018, permis de construire accordé fin 2019, début des travaux mars 2020 ; achèvement en avril 2021.

Le Département des Yvelines : MobilityY

Enjeux

- . Encourager les mobilités douces et l'intermodalité
- . Renforcer les liens avec les territoires et les inter-communalités limitrophes
- . Développer la connexion avec d'autres centralités

Pistes de réflexions

- . Mise à disposition d'un véhicule électrique dans chaque commune rurale du territoire
- . Installation de bornes de recharges électriques en zone d'habitat collectif
- . Installation d'ombrières équipées de panneaux photovoltaïques

Coordonnées

www.sy-numerique.fr
energie@ingenieriery.fr

Le projet

Les véhicules électriques (VE) sont de plus en plus populaires depuis 2021. Toutefois, les communes rurales sont encore trop désertées par les opérateurs. Chaque commune rurale du département disposera d'une borne de recharge et d'un véhicule électrique en autopartage. Tous deux seront protégés par une ombrière équipée de panneaux photovoltaïques producteurs d'énergie verte.

Après avoir validé l'emplacement de la station de charge, la commune sélectionne un utilitaire ou une berline en tant que véhicule d'autopartage. La mairie n'engage aucune dépense pour ce projet pris en charge par le Département. Chaque commune aura défini en amont les plages horaires de location et la durée maximale possible. L'entretien du véhicule est également sous la responsabilité des communes.

Acteurs

Le dispositif MobilityY' est financé par le Département des Yvelines et conçu par l'opérateur Seine-et-Yvelines Numérique. Ce dernier assure le pilotage et la coordination des acteurs, de la définition juridique au pilotage et cadencement des travaux. Carport solaire a réalisé les ombrières photovoltaïques du projet.

L'agence départementale IngénierY, organise l'entretien des véhicules et fait appel aux agents logistiques. Les agents logistiques sont recrutés par ActiviY', une agence d'insertion des Hauts-de-Seine et des Yvelines.

La Fondation Roole accompagne les personnes fragiles dans leurs problématiques de mobilité pour des raisons financières, sociales, médicales... Dans le cadre d'un mécénat de compétence, Roole devient le responsable de la hotline auprès des utilisateurs.



Le véhicule électrique en autopartage est destiné aux : élus et agents territoriaux afin de simplifier leurs déplacements ; bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, pour briser l'isolement et leur permettre de se rendre à leurs divers rendez-vous, comme une formation ou un entretien d'embauche par exemple ; associations désignées par les mairies.

Les véhicules électriques à usage partagé de MobilityY', plus précisément des Renault Zoe et des Peugeot Partner, peuvent être réservés via une application mobile. Leur utilisation, s'opère en boucle fermée – c'est-à-dire que le véhicule est pris et ramené au même endroit.

Quelques chiffres

13 communes du canton de Bonnières-sur-Seine sont équipées progressivement.

2 ans : déploiement pilote sur entre juin et septembre 2023.

1,6 million d'euros de budget du projet pilote.

15 à 20 panneaux pour l'alimentation des bornes de recharge.

Maremne-Adour-Côte-Sud : schéma vélo

Enjeux

- . Améliorer la pédagogie autour des mobilités douces
- . Développer des infrastructures liées aux mobilités douces
- . Développer la connexion avec d'autres centralités

Pistes de réflexions

- . Assigner des voies sécurisées distinctes entre les voitures et les vélos
- . Animer des dispositifs d'incitation à l'usage du vélo (aides financières, formation, vélo-bus)
- . Accompagner l'installation de service de location / réparation de vélo sur le territoire

Coordonnées

www.cc-macs.org/
contact@cc-macs.org

Le projet

Dès 2009, la communauté de communes de Maremne-Adour-Côte-Sud a mis en place un schéma directeur de liaisons douces pour relier 23 communes et les pôles d'intérêt majeurs. Souvent, la traversée des bourgs n'est pas sécurisée, le trafic est important sur les départementales et les communes n'ont pas toujours le foncier disponible. Il est alors préférable de choisir une mixité entre les piétons et les cyclistes sur des trottoirs élargis. Cet aménagement se justifie par les moindres flux dans les territoires peu denses.

Pour encourager les gens à utiliser le vélo au quotidien, il est également intéressant de proposer à la location différents types de vélos sur des périodes plus ou moins longues. Cela permet aux personnes de tester différents types de vélo (VAE, cargo, vélo de route).

Focus sur les dispositifs

Le « Savoir Rouler à Vélo » est un dispositif national qui vise la généralisation de l'apprentissage de la pratique du vélo en autonomie pour l'ensemble des enfants avant l'entrée au collège. En 10 heures, le «Savoir Rouler à Vélo» a pour objectif de permettre aux enfants de 6 à 11 ans de : devenir autonome à vélo en toute sécurité, pratiquer quotidiennement une activité physique, se déplacer de manière écologique et économique.

Autre démarche, le challenge de la mobilité inter-écoles qui a pour principal objectif d'inciter les enfants et leurs parents à employer des pratiques de mobilité alternatives (vélo, marche à pied, trottinette, etc.). Les mobilités alternatives sont le meilleur moyen de se déplacer sur les petits trajets tels que les trajets domicile-école.



L'intermodalité et la capacité des bus et train à réserver des emplacements vélos non démontés sont également des atouts à développer en territoires ruraux.

En parallèle à la mise en place des aménagements, il faut mener des campagnes de communication, sans oublier d'apprendre les bonnes pratiques cyclistes et routières aux publics de tous les âges.

Pour cela, la collectivité a également mis en place un système de bons d'achat appelés « chèques vélo » ainsi que différents dispositifs : « Savoir Rouler à Vélo » ou bien le challenge mobilité inter-école.

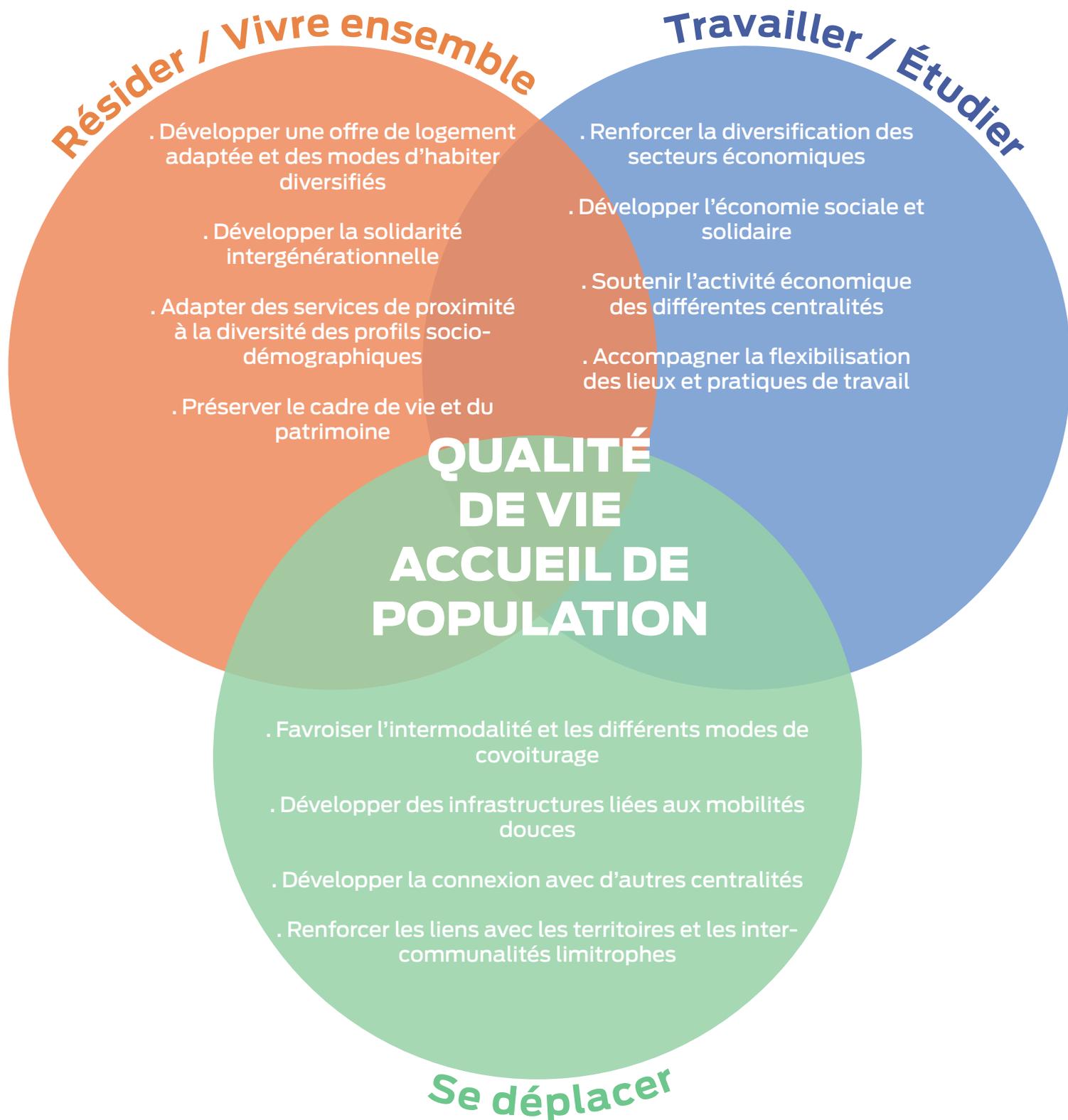
Autre démarche similaire, les «vélo-bus» où les enfants volontaires sont accompagnés par un agent communal et des bénévoles pour se rendre à l'école en pédalant.

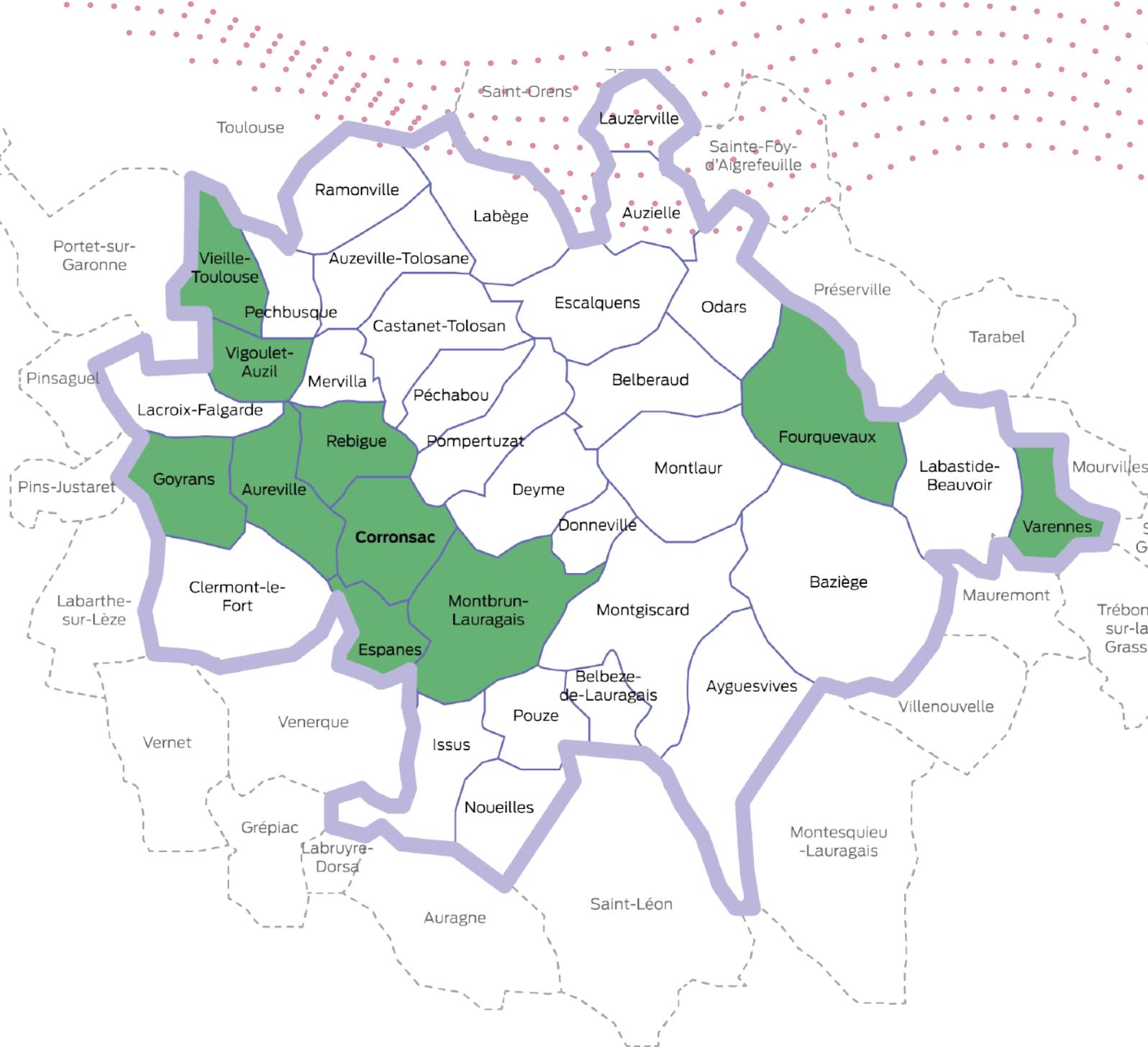
Quelques chiffres

5 km, la moitié des déplacements du quotidien fait moins de 5 km dans les territoires ruraux et périurbains (FUB).

2, les bénéficiaires d'une aide à l'achat pour un vélo VAE multiplient par 2 le nombre de trajets hebdomadaires réalisés.

6,5 M€, c'est le budget consacré aux aménagements cyclables prévus entre 2021 et 2026.

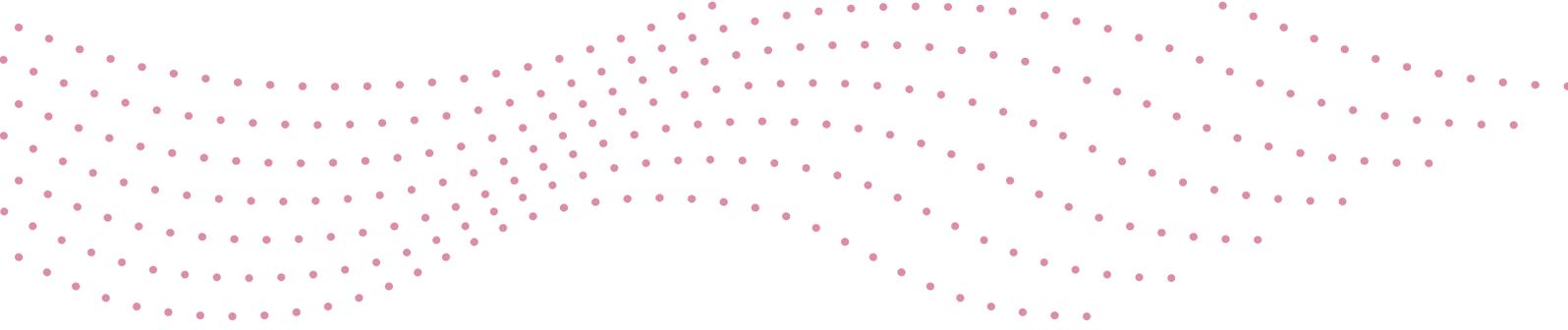




● Les campagnes résidentielles préservées

Exemple : Corronsac
 Nombre d'habitants : 871 habitants (2020)
 Superficie : 6,34 km²
 Densité : 137 habitants au km²

C'est une commune résidentielle qui gagne des habitants de manière assez rapide (Environ 200 habitants en plus en 12 ans (ce qui est important pour une commune de cette taille)).



Les zones pavillonnaires de demain...une expérience intergénérationnelle ?

Aujourd'hui...

L'infirmière vient de sonner. Ghislaine ouvre la porte et l'accueille avec un large sourire, faisant oublier la fatigue de son âge avancé. Elles s'installent au salon, qui offre une vue sur le jardin de sa grande maison avec de nombreuses chambres, désormais vides. Bien que ses trois enfants soient partis et que son mari soit décédé, Ghislaine se sent bien chez elle. Elle habite depuis 1975 dans une maison individuelle située dans un lotissement à Corronsac et reçoit parfois quelques amis pour partager un verre dans son vaste jardin de 3000 m² durant les beaux jours ou pour regarder un film en hiver.

Ses amis sont essentiellement des membres du foyer rural où elle se rend régulièrement pour jouer au bridge. Ghislaine est également passionnée de cinéma et de théâtre. Son dernier fils, André, le seul à habiter sur le territoire, lui apporte de temps en temps ses dernières trouvailles cinématographiques, c'est au moins une passion qu'ils partagent. Mais il n'a pas le permis de conduire et il vit à Toulouse. Pour le moment, son vélo et le métro lui suffisent pour ses activités.

Dans ses meilleurs jours, Ghislaine accepte d'aller le chercher en voiture au métro de Ramonville, mais elle a de plus en plus peur de conduire. Elle ne conduit plus la nuit et elle va de moins en moins dans les pôles urbains car la congestion automobile l'angoisse. Mais, sa plus grande crainte est de ne plus pouvoir conduire.

L'infirmière a terminé les soins, Ghislaine peut aller faire ses courses. Ses habitudes la conduisent à l'Intermarché de Pompertuzat en voiture, au marché de Castanet-Tolosan lorsque la jeune voisine est disponible pour la co-voiturer, et au marché du soir à Corronsac, le mercredi lorsque ses jambes le lui permettent.

Il fait beau, le marché vient d'ouvrir. Elle prend son sac et se dirige vers le centre du village espérant croiser le nouveau voisin situé en face de chez elle. Depuis ces 5 dernières années, ses voisins immédiats ont changé et ne pas les connaître l'inquiète, car elle pourrait avoir besoin d'eux en cas d'accident par exemple...

Les nuits d'hiver sont longues, une ampoule grésille et s'éteint. Ghislaine est impatiente donc sans attendre, elle monte sur son escabeau. Malheur, elle tombe et se casse le col du fémur. Heureusement, la jeune voisine devait venir lui rendre des outils et aussitôt lui porte secours.

Après cet événement, Ghislaine ne peut plus conduire. Ses trois enfants s'inquiètent et remettent en question son autonomie. Une tension familiale s'installe et la nécessité de trouver un compromis entre elle et ses enfants semble nécessaire. Cependant, Ghislaine ne souhaite pas partir de chez elle, cette maison c'est toute sa vie...

Demain...

La décision est prise. Ghislaine restera chez elle, mais va devoir réaménager son lieu de vie. Pour cela, les enfants montent un dossier «BIMBY». Ce concept d'urbanisation est une division parcellaire, encadrée et accompagnée par le Sicoval.

L'idée est de détacher de son grand jardin deux parcelles de 600 m² chacune; ce découpage a été proposé par un architecte mandaté par la collectivité. Elle les vend comme terrain à construire. Avec cette manne financière, ses enfants ont fait faire des travaux d'isolation thermique

et de mise en accessibilité de la maison, par ailleurs, ils ont fait aménager un petit appartement indépendant. Une partie de cet argent servira aussi à financer l'entretien de la maison et les prestations du service à la personne. L'objectif est de proposer à un jeune actif de cohabiter avec Ghislaine afin de partager quelques services et moments conviviaux en échange d'un loyer modéré.

Une association d'intermédiation locative, "Mieux Ensemble", a proposé à Ghislaine de louer son petit appartement à Ivan, qui télétravaille 3 jours par semaine

pour le compte d'une société située à Toulouse, son premier job. La cohabitation avec Ivan crée de l'animation dans la vie de Ghislaine. De temps en temps, Ivan lui apprend à bien utiliser l'ordinateur pour ses démarches en ligne et partage avec elle des discussions sur le cinéma, tandis qu'elle lui apprend ses recettes de cuisine.

Une fois par semaine, le fils de Ghislaine les rejoint pour partager un repas et regarder un film ensemble. Il utilise la nouvelle ligne de covoiturage sans réservation développée avec l'aide de la Région Occitanie et de Tisséo. Il a lui-même participé à l'étude sur le covoiturage sans réservation qui a associé étroitement les habitants de chaque territoire concerné pendant deux ans. Cette étude a autant intéressé les actifs que les retraités de plus en plus nombreux sur le territoire.

Après quelques aménagements de voirie co-financés par l'Etat dans le cadre du « Plan National pour le covoiturage », des premières lignes ont été mises en expérimentation dont une ligne reliant Auterive, Noueilles, Issus, Pouze, Belbèze-de-Lauragais, Deyme, Pompertuzat, Castanet-Tolosan et la station de métro de Ramonville. D'ailleurs, pour rejoindre sa société lorsqu'il est en présentiel, Ivan utilise la ligne de covoiturage Venerque /Espanès /Montbrun-Lauragais /Corronsac / Pompertuzat /station métro de Ramonville.

Après demain...

Ghislaine a 90 ans et elle bénéficie des services à domicile mis en place par le Sicoval qui se sont fortement développés ces dix dernières années. Théoriquement, trois personnes devraient se succéder dans la journée pour accompagner Ghislaine dans son quotidien, mais elle a la chance d'avoir toujours son appartement indépendant occupé par un jeune actif, ce n'est plus Yvan mais Gaël, et elle n'a besoin que d'une aide ponctuelle, le matin et le soir.

Depuis une quinzaine d'années, la commune n'autorise plus aucune nouvelle construction sur un terrain non bâti. Seules de nouvelles maisons ont été réalisées sur des fonciers détachés de terrains déjà bâtis, comme ce fut le cas de Ghislaine devenu un exemple dans tout le quartier.

Convaincu par Ghislaine, c'est ainsi qu'un couple d'amis a vendu leur grande maison à étage à un couple avec enfants, mais en conservant une partie de terrain pour y construire une petite maison de plain pied et adaptée. Celle-ci est très bien isolée et son petit jardin de 400 m² arboré demande peu d'entretien. Ghislaine est ravie car ils ont pu adapter l'implantation de leur maison en conservant les arbres existants et ainsi quelques souvenirs de leur amitié.

Autrefois silencieux, le lotissement s'anime au rythme de chacun. Ils sont réveillés ! Elle entend au loin les deux nouveaux enfants qui jouent au bout du lotissement. À la faveur de détachements fonciers, un organisme foncier solidaire a construit quatre maisons en bande bénéficiaires de baux réels et solidaires. Ces maisons

Grâce aux aides de l'Etat et de la Région, la commune avec l'appui du Sicoval a réhabilité un vieux bâtiment dans le centre ancien du village pour accueillir un tiers-lieu regroupant une épicerie coopérative, un café culturel, un restaurant solidaire et une conciergerie. Il est aussi prévu d'aménager un espace de co-working à l'usage des habitants de la commune qui télétravaillent et recherchent des contacts. Ce lieu est également pensé comme un lieu de convivialité intergénérationnel où des activités sont proposées durant les week-ends.

C'est également le point de rendez-vous des services itinérants et l'heure tourne ! Ghislaine à rendez-vous dans le Hair Truck de Monique sa coiffeuse. Grâce à la fibre et au développement des commandes vocales, Ghislaine profite de sa séance pour commander et se faire livrer à la conciergerie les produits spécifiques dont elle a besoin. Elle viendra les récupérer une fois toute belle.

Traversant la place, Ghislaine retrouve le responsable de l'épicerie qui lui tend son panier de provisions et lui apporte une bonne nouvelle. Leur Tiers-lieu a été choisi par l'Agence Régionale de Santé pour l'installation d'un local de téléconsultation médicale. Un jour par semaine, elle y retrouvera une infirmière pour l'assister.

à prix abordable ont pu être acquises par des couples avec enfants, aux revenus modestes. Aussi, le succès du tiers-lieu a convaincu un bailleur social de réaliser un petit immeuble collectif d'un étage comportant quatre logements. Ainsi, Ghislaine a pu participer à un atelier cuisine du monde organisé par une des habitantes de ce collectif. Cette expérience lui a rappelé ses origines espagnoles, Ghislaine ou Georgina de son vrai prénom.

La politique de densification douce opérée par la commune résulte également de changements d'usages de maisons existantes comme l'a fait une voisine de Ghislaine. Celle-ci a aménagé sa grande maison pour faire de la colocation avec deux de ses amies ayant les mêmes centres d'intérêts. Elles ont conçu un espace commun pour organiser des causeries de groupe sur des sujets divers et variés ouvertes aux personnes du quartier et au-delà. Au fil des ans, cette maison est devenue un centre d'animation pour le quartier.

Lorsqu'on compare la vie de ce lotissement en 2020 à celle d'aujourd'hui, elle a changé. Désormais, il y a une mixité sociale et intergénérationnelle qui génère de l'animation dans le quartier. Les vieux bâtiments du village ont été réhabilités et les espaces publics ont été réaménagés et végétalisés avec les associations locales.

Cet embellissement du centre-bourg profite aux habitants et aux touristes traversant le village depuis les sentiers de randonnées environnant. Corronsac est devenu une étape appréciée de l'écotourisme local.



PNR de la Haute Vallée de Chevreuse : BIMBY

Enjeux

- . Développer une offre résidentielle adaptée
- . Encourager la mixité sociale
- . Maitriser le foncier dans un contexte contraint
- . Préserver le cadre de vie et du patrimoine

Pistes de réflexions

- . Accompagner les propriétaires à la mutualisation des opérations de rénovations énergétiques
- . Intégrer dans le PLUI un seuil de densité minimale selon des zones d'aménagements déterminées
- . Proposer un suivi personnalisé des projets de BIMBY

Coordonnées

www.parc-naturel-chevreuse.fr
t.costedoat@parc-naturel-chevreuse.fr

Le projet

À la suite d'une expérimentation de densification douce des lotissements pavillonnaires, le PNR pilote sur son territoire le déploiement du BIMBY Performance énergétique. Il s'agit de combiner les enjeux de densification et de rénovation énergétique.

La réalisation d'un diagnostic du territoire est le préalable à toute intervention. Il doit porter sur l'analyse du bâti et du foncier et doit être accompagné d'une analyse sociologique de la population. Dans la Charte et le plan du PNR, cela se traduit par l'esquisse d'enveloppes urbaines (des zones où l'on peut construire) dans lesquelles des seuils de densité minimale ont été fixés.

Cependant, la mise en œuvre d'une division parcellaire individuelle qui ne s'accompagne pas d'un véritable projet collectif à l'échelle du quartier entraîne une dégradation des relations de voisinage. Ce type de

Acteurs

Les habitants avec des projets d'évolution de leur habitat et de rénovation sont accompagnés par un binôme composé d'un conseiller info-énergie et d'un architecte du bureau d'études Villes Vivantes.

Ce dernier qui poursuit l'accompagnement des ménages dans le cadre d'un coaching financé par le PNR et visant à développer au mieux les aspects techniques, financiers et réglementaires du projet.

En plus de la subvention accordée par Paris Terres d'Envol (Établissement Public Territorial du Grand Paris), les propriétaires doivent être accompagnés sur le plan administratif et technique par des spécialistes de l'Alepte (Agence locale de l'énergie Paris Terres d'Envol), qui opère comme guichet unique dans ce dispositif.



projet doit s'accompagner de bénéfices partagés, telle que la rénovation groupée à l'échelle d'un lotissement.

Les particuliers financent le coût de la rénovation énergétique par la vente d'une partie de leur parcelle pavillonnaire. La mutualisation des opérations de construction et de rénovation lancée à l'échelle d'un lotissement favoriserait des économies d'échelle et une optimisation des coûts, tant pour la réalisation des études que des travaux.

L'accompagnement des ménages propriétaires tout au long de la démarche est l'un des points clés de sa réussite. La mise en place d'outils opérationnels comme des appels d'offres groupés ou des outils de suivi de chantier, rassurera les bénéficiaires qui trouveront ainsi une plus-value à leur participation.

Quelques chiffres

170 dossiers de foyers avaient été traités entre 2016 et 2018, et 106 entre 2019 et 2021.

2000 € à 4000 € de subvention en fonction des revenus du foyer.

35% de gain énergétique attendus pour être éligibles. Les travaux concernant les équipements de chauffage et de l'eau chaude sanitaire, l'isolation thermique, la ventilation double flux...

Le covoiturage solidaire : Autolien

Enjeux

- . Renforcer les liens avec les territoires et les inter-communalités limitrophes
- . Développer la connexion avec d'autres centralités
- . Encourager les mobilités douces et l'intermodalité

Pistes de réflexions

- . Animer un réseau d'acteurs des mobilités solidaires, CCAS, Maison France Service, MDS, etc...
- . Communiquer sur le recrutement des bénévoles conducteurs
- . Promouvoir Autolien par les journaux communaux

Coordonnées

ville-montgiscard.fr
autolien.asso@gmail.com

Le projet

Ce trajet partagé par un ou plusieurs passagers et le conducteur permet à la fois une réduction des frais de transport mais également des émissions de CO2. C'est aussi l'occasion de rencontrer des personnes d'horizons différents et de venir en aide à son prochain. Solidaire, le covoiturage offre des possibilités de déplacements à des personnes qui n'ont pas le permis, de voiture ou ne disposant des moyens suffisants par exemple. Cette solution est là pour aider les personnes exclues de la mobilité par leur condition sociale, géographique ou économique..

C'est l'objectif d'Autolien qui propose un service de déplacement solidaire, occasionnel, basé sur le bénévolat et favorisant la mobilité des personnes, de tout âge, valides et autonomes. Les besoins des usagers varient du rendez-vous médical, familial, administratif, pour une formation ou un entretien. Ce dispositif de

Autres références

À Bressuire, en territoire rural, l'entreprise d'insertion des Ateliers du Bocage a construit, en partenariat avec la Fondation PSA, un service d'auto-partage et de co-voiturage à destination des salariés. Plusieurs conducteurs bénévoles viennent chercher leurs collègues à leurs domiciles le matin et les ramènent le soir. Ils peuvent pour cela emprunter un des véhicules mis à disposition par les Ateliers du Bocage.

À Thiers, dans le Puy de Dôme, l'EBE Actyroles propose parmi ses services une activité de transport solidaire. Un partenariat a notamment été structuré avec le Foyer de jeunes travailleurs Atrium pour permettre à des jeunes en apprentissage de pouvoir accéder aux entreprises. Cette action facilite les démarches de recrutement des entreprises du territoire, permet d'offrir des opportunités professionnelles.



VOUS AVEZ BESOIN DE VOUS DÉPLACER, VOUS N'AVEZ PAS DE MOYEN DE LOCOMOTION

POUR BÉNÉFICIER DU SERVICE (PASSAGER) OU PROPOSER VOTRE DISPONIBILITÉ (CHAUFFEUR), CONTACTEZ-NOUS ICI :

autolien.asso@gmail.com
06.62.44.73.36

Autolien
transport solidaire

autolien.asso@gmail.com
06.62.44.73.36

mobilité vient en complémentarité des autres services existants et sans entrer dans le champ concurrentiel.

Des chauffeurs bénévoles, selon leurs disponibilités, se proposent de transporter des personnes (horaires entre 9 et 18h, dans un rayon de 20km). Les bénéficiaires (passagers) les appellent directement pour organiser leur déplacement et ainsi fixer l'horaire du trajet.

Pour se faire transporter, il faut adhérer à l'association et payer son trajet au chauffeur. Les utilisateurs disposent des coordonnées des différents conducteurs bénévoles et peuvent ainsi les joindre pour programmer leur déplacement. Il faut disposer d'un nombre de conducteurs suffisant en rapport avec les demandes de transports des adhérents passagers de l'association.

Quelques chiffres

3€ Aller-retour jusqu'à 8km et pour un
Aller-retour supérieur à 8 km : 40 centimes par
kilomètre, dans un rayon de 20 km

24 adhérents dont 13
passagers et 11 conducteurs majoritairement
retraités

8 communes concernées
Ayguesvives, Baziège, Belbèze-de-Lauragais,
Donneville, Montgiscard, Montlaur, Montbrun-
Lauragais et Pouze

Chennebrun : Multibrin

Enjeux

- . Soutenir l'activité économique des différentes centralités
- . Renforcer l'économie sociale et solidaire
- . Développer les filières de l'alimentation locale
- . Favoriser l'insertion et la ré-insertion professionnelle

Pistes de réflexions

- . Consulter les habitants pour définir leurs besoins
- . Mutualiser un local commercial avec les associations
- . Rédiger une convention d'engagement pour privilégier l'emploi d'habitants sur la commune
- . Encourager les commerces à proposer des services

Coordonnées

<https://www.chennebrun.fr>
sb@insertion.com

Le projet

Chennebrun n'est pas épargnée par la désertification des commerces dans les campagnes. Quand le village perd sa dernière boutique, une boulangerie, c'est toute la commune qui s'en trouve affectée. Il faut dorénavant parcourir 24 km aller/retour pour trouver du pain.

Dès l'ébauche du projet, la municipalité interroge les habitants sur leurs attentes par l'intermédiaire d'un questionnaire envoyé par courriel ou distribué dans les boîtes aux lettres. Les besoins tournent autour des produits du quotidien de première nécessité : eau, lait, pain. La consultation ne s'arrête pas aux 130 habitants de Chennebrun mais rayonne sur les communes environnantes.

La boutique nommée Multibrin propose de nombreux produits locaux et de multiples services : épicerie de produits locaux et de première nécessité, relais de poste,

Acteurs

Par l'intermédiaire de l'ADRESS (Agence pour le Développement Régional des Entreprises Sociales et Solidaires), le Maire de Chennebrun rencontre deux autres conciergeries normandes. ADS Insertion, accueille et emploie des personnes issues des cantons ruraux du sud de l'Eure et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Elle loue les locaux à moindre coût à la municipalité, qui est à l'initiative du projet.

La municipalité n'a pas les moyens de remettre en état le bâtiment qui appartient à la commune. Elle fait appel aux fonds du programme européen Leader destiné à soutenir des projets innovants dans les territoires ruraux. Le Département de l'Eure et La Poste apportent également un financement.



dépôt de pain, etc. Le commerce de proximité multiplie les initiatives pour éviter aux habitants de faire de nombreux kilomètres et devient un lieu d'échanges et de convivialité. La conciergerie obtient un accord pour devenir relais de Poste après plusieurs échanges avec la direction des services postaux (envoi de courrier, de colis, achat de timbres et retrait d'argent).

Les locaux sont ouverts pour les associations culturelles locales qui pourront exposer leurs créations. Une responsable est engagée et trois bénéficiaires du RSA viennent la rejoindre pour une durée de six mois. Ce sont des emplois tremplin dits « d'insertion par l'activité économique » permettant d'être accompagné vers le retour à l'emploi. Pour remporter l'approbation des habitants, ADS Insertion s'engage à embaucher à la conciergerie deux demandeurs d'emploi du village en CDDI (contrat à durée déterminée d'insertion).

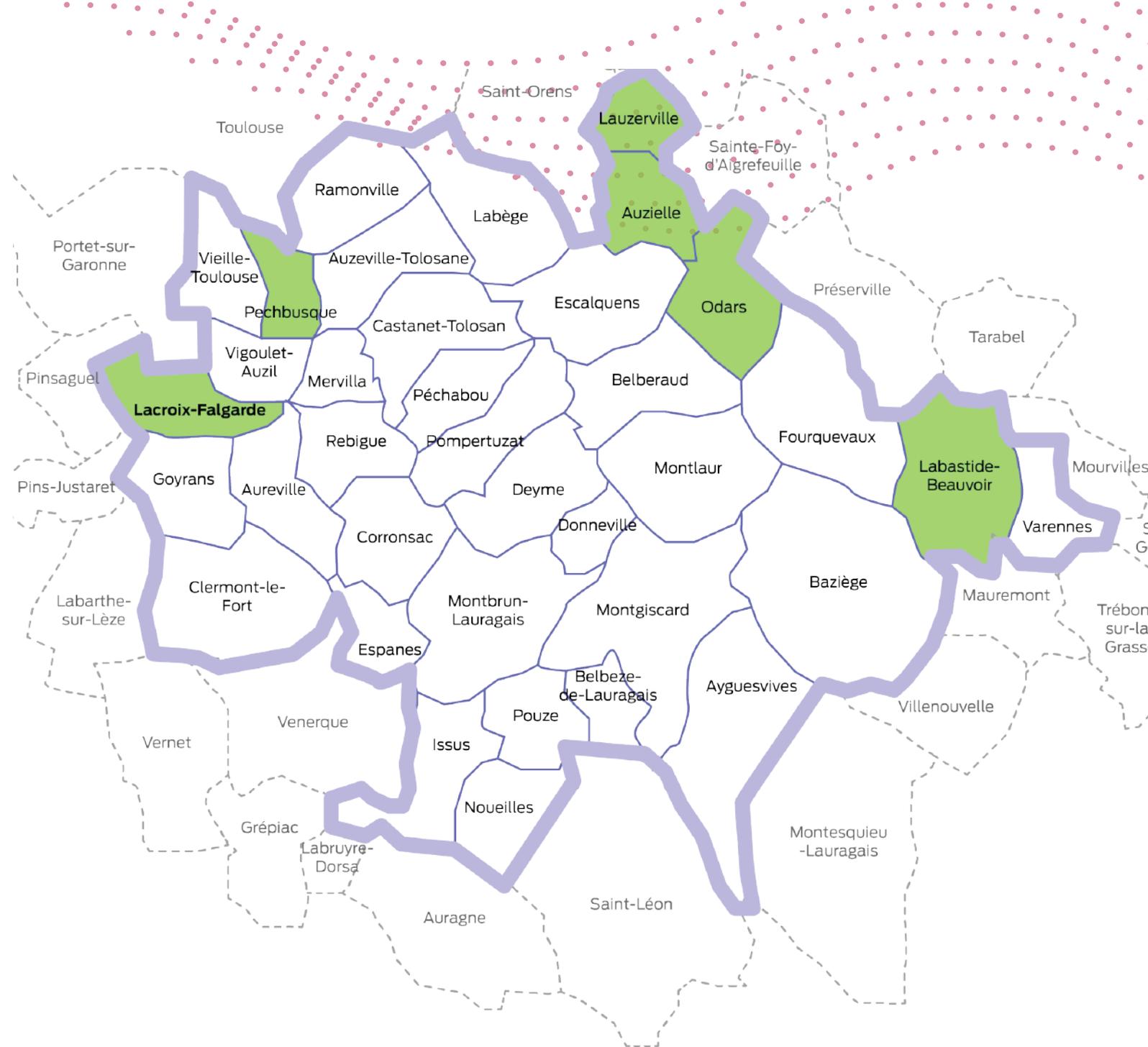
Quelques chiffres

650 clients par mois en moyenne.

4 salariés permettant d'avoir la boutique ouverte 6 jours par semaine.

140 000 € de travaux pour rénover le bâtiment et contribuer à l'investissement d'équipement.

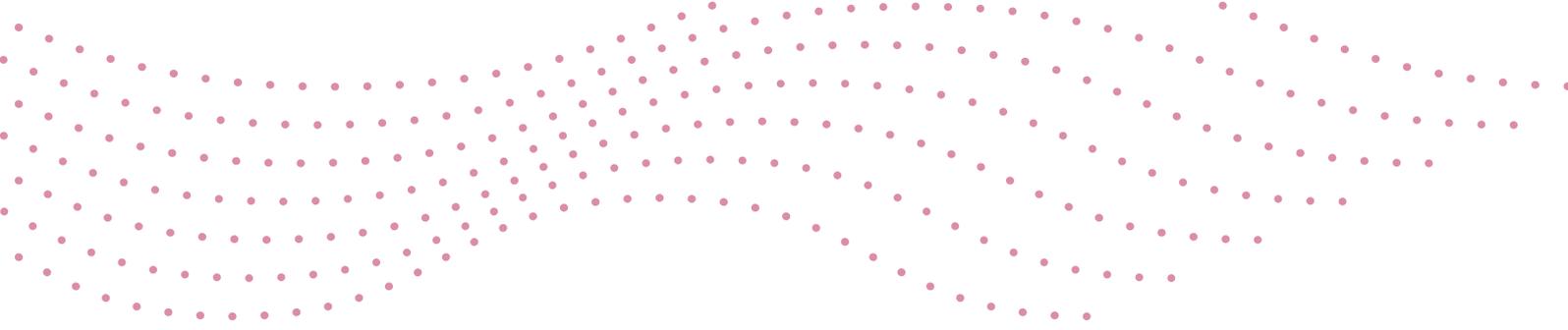




● Le péri-urbain en construction

Exemple : Lacroix-Falgarde
 Nombre d'habitants : 2036 habitants (2020)
 Superficie : 6,09 km²
 Densité : 341,7 habitants au km²

La commune a connu une hausse démographique de 0,37% entre 2015 et 2020 (selon l'INSEE). Il y a une forte représentation des cadres/professions intellectuelles supérieures et des agriculteurs exploitants.



La résilience écologique... une boussole pour le périurbain ?

Aujourd'hui...

J'avais 25 ans, mon prénom Clara inscrit sur mon nouveau diplôme et je venais d'emménager à Lacroix-Falgarde, une petite commune paisible nichée aux portes de Toulouse. Cela faisait six mois que j'avais intégré Evotec, une entreprise située à l'Oncopole. Mon quotidien était rythmé par mon travail de comptable, les trajets en voiture et mes moments de solitude partagée avec Robert, mon fidèle compagnon à quatre pattes.

Robert est un matou au pelage tigré, un vrai fainéant qui passe ses journées à dormir sur le canapé ou à observer les oiseaux depuis la fenêtre de notre T3 sur l'avenue des Pyrénées. L'appartement a de grandes baies vitrées donnant sur un bois. Mais malgré la beauté du paysage, une certaine mélancolie m'envahit souvent. Peut-être est-ce dû au fait que je viens de m'installer dans cette ville où je ne connais encore personne.

Ma vieille Peugeot 206 m'accompagnait fidèlement chaque jour pour le trajet jusqu'à l'Oncopole. Mais avec l'instauration de la Zone à Faibles Émissions à Toulouse, je me suis vite rendu compte que je devrais dire adieu à cette voiture qui m'avait vu grandir. L'idée d'acheter ou de louer une voiture électrique a traversé mon esprit, mais l'absence de bornes de recharge dans ma résidence, ainsi que dans tout le village, a vite freiné ce projet. Et puis, la fibre venait tout juste d'être installée dans mon appartement, ce qui me permettait de télétravailler les jeudis, une bouffée d'air frais dans ma routine.

La solitude, elle, pesait de plus en plus. Sensible aux questions environnementales, j'ai décidé de m'inscrire à l'association Confluence Garonne-Ariège. Rejoindre cette association a été pour moi une manière de m'investir dans la protection de l'environnement tout en rencontrant de nouvelles personnes. Je ne savais pas encore à quel point cette décision allait changer ma vie.

Un jour, Robert a commencé à montrer des signes de faiblesse. Je l'ai donc emmené à la clinique vétérinaire du village. C'est là que j'ai rencontré Hugo, un jeune assistant vétérinaire au sourire chaleureux, qui venait tout juste de s'installer dans la région. Dès le premier échange, quelque chose est passé entre nous. Nous avons discuté longuement de l'environnement, un sujet qui semblait nous passionner tous les deux.

À force de discuter, je l'ai convaincu et il m'a rejoint dans l'association. Très vite, nous avons commencé à travailler ensemble comme bénévoles à la guinguette éphémère du village. Nous servions des boissons locales sous les guirlandes lumineuses accrochées entre les arbres. Le petit village que je trouvais si calme est devenu le théâtre de nouvelles amitiés, et peut-être plus...

Je ne peux m'empêcher de sourire en repensant à cette période de ma vie. L'avenir semble un peu moins incertain, et cette ville qui m'était si étrangère commence enfin à devenir chez moi.

Demain...

Lorsque Hugo et moi avons pris la décision de vivre ensemble, tout s'est fait naturellement. Robert, mon fidèle chat, a accueilli avec curiosité le petit chien d'Hugo. Notre petit appartement, autrefois si tranquille, s'est vite transformé en un véritable terrain de jeu pour nos deux amis à quatre pattes. Mais plus que tout, c'est notre

engagement commun pour les causes environnementales et animales qui a scellé notre relation. Nous avons réalisé que notre éco-anxiété nous poussait à faire des choix de vie différents. Nous avons longuement discuté, pesé les pour et les contre, et finalement décidé de ne pas avoir d'enfants.

En lieu et place, nous avons décidé de consacrer notre énergie à la protection de la nature et des animaux.

C'est au fil de nos engagements dans des associations que nous avons rencontré un groupe d'amis partageant les mêmes convictions. Ensemble, nous avons rêvé d'un projet audacieux : transformer une vieille ferme traditionnelle lauragaise en un habitat participatif. Ce rêve est devenu notre objectif commun, et après des mois de discussions avec la municipalité et de négociations, nous avons enfin obtenu le feu vert pour débiter les travaux.

L'idée de rénover cette ferme nous remplissait de joie, mais je dois avouer que ce projet m'a aussi confrontée à des défis que je n'avais pas anticipés. Imaginer un habitat conçu dans le respect de l'environnement, c'était une chose ; adapter mon mode de vie pour qu'il s'aligne vraiment sur ces principes en était une autre.

Le premier grand changement a été l'installation des panneaux solaires et des poêles à bois. Les premiers mois ont été marqués par des ajustements constants. Apprendre à gérer les ressources limitées, à surveiller la consommation d'électricité, et à faire face aux jours sans soleil a nécessité une discipline à laquelle je n'étais pas habituée.

Cultiver un potager n'a pas été aussi simple que prévu. Mes premières tentatives ont été des échecs cuisants. Mais grâce aux conseils de nos amis, j'ai appris de mes erreurs. Ensemble, nous avons étudié les particularités

du terrain, planté des espèces locales adaptées, et j'ai ressenti une immense fierté lors des premières récoltes.

L'élevage des poules et des canards, un projet que je trouvais charmant sur le papier, s'est avéré également plus complexe. S'occuper de ces animaux demandait une attention quotidienne que je n'avais pas anticipée. Il a fallu apprendre à gérer leur alimentation, à les protéger des prédateurs, et à accepter que parfois, malgré tous nos efforts, nous devions faire face à des pertes. Puis enfin, les toilettes sèches, une petite révolution pour moi, deviendraient une habitude quotidienne, tout comme le compostage de nos biodéchets. Ces défis m'ont parfois épuisée, mais ils m'ont aussi enseigné la résilience et l'importance de l'entraide.

Le transport a également été un point clé dans nos discussions. J'avais toujours en tête l'idée d'adopter une voiture électrique une fois installée dans notre nouveau chez-nous. En attendant, nous avons opté pour des vélos électriques. Chaque matin, Hugo enfourche son vélo pour rejoindre son cabinet tandis que je file à l'Oncopole en empruntant la nouvelle piste cyclable, longeant le Pont de chemin de Fer de Lacroix et le Réseau Express Vélo.

Mon engagement ne s'est pas arrêté là. Les inondations et le stress hydrique annuel, m'ont poussé à m'impliquer encore plus. C'est ainsi que j'ai décidé de rejoindre une liste citoyenne nommée «Le Gué» pour les prochaines élections municipales.

Après demain...

Le projet d'habitat partagé perdure, mais de nouveaux habitants sont venus remplacer les concepteurs historiques du projet et l'entente n'est pas toujours au rendez-vous. Hugo et moi avons commencé à nous interroger sur notre place au sein de cette dynamique changeante.

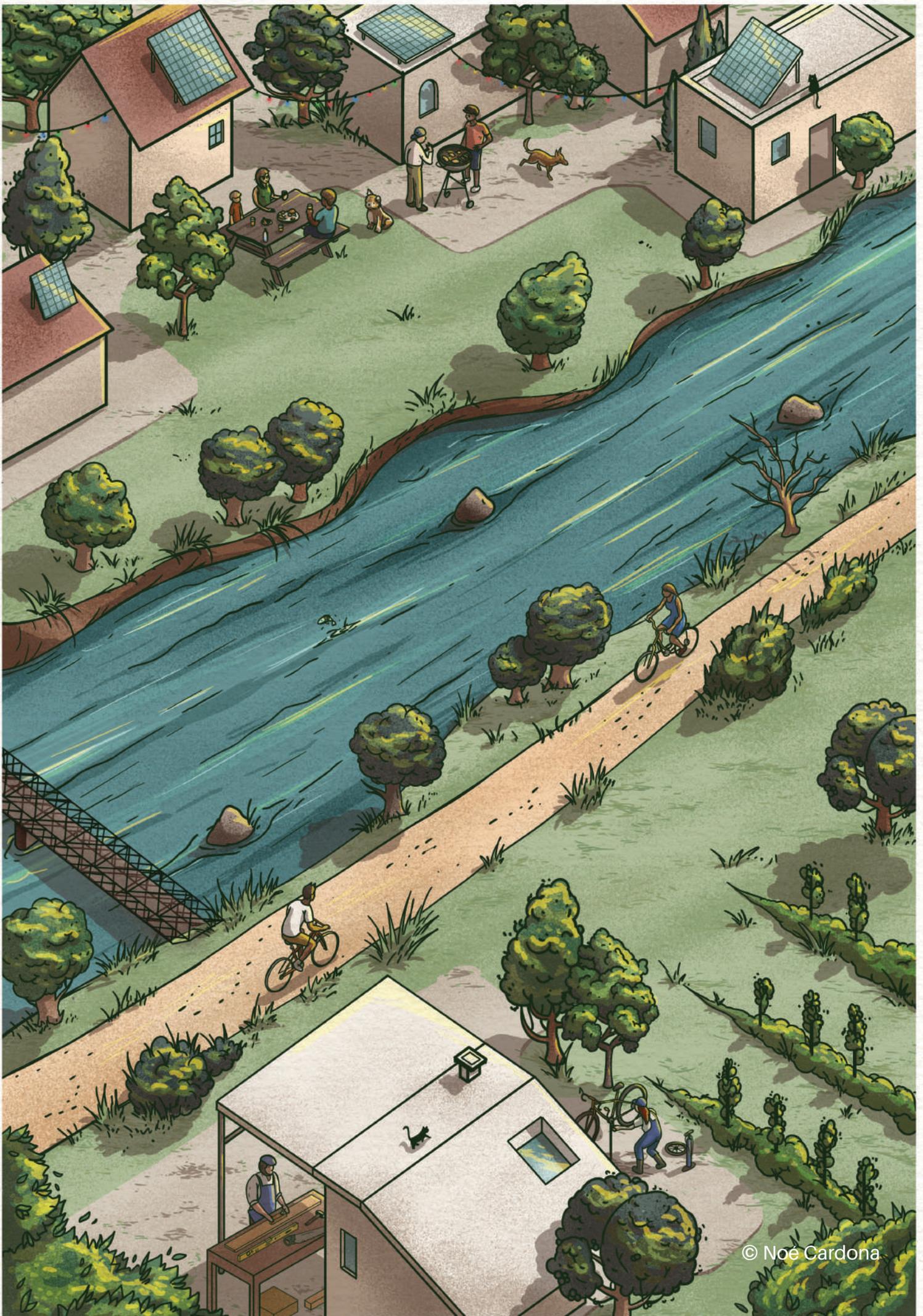
Du côté de la municipalité, notre engagement avec la liste citoyenne «Le Gué» a porté ses fruits, du moins en partie. Beaucoup des actions que nous avons préconisées ont été mises en œuvre, mais le chemin a été semé d'embûches.

Pour végétaliser la commune, nous étions convaincus que le choix des essences locales était la meilleure solution pour lutter contre l'érosion des sols et les îlots de chaleur urbains. Mais nous avons vite réalisé que ces espèces peinaient à survivre face à un climat qui changeait plus vite que nous ne l'avions prévu. Les étés sont devenus de plus en plus arides, les températures parfois insupportables, et nos plantations, malgré toute l'attention que nous leur portions, se fanaient. Il ne s'agissait plus seulement de préserver ce qui était, mais de préparer ce qui allait être. Nous avons donc entrepris un diagnostic complet de l'exposition des espaces publics aux fortes températures. J'ai parcouru la commune avec des experts, notant les zones les plus vulnérables. Un nouveau plan a été élaboré permettant la plantation à

des endroits stratégiques de la commune de nouvelles essences, mieux adaptées au climat. C'est aussi pourquoi la commune a mis en place un système de récupération des eaux usées et épurées ainsi que l'utilisation de biodéchets.

Les efforts de la municipalité ne se sont pas limités à ces aspects environnementaux. Nous savions qu'il fallait aussi soutenir l'économie locale. En captant des financements nationaux et européens, nous avons pu soutenir le développement d'un écoparc de la filière artisanale locale, notamment dans les domaines de la rénovation et de la qualité environnementale. J'ai eu la chance de visiter cet écoparc, qui fait désormais partie du réseau des zones d'activités durables soutenues par Ecobatival.

Et puis, il y a eu ce moment de reconnaissance, l'obtention du Label «Commune Résiliente». Il est le symbole de notre capacité à surmonter les défis, à intégrer harmonieusement de nouveaux logements tout en respectant notre environnement. Il reconnaît aussi notre engagement pour un habitat participatif et intergénérationnel, une vision dans laquelle chaque habitant trouve sa place, où l'investissement citoyen est au cœur de notre projet de vie commun. Lacroix-Falgarde est désormais une boussole pour notre territoire et un cadre favorable pour ma future famille.



Valbonne : la cité artisanale

Enjeux

- . Renforcer la diversification des secteurs économiques
- . Favoriser l'insertion et la ré-insertion professionnelle
- . Généraliser la mixité programmatique des projets

Pistes de réflexions

- . Aménager un espace artisanal modulaire
- . Végétaliser l'opération avant l'aménagement
- . Préserver certains locaux à louer pour les jeunes artisans ou en reconversion professionnelle

Coordonnées

www.ville-valbonne.fr
emailmairie@ville-valbonne.fr

Le projet

La Cité artisanale Barthélemy Beaulieu est née d'une volonté municipale : maintenir les activités artisanales sur le sol communal pour garantir une diversification des emplois et offrir aux artisans des locaux adaptés à prix compétitif. La commune aurait pu opter pour un simple lotissement et se retrouver avec une série de hangars hétéroclites et un 'mitage' artisanal.

Avec l'objectif de préserver le site et l'environnement, la commune de Valbonne a décidé de porter une opération de bâtiments construits, puis cédés ou loués aux artisans. La mairie joue le rôle de promoteur tout en s'engageant à ne pas réaliser de bénéfice. A cette fin, la commune a acheté un terrain près d'un quartier résidentiel et lancé un concours mettant l'accent sur un développement harmonieux des activités des artisans, dans le respect du quartier et de ses habitants, avec une maîtrise de

Acteurs

Le maître d'ouvrage est la commune de Valbonne avec comme maîtrise d'œuvre les agences suivantes : Comte & Vollenweider, F.Navarro Paysage, Setor-Cinfora.

À l'issue du concours, les architectes mettent en place une grille pour des workshops avec les artisans afin de connaître leurs activités et leurs besoins. Ces rencontres en présence du maître d'ouvrage ont permis d'affiner le projet et de valider un grand nombre de principes notamment en matière d'énergie (Gaz ou pas ? par exemple), de livraison (camions ou pas ? de quelle taille ? Quel angle de giration nécessaire ? Quelle structure pour la voie en cœur d'îlot ? Etc.) et de regroupement d'activité en fonction des nuisances (bruit, déchets, etc.)



l'aspect qualitatif de cette opération et un souci de 'qualité environnementale'. La modularité de la construction est dictée par deux contraintes : les activités sont diverses et les demandes de surfaces varient de 50 à 900 m². Les activités artisanales étant couramment synonymes de nuisances à maîtriser (déchets, stockage, stationnement, etc.), les architectes ont délibérément conçu une véritable cité et non une zone artisanale. Le projet est développé sur un plan carré qui permet de contenir et d'organiser vingt-trois ateliers de plain-pied, de surfaces variées.

Les espaces boisés autour des bâtiments restent à l'état naturel et sont accessibles à tous. A l'intérieur de cette enceinte, tous les ateliers sont en vis-à-vis afin de renforcer les synergies. Le béton permet de réaliser les ouvrages en infrastructure, les soutènements et les dallages des ateliers.

Quelques chiffres

4 500 m² de surface de plancher.

3,582 M€ HT du coûts total de l'opération.

20 artisans sont installés depuis 2007.

Courbevoie : la rue-jardin Sébastopol

Enjeux

- . Concilier la densification urbaine avec l'environnement
- . Valoriser les espaces publics
- . Réduire le sentiment d'insécurité

Pistes de réflexions

- . Aménager les routes en serpentins pour réduire la vitesse des automobilistes
- . Mettre en place un plan de colorisation de la ville par le végétal
- . Aménager des parcours piétons séparés des voies cyclables

Coordonnées

www.ville-courbevoie.fr
courbevoie@ville-courbevoie.fr

Le projet

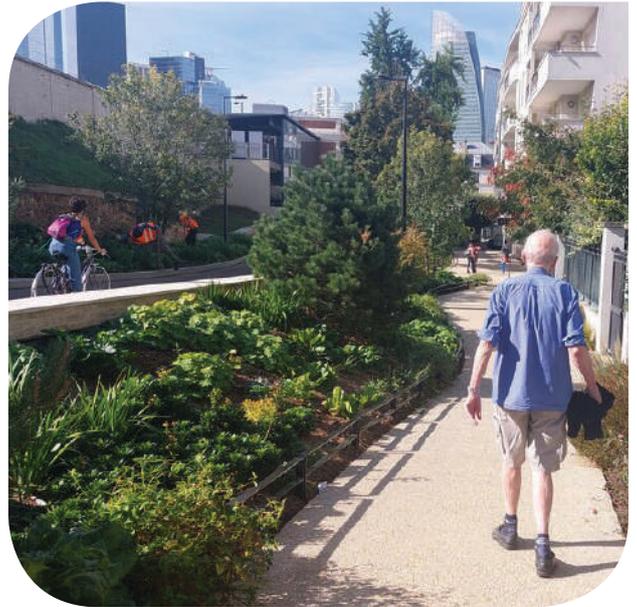
Dans le cadre de la requalification du cœur de ville, la commune de Courbevoie lance des travaux de réfection de la rue Sébastopol. Essentiellement résidentielle et relativement épargnée par le trafic routier, celle-ci se distingue par un profil singulier : dotée d'une largeur rare pour une voie communale, elle débouche sur une entrée de ville (la gare SNCF) et un secteur commerçant animé. Longeant le chemin de fer, elle est également garante de l'image que retiennent les voyageurs qui transitent sur la ligne L du Transilien. La rue présentait plusieurs enjeux: un environnement minéral exposé aux îlots de chaleurs urbains, un tracé rectiligne qui incite à une vitesse excessive des véhicules et une accessibilité insuffisante aux personnes à mobilité réduite (PMR).

Afin de s'adapter aux évolutions climatiques et sociétales, la ville entend promouvoir un espace paysagé et apaisé,

Acteurs

La maîtrise d'ouvrage est la commune de Courbevoie avec le soutien financier de la métropole du Grand Paris et de la région Île-de-France.

Le paysagiste concepteur et mandataire du projet est AME accompagné de l'entreprise du paysage MARCEL VILLETTE et le pépiniériste BAUM & BONHEUR.



auquel contribueront, entre autres la création d'îlots de fraîcheur, l'encouragement des circulations douces, un éclairage public à faible consommation d'énergie, la captation des eaux de ruissellement à des fins d'irrigation et la réduction des sources de bruits parasites.

La rue Sébastopol rénovée est bordée de cheminements piétons spacieux en béton désactivé, mais aussi de deux rivières de verdure, composées d'arbres et de massifs, de part et d'autre de la chaussée. Placée en zone 30 à double sens cyclable, la voie de circulation fera l'objet d'un partage entre les différents usagers.

La végétalisation intensive de la rue Sébastopol, s'inscrit dans le plan de colorisation par le végétal (écorces, feuilles, fleurs, fruits) adopté par la ville en 2017.

Quelques chiffres

35 arbres et cépées,

234 arbustes

7 682 plantes vivaces

36 vélos disponible aux abords de la gare Sébastopol.

Bruxelles : BRUTOPIA

Enjeux

- . Développer une offre résidentielle adaptée
- . Améliorer la gestion de l'énergie
- . Améliorer la concertation des habitants
- . Encouragement de la mixité sociale

Pistes de réflexions

- . Favoriser l'habitat participatif durable d'un point de vue énergétique incluant l'habitat ancien
- . Anticiper l'augmentation des températures avec notamment la végétalisation de l'espace public

Coordonnées

Avenue Van Volxem 381, 1190 Forest, Belgique
utopiabrussels.wordpress.com/the-project/
infobrutopia@gmail.com

Le projet

Le "projet Brutopia" est né d'un désir commun à une trentaine d'hommes et de femmes : celui d'habiter Bruxelles, d'une manière qui soit à la fois collective, écologique et responsable. Brutopia entend être un projet écologique, certes, mais pas au détriment de la mixité sociale: il ne s'agit pas de mettre sur pied un projet élitiste, mais au contraire de garantir une diversité maximale dans les types d'appartements.

Ce projet inclut une laverie-buanderie collective,, un garage à vélos, etc., tout pour faciliter les rencontres.»

Le projet est situé sur le territoire d'un contrat de quartier avec l'objectif de « création ou réhabilitation de logements », ainsi que la « création ou la réhabilitation d'espaces réservés aux activités artisanales ou industrielles, complémentaires à une opération de logement ».

Acteurs

L'association a acheté le terrain et réalisé la construction d'un immeuble d'appartements. Parmi les membres, on retrouve des architectes, des historiens, des journalistes, des thérapeutes, des infographistes, des enseignants, des comédiens, des juristes, des chorégraphes, des acteurs du secteur socio-culturel, des informaticiens, des philosophes ou encore des infirmières.

Collaboration avec l'association Autopia qui fournit un appui administratif, comptable et « assurances » à ceux qui sont intéressés par l'autopartage au sein du projet.

Le projet bénéficie de l'expertise de différents spécialistes en construction écologique : le facilitateur ibge pour les logements collectifs, le bureau Daidalos (conseiller en énergie et acoustique), les bureaux d'architectes, l'ingénieur en techniques spéciales.



Acheter ensemble pour payer moins : telle est l'une des idées à l'origine de Brutopia. L'acquisition d'un terrain, la construction en commun sans promoteur, l'(éventuel) achat groupé de matériaux de finition personnels (cuisine, baignoire, etc.), ainsi que tout ce qu'il est possible de faire soi-même, permettent de réduire les prix et rendent ce projet d'habitation possible.

La plupart des « Brutopistes » n'auraient pu espérer acheter un appartement comparable, en ville, aux conditions actuelles du marché immobilier. « Ce n'est pas seulement dans les innovations techniques qu'il faut chercher les modèles capables d'assurer notre avenir, mais dans de nouvelles relations humaines, fondées sur la confiance, la solidarité et le partage ».

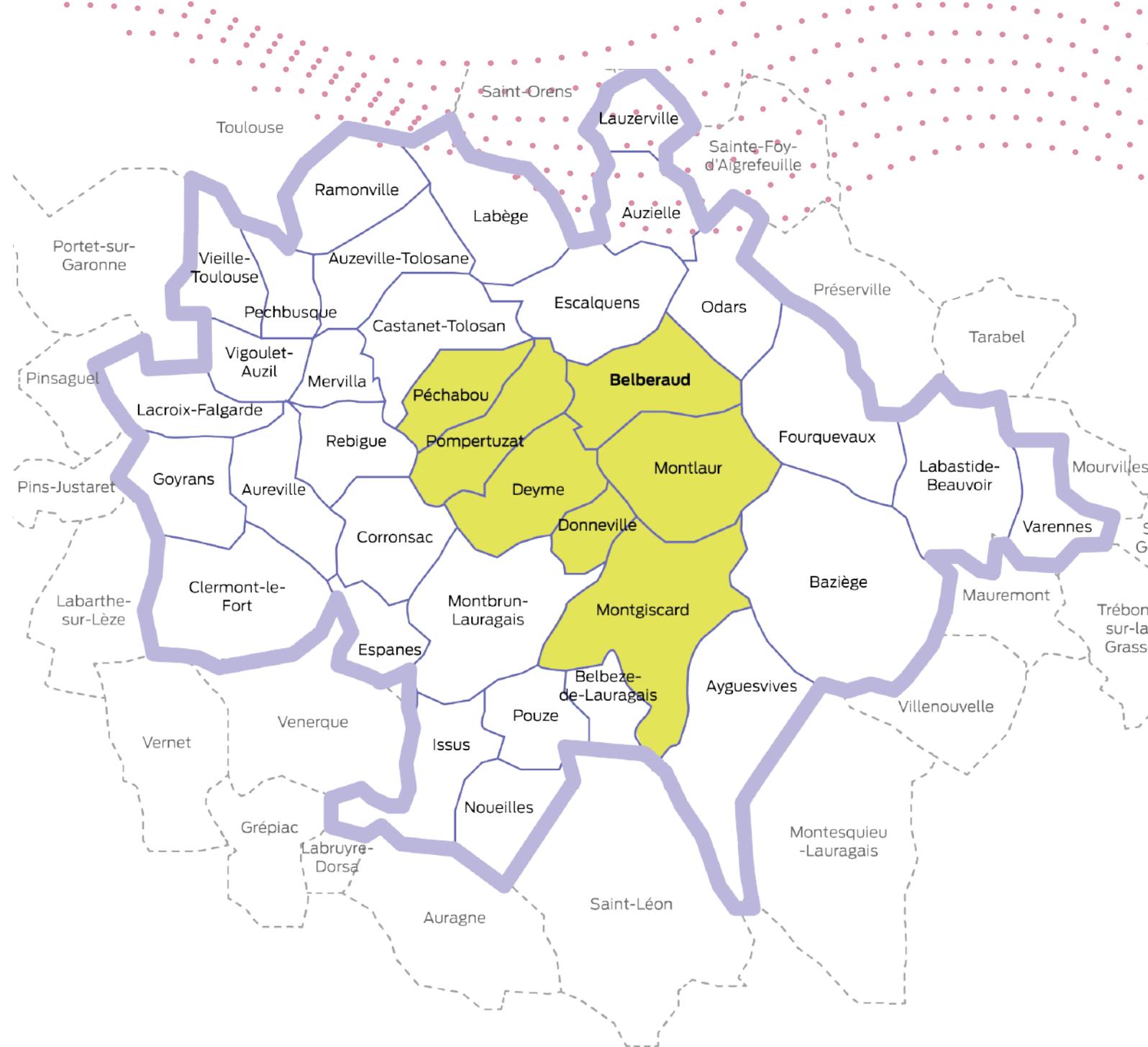
Quelques chiffres

30 habitants

9 groupes : (1) l'architecture, (2) les aspects communautaires, (3) la technique, (4) l'IT (Information Technology), (5) le rez-de-chaussée, (6) les relations avec les banques, (7) le blog, (8) les questions juridiques et (9) enfin les finances.

27 logements avec quelques surfaces commerciales ou professionnelles au rez-de-chaussée.

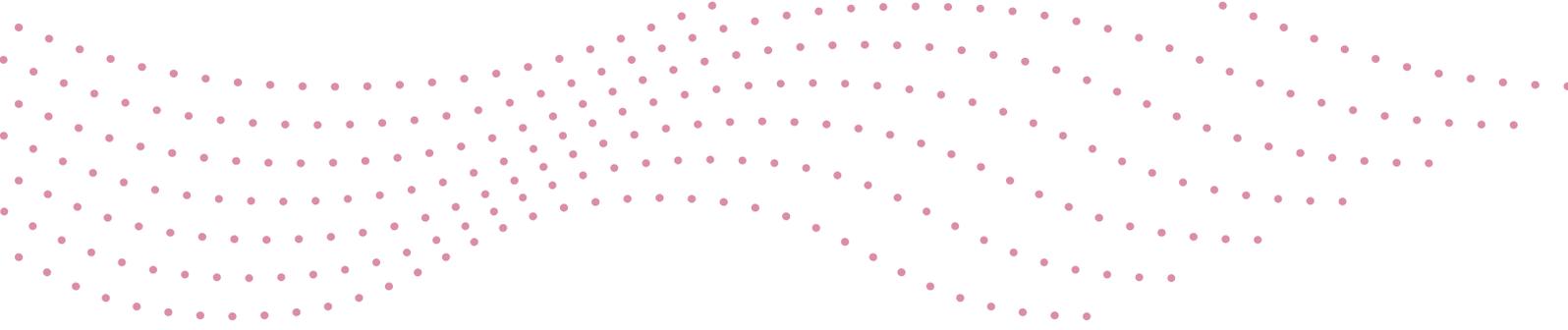




● Le périurbain de demain

Exemple : Belberaud
 Nombre d'habitants : 1520 habitants (2020)
 Superficie : 7,42 km²
 Densité : 201 hab/km²

La commune a connu une hausse démographique importante de 9,75% entre 2015 et 2020.



Le péri-urbain agricole...vers une économie régénérative ?

Aujourd'hui...

Tous les matins, je me rends au lycée agricole d'Auzeville à vélo électrique. Le trajet, le long du Canal du Midi, est un moment que j'adore. Le clapotis de l'eau, les platanes qui font de l'ombre sur le chemin, et l'air frais d'un début d'automne me procure une sensation de liberté. C'est mon moment à moi, où je rêve et je réfléchis à l'avenir.

Mon avenir, justement, a pris un virage il y a un an, grâce à un programme de sensibilisation aux métiers agricoles de demain. Ce n'était pas juste une suite de conférences ennuyantes ; on nous a emmenés sur le terrain, dans des fermes, à la rencontre de maraîchers passionnés. Je me suis vue là, les mains dans le sol, un sourire aux lèvres, à cultiver des légumes bio. Depuis, mon objectif est clair : monter ma propre exploitation maraîchère. Mais je ne me fais pas d'illusions. Le chemin est semé d'embûches.

Belberaud a changé ces dernières années. On a vu pousser des lotissements tout près des champs où, gamine, je jouais parfois en cachette. Ces maisons neuves, avec leurs jardins bien tonchés et leurs haies impeccables, sont habitées par des gens qui ne comprennent pas toujours le rythme de la vie agricole. Les conflits éclatent souvent : des plaintes contre l'épandage de produits phytosanitaires ou du bruit des tracteurs qui travaillent jusqu'à tard, surtout pendant les récoltes.

C'est comme si ces deux mondes se frôlent sans jamais vraiment se comprendre.

En discutant avec des agriculteurs installés depuis longtemps, j'ai appris que les terres du Lauragais ne se laissent pas dompter facilement. Elles demandent de l'expertise, une connaissance fine de leur texture, de leur capacité à retenir l'eau, et des cycles de cultures adaptés.

Et puis, il y a le climat. Rien n'est plus comme avant, disent souvent les anciens. Les sols sont appauvris par des années d'exploitation intense. La végétation démarre en trombe au printemps, parfois si vite qu'on a à peine le temps de suivre, mais elle peut être balayée par un coup de gel tardif, juste quand tout semble bien parti. L'été, c'est pire. Les canicules brûlent tout. J'ai vu des champs entiers de maïs desséchés sous un soleil implacable, des maraîchers perdus devant leurs cultures grillées.

Pour moi, ces défis ne sont pas décourageants, au contraire. Ils me poussent à réfléchir autrement, à envisager une agriculture plus résiliente, plus respectueuse des écosystèmes. C'est ce que je veux apprendre au lycée d'Auzeville et expérimenter : trouver le moyen de produire sainement, sans heurter nos voisins ni épuiser la terre. C'est un équilibre fragile, mais c'est celui que je veux atteindre.

Demain...

Mon projet a véritablement démarré grâce à une initiative conjointe de la commune de Belberaud et de l'intercommunalité pour préserver le foncier agricole. Le terrain qu'on m'a proposé n'était pas idéal : le sol, épuisé par des années de monoculture, était peu propice à la culture maraîchère classique.

J'ai opté pour une production en bacs, ce qui me permet de contourner les limitations du sol tout en testant des méthodes innovantes. Les bacs sont alimentés par un compost enrichi, issu des déchets verts de la commune.

Ces déchets, mélangés à des résidus agricoles, redonnent vie à ce qui aurait été jeté.

Les ombrières photovoltaïques sont une pièce maîtresse de mon projet. Ces panneaux, qui forment une sorte de voûte au-dessus de mes cultures, protègent les légumes des gelées printanières et des canicules estivales. Je ne suis pas seule dans cette aventure : avec d'autres jeunes agriculteurs, nous développons un réseau autour de l'agrivoltaïsme raisonné. Les ombrières ne sont pas seulement bénéfiques pour les cultures, elles

gènèrent aussi un revenu complémentaire grâce à la revente d'énergie solaire aux communes environnantes. L'eau de pluie collectée sur ces panneaux alimente une petite mare que j'ai aménagée. Elle est devenue un havre pour les oiseaux, les abeilles et d'autres insectes utiles. Contre toute attente, cette mare réduit même les nuisances des moustiques : les prédateurs naturels s'y épanouissent et maintiennent un équilibre. L'eau excédentaire est utilisée pour un système de micro-arrosage goutte à goutte, une méthode qui optimise chaque précieuse goutte d'eau.

Les cultures que je pratique évoluent sans cesse. Aux légumes classiques, j'ai ajouté des expérimentations avec des amandiers et des oliviers, adaptés à la sécheresse croissante. Leur verdure redonne de la vie aux plaines devenues arides autour de la zone d'activités de Belberaud.

Mes débuts ont été soutenus par deux années passées en incubateur à la ferme du 100e singe à Castanet-Tolosan, un lieu où j'ai appris à conjuguer savoir-faire agricole et entrepreneuriat. Grâce à ce réseau, j'ai intégré un circuit de distribution local. Mes légumes

alimentent désormais la crèche de Belberaud, la cantine de l'école et même quelques commerces du village. Les négociations avec le Super U avancent bien, et je rêve de voir mes légumes sur leurs étals, à côté de ceux d'autres producteurs locaux.

L'idée d'alimentation durable a transformé Belberaud. La maison de santé, où mon amie Murielle exerce comme kiné, accueille désormais un service de nutrition qui travaille en étroite collaboration avec nous, les maraîchers, pour sensibiliser les enfants et les seniors. Pour les personnes âgées isolées, des bénévoles organisent des covoiturages jusqu'au marché d'Escalquens, parfois accompagnés par l'association Cuisine en Lauragais, qui fait revivre les recettes d'antan ou les adapte selon les nouvelles cultures et habitudes.

Chaque année, le festival Futurs Champs célèbre ce lien et cette évolution entre culture et agriculture adaptée au changement climatique. Ce rendez-vous, devenu emblématique, attire des habitants de tout le Lauragais et au-delà. Tout cela renforce les liens entre les habitants et valorise ce que nous produisons localement.

Après demain...

Dans le cadre de la transition vers une souveraineté alimentaire et énergétique, une partie des aides sociales a évolué et est maintenant créditée sur une carte numérique. Ces crédits, utilisables chez la plupart des commerçants locaux, encouragent l'achat de produits de proximité. Dans mon cas, cela signifie que mes légumes sont accessibles à un public bien plus large. Non seulement cela soutient mon activité, mais cela garantit aussi que les habitants, même les plus modestes, aient accès à une alimentation de meilleure qualité.

Pour faire la demande de cette carte, je conseille à mes clients d'aller au café-conciergerie. Ce lieu, avec ses tables colorées et ses soirées organisées en partenariat avec le foyer rural, redonnent une âme au village. Le café est aussi un carrefour de services : on peut y emprunter un vélo cargo ou un tricycle électrique pour transporter ses courses, demander un coup de main pour des démarches administratives ou même déposer un colis.

La révolution cyclable qui s'est opérée à Belberaud est visible partout. Les pistes cyclables, sécurisées et indépendantes de la chaussée, sillonnent le village et ses environs. D'ailleurs, les habitants utilisent également de plus en plus de vélos électriques pour faire leurs courses et se déplacer dans la commune, y compris des tricycles électriques, plus sécurisants pour les personnes à mobilité réduite.

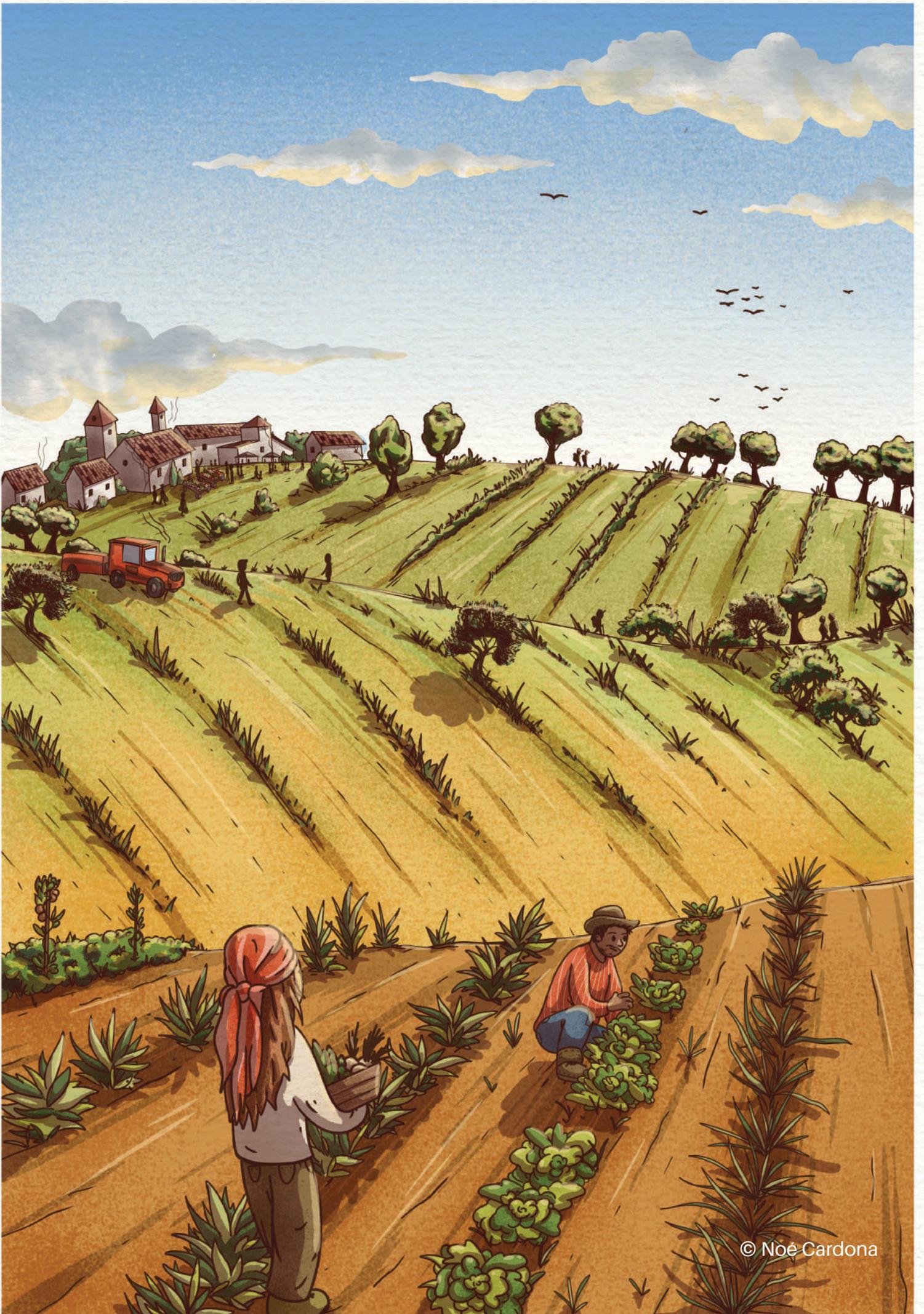
Je vois avec fierté comment Belberaud s'est transformé, et même le Super U, autrefois symbole des grandes surfaces, a su s'adapter à ces changements dans les modes de consommation. Avec la montée en puissance des commerces de proximité, accessibles à vélo et axés sur les produits locaux soutenus par les aides sociales,

l'enseigne n'a pas résisté au changement. Plutôt que de rester un simple supermarché, ils ont choisi d'ouvrir des boutiques en centre-bourg, plus proches des habitants et de leurs besoins quotidiens. Quant à leurs anciens locaux, ils ont été transformés en plateformes logistiques modernes pour gérer la distribution des produits en circuit court sur l'aire métropolitaine, y compris ceux que je produis.

Aujourd'hui, le magasin n'occupe plus qu'une fraction de son espace initial. Ils ont pour projet de louer les espaces restants pour l'installation d'ateliers où des produits alimentaires locaux, comme les confitures, les conserves ou les huiles, seront transformés.

Pour réaliser ce projet, le Super U a proposé la création d'une SCIC, une société coopérative d'intérêt collectif. Pour moi et d'autres producteurs, c'est une vraie aubaine : cela nous permet de donner une seconde vie à nos surplus et d'innover dans la manière de présenter nos produits, sans gaspiller ni devoir chercher loin pour la transformation. Je viens juste de rejoindre la SCIC, ma voix compte autant que celle de Super U, j'ai le sentiment que c'est le début d'une expérience de démocratie alimentaire.

Aujourd'hui, Belberaud est plus qu'un village juxtaposé à des champs. C'est un modèle de résilience, conciliant l'agriculture et des modes de consommations durables. Nous avons réinventé le contrat social qui nous lie, en plaçant l'écologie et la solidarité au cœur de nos vies. Et moi, au milieu de mes serres, de mes cultures, et des projets de la commune, je ne peux m'empêcher de me dire que Belberaud a vraiment trouvé une manière unique de cultiver son avenir.



Toulouse : Chouette Coop

Enjeux

- . Renforcer l'économie sociale et solidaire
- . Développer les filières de l'alimentation locale
- . Soutenir l'activité économique des différentes centralités
- . Renforcer la diversification des secteurs économiques

Pistes de réflexions

- . Accompagner sur le plan technique et juridique des collectifs d'habitants volontaires
- . Investir financièrement dans des coopératives locales
- . Communiquer sur les modèles coopératifs

Coordonnées

lachouettecoop.fr/
contact@lachouettecoop.fr

Le projet

La Chouette Coop est un supermarché coopératif et participatif à but non lucratif, géré et gouverné par ses membres, pour ses membres : les coopérateur·rice·s.

Leur participation active à la gestion du supermarché offre aux membres-coopérateur·rice·s l'accès à des produits de qualité à prix abordable prioritairement issus de l'agriculture durable et de circuits courts.

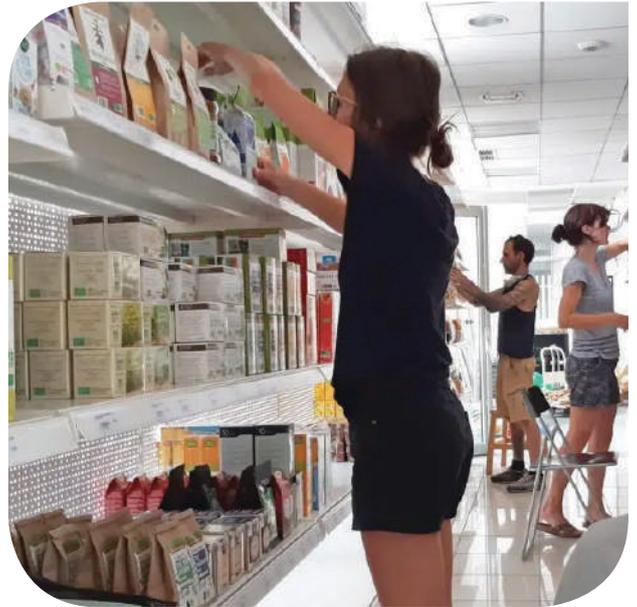
Le seul prérequis est d'avoir plus de seize ans. Pour accéder aux rayons et devenir contributeur, le futur contributeur acquiert entre une et dix parts sociales en fonction de ses revenus – la part coûte dix euros – et s'engage à donner un peu de son temps, au minimum trois heures par mois. Une période d'essai est possible pour découvrir le projet en participant pendant 2 mois au fonctionnement du magasin.

Acteurs

Le projet est initié par un groupe de citoyens et coopérateurs locaux, qui créent une coopérative alimentaire en 2017. Par la suite, une campagne de financement participatif a permis d'intégrer des financeurs et participants pour transformer le projet de groupement d'achat vers le projet de supermarché coopératif.

L'association des Amis de la Chouette Coop, qui chapeaute la coopérative, fait vivre cet engagement au travers d'événements ludiques à portée éducative.

La structure est soutenue par d'autres partenaires dont des collectivités territoriales : MPA ; La Nef ; Urscoop ; Crédit Coopératif ; Toulouse Métropole.



Il y a 2.455 références dont des produits éthiques et le rayon vrac, à 99 % bio. Mais le magasin se veut aussi social et solidaire, avec des tarifs économiques : une marge fixe de 25 % est appliquée sur tous les articles, ce qui permet d'être en moyenne 10 à 15 % moins cher qu'un supermarché conventionnel. Ce fonctionnement favorise l'économie locale et permet de payer les producteurs au prix juste.

Les participants s'organisent en groupe de travail : achats, communication, financement, comptabilité et gestion, juridique, informatique, vie associative, gouvernance. Beaucoup de participants apportent leurs compétences professionnelles dans le projet. Tout en redonnant du sens à la consommation, La Chouette Coop souhaite faire vivre un lieu d'échanges, de solidarité, de partage et de sensibilisation aux enjeux alimentaires actuels.

Quelques chiffres

1.009 clients sont aussi propriétaires du magasin.

275 m² des rayons de denrées et autres produits, un rayon vrac et une caisse pour payer ses courses.

2.455 références de produits alimentaires et non alimentaires.

10 à 15 % moins cher qu'un supermarché conventionnel.

La Salvetat : Les Chlorophy-liens

Enjeux

- . Préserver le foncier agricole
- . Soutenir les activités d'économie sociale et solidaire
- . Généraliser la mixité programmatique des projets
- . Développer les filières de l'alimentation locale

Pistes de réflexions

- . Développer des partenariats entre les cuisines centrales et les producteurs locaux
- . Promouvoir l'agri-tourisme et les activités des éco-lieux auprès des habitants

Coordonnées

www.leschlorophyliens.com
chlorophyliens@riseup.net

Le projet

La ferme des Chlorophyliens est un écolieu, une ferme polyvalente et écologique. Ses habitants, agriculteurs, artisans, artistes et ingénieur de recherche, coopèrent dans une ambiance amicale pour la création d'un habitat collectif et le développement d'activités agricoles, artisanales, de prestations de services etc...

L'association des Chlorophy-liens a été créée par des personnes voulant s'associer dans un projet de ferme polyvalente et écologique. Elle a donc pour objet de fédérer ses membres administrateurs autour d'un projet d'habitat collectif, de développer des activités économiques, d'organiser des événements festifs et/ou artistiques et culturels et enfin de pouvoir fonder un lieu d'accueil à la ferme, pour différents publics (touristique et social). Il y a plusieurs productions agricoles : du maraîchage sur sol vivant, de l'arboriculture (verger), des grandes cultures, de la production de pain, de l'apiculture et un

Acteurs

Le collectif des Chlorophy'liens arrive sur la ferme de la Salvetat en 2018. Pour accéder au foncier, il se rapproche de la Safer du Tarn pour qu'elle fasse du portage foncier pendant quelques années. La Safer se positionne sur 20 hectares et le collectif crée un groupement foncier agricole (GFA) en 2018 pour acheter le reste de la ferme (8 hectares). Les terres seront rachetées par la foncière Terre de Liens.

Pour acquérir les bâtiments (agricoles et d'habitation) le collectif crée la "Société Coopérative d'Intérêt Collectif de la Salvetat" dont les parts sont cédés à l'association pour faciliter l'intégration de nouveaux acteurs.



projet de champignonnière pour les prochaines années. Le collectif commercialise en vente directe, à la ferme, via des circuits de producteurs, sur les marchés locaux.

Ce projet a permis d'éviter l'agrandissement des fermes voisines en conservant l'entité complète de la ferme de la Salvetat, participe à la sécurisation de plusieurs installations agricoles, en agriculture biologique, agroécologique et respectueuses de la biodiversité et à la transformation de cette ferme en éco-lieu, entre agriculture, lieu de vie et projet de territoire (paysans intégrés dans leur territoire).

Quelques chiffres

28 Ha de terres, dont 1,5 ha de bois, des bâtiments en vieille pierre, maison d'habitation, hangar, grange, nombreuses dépendances. Les terres sont quasiment toutes attenantes au corps de ferme.

7 ans en fermage (location auprès des SAFER) avec obligation d'achat au bout des 7 ans.

80 personnes environ ont participé au groupement foncier agricole.

Thezac : Les jardins charentais

Enjeux

- . Développer les filières de l'alimentation locale
- . Renforcer la diversification des secteurs économiques
- . Généraliser la mixité programmatique des projets
- . Préserver le foncier agricole

Pistes de réflexions

- . Mettre en place des partenariats entre les agriculteurs et les producteurs d'énergie solaire photovoltaïque
- . Organiser des visites et rencontres conciliant souveraineté alimentaire et énergétique

Coordonnées

www.lesjardinscharentais.fr/
reden.solar/

Le projet

Johan Bernardin est un agriculteur et entrepreneur qui a développé une exploitation agricole innovante en Charente-Maritime. Il est l'un des premiers agriculteurs à avoir opté pour l'agrivoltaïsme, une pratique qui combine la production d'énergie solaire et l'agriculture sur une même surface.

Ne souhaitant pas produire ses fruits et légumes sous des serres en plastique, l'agriculteur s'est équipé d'immenses serres en verre. Un outil de travail hors de portée de son budget d'investissement, mais entièrement payées par Reden Solar, une entreprise de photovoltaïque basée à Roquefort, en Lot-et-Garonne.

En 2012, l'agriculteur a construit une serre de 3 hectares équipée de panneaux photovoltaïques sur les toits. Cette innovation a permis de produire des fruits et légumes tout

Acteurs

Le projet a été rendu possible grâce à un partenariat avec Reden Solar, une entreprise de photovoltaïque basée en Lot-et-Garonne. Reden Solar a financé la construction de la serre et a pris en charge la maintenance des panneaux solaires. En échange, Johan Bernardin a cédé une partie de la production d'électricité à l'entreprise.

REDEN prévoit, à la demande, un accompagnement personnalisé par l'un de leurs agriculteurs référents et expérimentés de la culture sous serre, suivant le domaine d'activités (maraîchage, horticulture, arboriculture...).

Johan Bernardin est couronné du Trophée 2021 du maraîchage organisé par Légumes de France, la fédération représente l'ensemble des productions légumières et maraîchères destinées à être commercialisées en frais.



en générant de l'électricité. La serre est pilotée de manière quasi autonome et utilise des systèmes d'irrigation et de ventilation intelligents. Les serres agrivoltaïques permettent une production en plein air, tout en bénéficiant de la protection offerte par les panneaux photovoltaïques face aux aléas climatiques (fortes chaleurs, grosses pluies, grêle). Pouvant servir de support pour des filets anti-insectes, elles offrent la quantité de soleil nécessaire tout en réduisant le besoin en eau des cultures.

Ainsi, elles permettent une optimisation de la productivité des cultures et des coûts (économies en eau, réduction des pertes liées aux aléas climatiques et aux ravageurs...).

L'agrivoltaïsme permet également de diversifier les revenus et de réduire les coûts énergétiques de l'agriculteur.

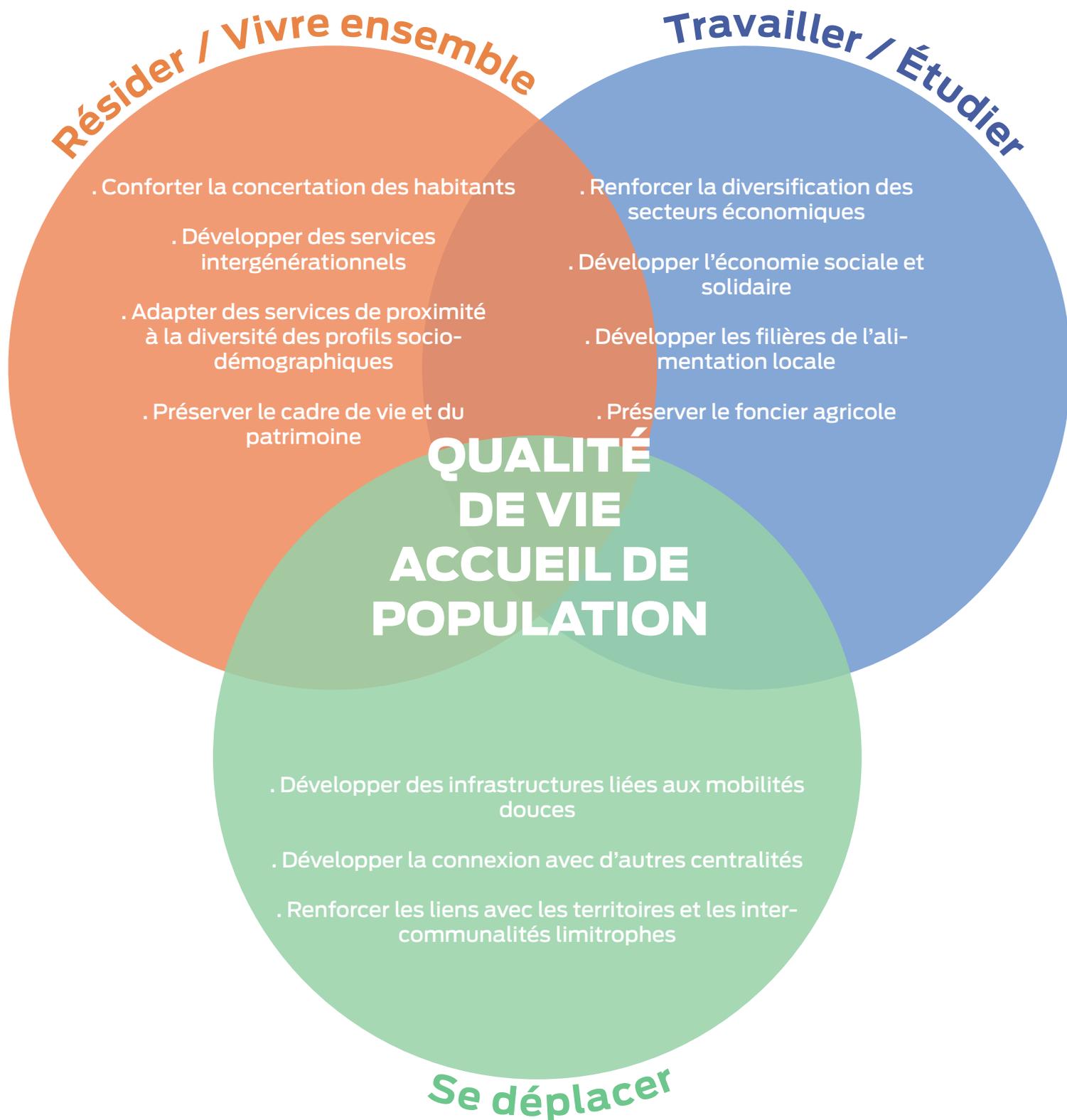
Quelques chiffres

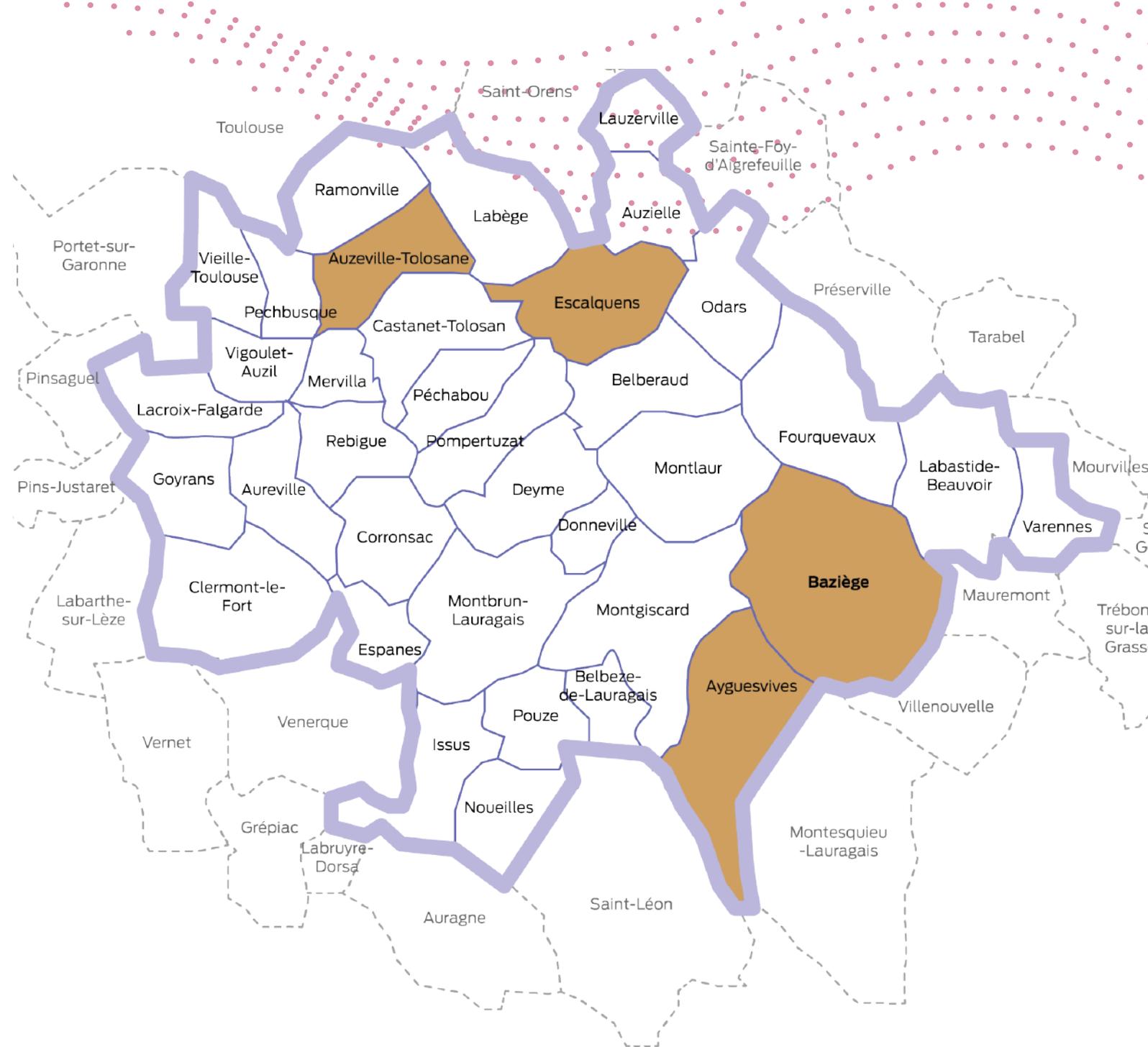
300 tonnes de fruits et légumes sont produits par l'exploitation en agriculture raisonnée et biologique.

4,5 millions € d'investissements portés par l'entreprise Reden Solar.

300 habitants de Thezac sont alimentés en énergie par les serres Les jardins Charentais.

3 hectares de serre équipée de panneaux photovoltaïques sur les toits.





● Les centralités secondaires

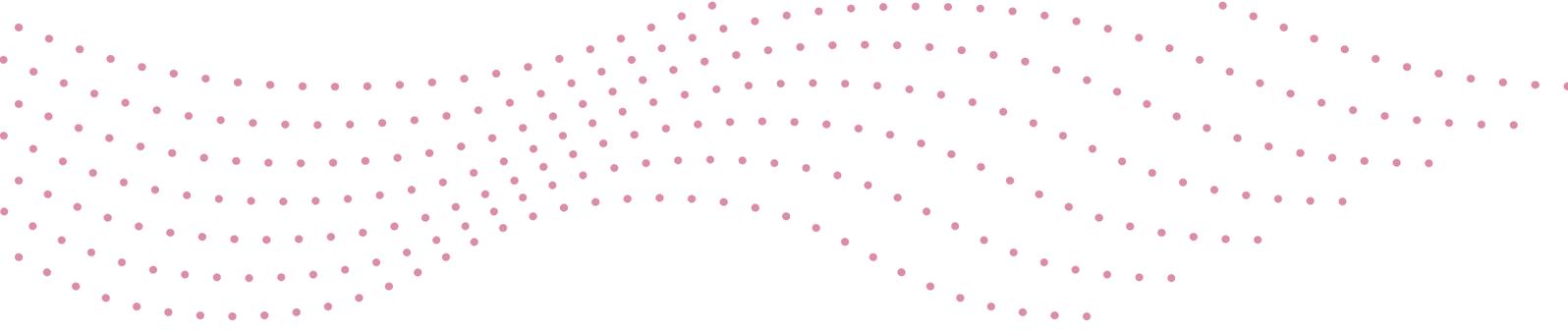
Exemple : Baziège

Nombre d'habitants : 3 456 (2020)

Superficie : 19,72 km²

Densité : 175 hab / km²

En 2021, le solde naturel de la commune est positif soit un taux de natalité plus élevé que le taux de mortalité. Néanmoins, le taux de migration résidentielle est négatif soit un taux d'habitants entrants plus bas que celui des sortants.



Les communes-relais... un maillage vital pour le territoire ?

Aujourd'hui...

Nous vivons à Baziège, un petit coin paisible qui nous est cher. Je m'appelle Quentin, et avec ma femme Lucie on a repris la ferme familiale, une vaste étendue de 70 hectares dédiée aux cultures céréalières.

Reprendre l'exploitation familiale n'a pas été sans défis. Dès les premiers jours, nous avons dû faire face à des contraintes qui pesaient lourdement sur nos épaules. La ferme n'avait pas échappé aux difficultés financières des dernières années. Mon père, un homme de la vieille école, avait toujours fait de son mieux pour maintenir l'exploitation à flot, mais les investissements nécessaires pour moderniser les équipements et les techniques avaient creusé un gouffre dans les finances.

Puis les saisons semblaient devenir de plus en plus imprévisibles, un phénomène que nos parents n'avaient pas connu à une telle échelle. Des périodes de sécheresse plus longues, des tempêtes plus fréquentes et des températures en hausse mettaient nos récoltes à rude épreuve. Cela nous a forcés à repenser nos méthodes.

Mon père, bien qu'heureux de passer le relais, avait du mal à accepter certains de nos choix. Nous voulions adopter des pratiques plus durables, réduire l'utilisation de pesticides et envisager une agriculture biologique. Mais cela allait à l'encontre de tout ce qu'il avait appris

et pratiqué. Les tensions étaient palpables, et il nous fallait constamment naviguer entre respect des traditions, rendement et besoin d'innover pour s'adapter.

Lucie, elle, est aide-soignante à la clinique Croix du Sud à Quint-Fonsegrives. Ayant grandi en ville, elle a découvert ici une nouvelle passion pour la nature. Elle aime s'occuper de notre potager et de notre poulailler, trouvant un apaisement dans ces activités. Cependant, les trajets quotidiens en voiture jusqu'à la clinique lui prennent plus d'une heure à cause des embouteillages aux abords de Toulouse.

Et depuis peu, notre famille s'est agrandie. Noah, 6 ans, Adèle, 1 an, remplissent notre maison de rires et également de nouveaux défis. Entre les champs, les démarches administratives et les obligations familiales, les journées ne semblent jamais assez longues. Lucie, malgré toute sa bonne volonté, peine parfois à concilier son emploi du temps et celui des enfants. Quant à moi, je me retrouve souvent à jongler entre le travail physique et les responsabilités de gestionnaire, un équilibre précaire.

Les week-ends d'hiver, dès que je peux me libérer de mes obligations agricoles, nous nous évadons dans les Pyrénées. La montagne est notre sanctuaire, un endroit où nous nous reconnectons en famille.

Demain...

Suite au décès de mes parents et désormais seul dans les tâches agricoles et sans les moyens de recruter, nous avons pris la difficile décision de vendre l'exploitation familiale. L'amour de ces terres et la volonté de perpétuer cet héritage étaient importants et nous souhaitons qu'elle garde sa fonction agricole.

Pour cela, un ami nous a parlé de la foncière « Terre de Liens » qui a repris les terres, s'engageant à les préserver de la spéculation et à les maintenir dans leur vocation agricole. Les nouveaux exploitants utilisent des pratiques respectueuses de l'environnement, ce qui nous

rassure quant à la préservation de notre héritage familial. L'agriculture avait été une source de stress et de fatigue constante. Je cherchais alors un emploi assurant un équilibre serein avec Lucie et les enfants.

Le secteur de la rénovation énergétique, porté par les politiques gouvernementales, représentait une opportunité avec des perspectives économiques plus sûres et en pleine expansion. Cela rejoignait mes valeurs initiales de lutter contre le changement climatique lorsque je cherchais à moderniser l'exploitation agricole avec des pratiques plus durables. La rénovation énergétique est

ainsi apparue comme une voie cohérente : un moyen concret en aidant les autres à réduire leur consommation d'énergie.

J'ai suivi une formation professionnelle à l'AFPA de Toulouse Palays, et depuis deux ans, je travaille comme chef de chantier dans une entreprise de rénovation énergétique. Cette entreprise fait partie de l'écosystème d'un éco-parc, une zone dédiée à l'écoconstruction et à l'économie circulaire qui vient d'être réalisée. Cette reconversion professionnelle a été facilitée par notre nouveau logement sur Baziège, proche de mon nouvel employeur.

On avait hésité à s'installer dans les communes d'Ayguésvives et de Montgiscard qui avaient anticipé l'installation de nouvelles activités dans la zone du Rivel en lançant des opérations de réhabilitation dans le centre-ville. Lucie et moi habitons maintenant au centre de Baziège, dans un appartement T5 acquis grâce à un Bail Réel et Solidaire porté par un Organisme Foncier Solidaire dont la mairie fait partie. Il s'agit d'une opération d'habitat intermédiaire qui regroupe une dizaine de logements superposés sur 3 niveaux, chaque logement ayant un accès individualisé et un accès à un espace extérieur privatif. D'ailleurs, nous ne sommes pas les seuls. Plusieurs collègues et autres salariés des PME du

RIVEL ont également trouvé des logements de qualité dans les bourgs centres réhabilités et à proximité ainsi de leur travail.

J'appréhendais de quitter un environnement calme et je suis agréablement surpris. Ce projet de réhabilitation du centre-bourg a permis d'améliorer l'espace public. La circulation y est principalement piétonne et cycliste, ce qui assure un confort au travail, notamment avec les nouvelles pistes cyclables reliant la zone du Rivel et le centre-ville puis au quotidien lorsqu'on reçoit des amis qui habitent sur les communes voisines. On s'est rendu compte que ces aménagements favorisaient également la sécurité de nos enfants

D'ailleurs, les pédibus organisés par les parents d'élèves sont une belle initiative qui renforce le lien social et qui nous facilite notre emploi du temps. En parallèle, des jardins partagés ont également été aménagés, une parcelle nous a récemment été affectée, j'ai hâte de retravailler la terre.

Les nouvelles activités économiques et l'arrivée de nouveaux habitants ont insufflé une nouvelle dynamique à Baziège. De nombreux commerces de proximité se sont installés, et les jardins partagés ont créé un véritable esprit de communauté.

Après demain...

Si on m'avait dit, il y a quelques années, que Baziège deviendrait un pôle multimodal important, je ne l'aurais pas cru. La gare, qui n'était qu'un simple arrêt pour les quelques voyageurs matinaux, a été complètement réaménagée. Ils ont doublé les quais, modernisé les infrastructures, et même ajouté des espaces dédiés aux bus, aux voitures, et aux vélos. Un parking arboré a été réalisé avec des matériaux perméables. Ce parking d'une vingtaine de places de stationnement non permanent sert aussi de station de lignes de covoiturage et d'emplacement pour des voitures en autopartage. Des garages à vélos sécurisés ont été installés à proximité ainsi que des bornes de recharges pour les vélos électriques et une station de réparation.

Nos enfants ont grandi et l'aîné prépare sa rentrée prochaine sur Toulouse. Il va pouvoir utiliser le Service Express Régional Métropolitain pour ses trajets. Tandis que la plus jeune terminera le collège en toute quiétude en y allant à vélo. Lorsqu'il fait beau, elle rejoint Ayguésvives depuis le canal du midi qui a été réaménagé pour conforter ses usages allant de la promenade dominicale aux travailleurs et écoliers quotidiens. Les chemins ont été élargis pour réduire les conflits d'usage entre les piétons et cyclistes. Et certains tronçons sont éclairés par un système de détection de présence, préservant ainsi l'obscurité naturelle du canal bénéfique à la biodiversité.

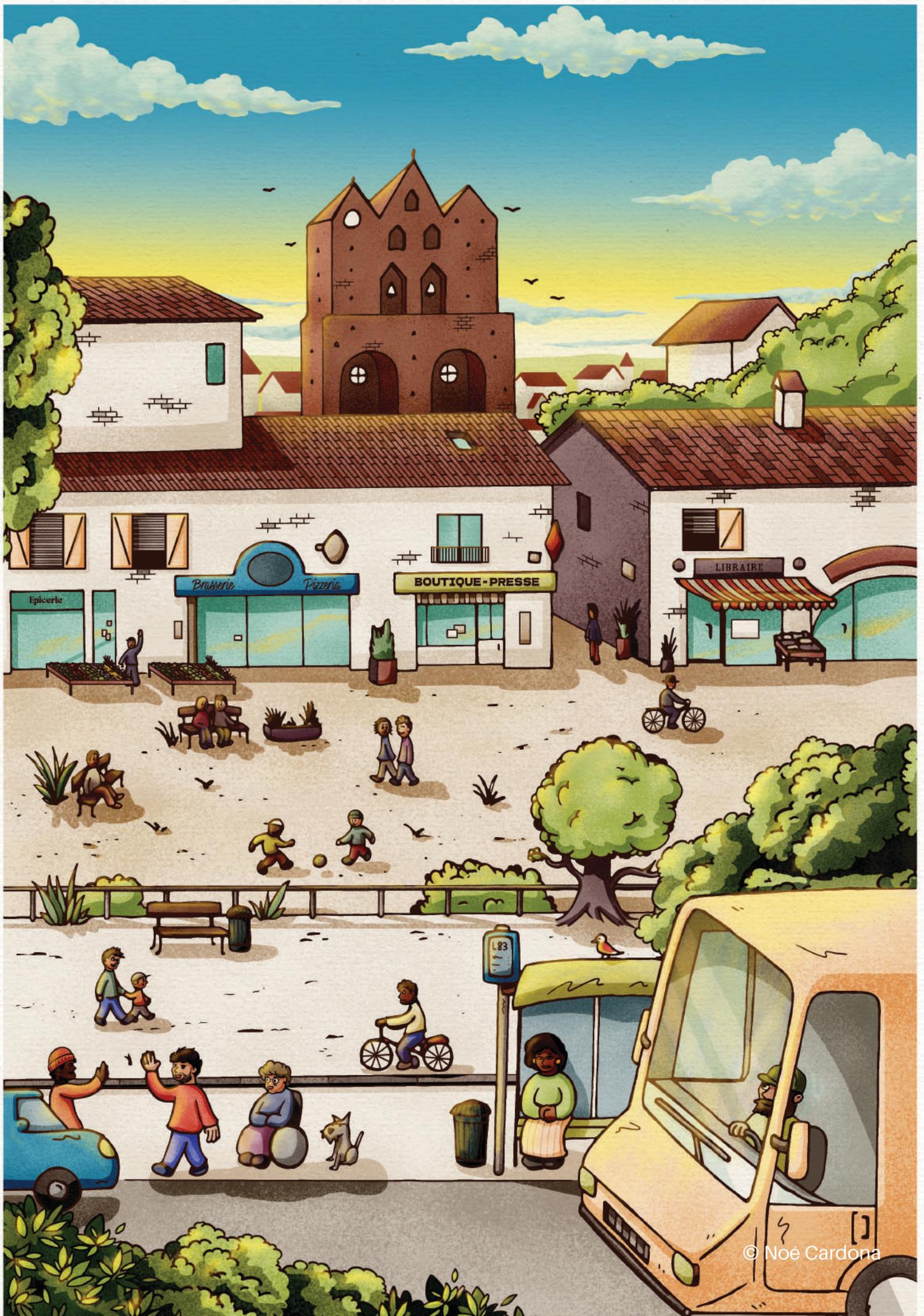
L'éco-parc du Rivel accueille désormais un centre de formation renommé. J'ai saisi l'opportunité de devenir à mon tour formateur et régulièrement, je guide des visiteurs à travers le parc, partageant avec eux les secrets de ces

bâtiments exemplaires. Les aménageurs, soutenus par les collectivités locales, ont travaillé main dans la main avec des architectes pour réduire au maximum l'impact environnemental de chaque projet.

Les normes de construction ont évolué, mais ce sont surtout les pratiques qui ont changé avec des matériaux provenant en grande partie des ressources locales ou du réemploi. Le béton de chanvre, un matériau que je connaissais à peine au début, s'est rapidement imposé comme une évidence. Sa légèreté, sa capacité à isoler naturellement, et son faible impact carbone en font un choix idéal. Et puis, il y a ces enduits en terre crue qui couvrent les murs de certaines constructions. Ils rappellent les techniques ancestrales, tout en répondant aux besoins modernes.

Depuis la réalisation de ces projets, les communes de Baziège, Montgiscard et Ayguésvives jouent désormais pleinement le rôle d'une seule et même commune relais vis-à-vis de plus petites communes situées en leur périphérie. Les élus de ces trois communes ont travaillé ensemble pour se répartir les créations de logements, d'équipements, de services et de commerces de façon équilibrée sur leur territoire. Baziège, en particulier, a évolué pour devenir un véritable centre de connexion avec une gare animée, reliant les habitants des villages voisins à Toulouse.

Aujourd'hui, Baziège est devenu un exemple de ce que peut être un développement équilibré des déplacements et de l'habitat face aux enjeux environnementaux.



Florac : réhabilitation de l'îlot Dides

Enjeux

- . Développer une offre résidentielle adaptée
- . Adapter des services de proximité à la diversité des profils socio-démographiques
- . Concilier la densification urbaine avec l'environnement

Pistes de réflexions

- . Consulter les propriétaires de logements vacants
- . Intégrer du logement social dans les projets de réhabilitation
- . Étendre les projets de requalification du rez-de-chaussée à l'espace public environnant

Coordonnées

www.floractroisrivieres.fr
mairie@floractroisrivieres48.fr

Le projet

La commune de Florac Trois Rivières a pour objectif de relancer l'attractivité du territoire et de mieux satisfaire les besoins en matière de diversité des services et équipements, d'offres de logements et de qualité du cadre de vie. À ce titre, la commune a été retenue dans le cadre du dispositif expérimental AIDER (Accompagnement Interministériel au Développement et à l'Expertise en milieu Rural) mis en place par l'état.

Deux études ont été réalisées afin de diagnostiquer l'état du logement sur la commune de Florac Trois Rivières. Le taux de vacance est important y compris dans le logement social. Cette vacance correspond au parc social des années 70, vieillissant et surtout à une offre de grands logements éloignés du centre, qui ne trouvent plus de preneurs.

Le projet de restructuration porte sur la réhabilitation

Acteurs

La procédure de Résorption de l'Habitat Indigne débute par une étude d'éligibilité validée par la Commission nationale de Lutte contre l'Habitat Indigne (CNLHI) afin de vérifier la nécessité du projet et la capacité de la collectivité à mener ce projet concrètement et financièrement.

Un bureau d'étude a été désigné pour accompagner la commune dans sa stratégie de communication et de concertation entre les habitants, les acteurs locaux, la municipalité et les professionnels experts.

Un cabinet d'architectes a réalisé une étude de calibrage sur la totalité des bâtiments à restructurer composant l'îlot Dides.

La commune et la société HLM Lozère Habitations se sont associées dans un groupement de commandes afin de mener ensemble, l'opération de requalification de l'îlot Dides.



de l'îlot Dides, constitué de 5 immeubles dégradés à proximité de la Mairie. Le développement d'une offre renouvelée d'habitat social, notamment dans le centre, pourra permettre de loger les ménages ne disposant pas de moyens de locomotion ou souhaitant être proche des services de proximité.

Cette nouvelle offre devrait permettre de « limiter » le marché des logements indignes sur le centre-bourg. L'objectif est de redonner vie à ce quartier en créant des logements dans un but de mixité sociale.

Le rez-de-chaussée des bâtiments accueillera deux locaux commerciaux portés par la Commune et aux étages, neuf logements sociaux portés par Lozère Habitations.

Quelques chiffres

2 ans de travaux, le démarrage a eu lieu en octobre 2020 pour une livraison courant 2022.

70% de subvention versé par l'ANAH soit 1 345 846 HT€ et le solde 30% en autofinancement par la commune pour la procédure de Résorption de l'Habitat Indigne.

339 000 HT€ La réhabilitation des lots bâtis en commerces portés par la mairie dont 50 000€ versé par la Région Occitanie, 191 344 € versé par l'Etat au titre de la DETR 2019 et le solde est autofinancé par la commune.

Pévèle Carembault : Terrabundo

Enjeux

- . Renforcer la diversification des secteurs économiques
- . Développer la filière du ré-emploi et l'économie circulaire
- . Favoriser l'insertion et la ré-insertion professionnelle

Pistes de réflexions

- . Promouvoir les entreprises de matériaux bio-sourcés
- . Mettre en relation les aménageurs avec les filières locales du réemploi
- . Définir des critères de ré-emploi des projets d'aménagements dans les documents d'urbanisme (OAP)

Coordonnées

www.terrabundo.com/
contact@terrabundo.com

Le projet

La communauté de commune Pévèle Carembault construit un hôtel d'entreprises ayant pour objectif de répondre aux besoins de développement économique de son territoire : proposer un espace de rencontres, de bureaux et de coworking, au service de l'économie circulaire.

Trois principes constructifs ont guidé ces choix : le bioclimatisme au service de la performance énergétique (E3C2), le low-tech (en utilisant des écomatériaux), et le Cradle to Cradle (concevoir aujourd'hui pour les usages de demain).

En terme architectural, le projet fait référence aux anciennes formes urbaines de la région : une ferme, une grange ; il en est une réinterprétation contemporaine.

Terrabundo est entièrement construit à partir de matériaux biosourcés (bois, paille, briques de terre crue, etc.) qui lui

Acteurs

Le maître d'ouvrage est la communauté de commune Pévèle Carembault accompagné de 7 bureaux pour les études suivantes : thermique, énergies renouvelables, énergies de récupération, calcul d'énergie grise, analyse du cycle de vie, matériaux bio-sourcés et géosourcés.

Études et achat de terrain compris, le coût total est de 5,1 millions d'euros, dont la 50% est financée par des aides de la Région Hauts-de-France via la PRADET (Politique Régionale d'Aménagement et d'Équilibre des Territoires), par l'Europe via le FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) et par l'État via le Plan de relance et la Dotation de Soutien à l'Investissement local.



confèrent une excellente isolation thermique, il est aussi producteur de sa propre énergie grâce à des panneaux solaires. Selon les principes du référencement C2C "Cradle to Cradle", chaque matériau utilisé est doté d'un passeport circulaire, et peut être entièrement recyclé ou réutilisé.

Le bâtiment est conçu pour être facilement démonté ou agrandi. Sa structure permet de rajouter 230 m² supplémentaires et de doubler le nombre de postes de travail.

Pendant la conception et la construction du bâtiment, les entreprises ont été formées à la mise en oeuvre de techniques innovantes. Des visites guidées ont déjà permis à plus de 600 personnes de découvrir ces méthodes innovantes appliquées en matière d'écoconstruction.

Quelques chiffres

1386m² de surface de plancher.

525 m² de panneaux solaires pour l'autoconsommation et la revente.

91% de Gaz à Effets de Serre (CO₂) de moins qu'un bâtiment de taille équivalente construit dans les années 90.

12 m de haut pour le plus haut mur de brique de terre crue provenant de la briqueterie DeWulf® à Allone dans la Somme. Cette brique est composée d'argiles locales et de fibres végétales.

Tonneins : pôle d'échange multimodal

Enjeux

- . Encourager les mobilités douces et l'intermodalité
- . Renforcer les liens avec les territoires et les intercommunalités limitrophes
- . Développer la connexion avec d'autres centralités

Pistes de réflexions

- . Réaménager les gares locales en pôles multimodaux
- . Végétaliser les abords des espaces dédiés aux mobilités douces
- . Installer des places de parking réservé au covoiturage
- . Organiser des événements conviviaux sur l'intermodalité

Coordonnées

www.valdegaronne.fr/
pem-gares@vg-agglo.com

Le projet

Les Pôles d'Echanges Multimodaux de Marmande et Tonneins, centralités du Val de Garonne, ont vocation à former un réseau qui renforcera la cohérence du territoire autour de la valorisation des mobilités, dont le train.

Le Pôle d'Échanges Multimodal s'articulera autour de 2 grands espaces. Tout d'abord, le parking composé de 77 places de stationnement dont 3 réservées aux Personnes à Mobilité Réduite (PMR) à moins de 10 mètres de l'accès aux quais, 6 arrêts-minutes, 10 places courte durée (disque bleu, 1h30), 55 places longue durée (non régulées) et 4 places de stationnement pour les motos et scooters.

Ensuite le parvis de la gare dédié aux mobilités actives (piétons, vélos...). 30 stationnements pour les vélos seront aménagés (10 appuis-vélos et 20 abris-vélos sécurisés)

Acteurs

Val de Garonne Agglomération est le maître d'ouvrages en collaboration avec la commune de Tonneins. Suez et Super 8 sont l'équipe de la maîtrise d'œuvre.

Le Pôle d'Échanges Multimodal a mobilisé plusieurs financeurs : l'Europe au travers du Feder ou Fonds Européen de Développement Régional (26,5 % soit 521 987 €), la Région Nouvelle-Aquitaine (25 % soit 487 707 €), Val de Garonne Agglomération (20 % soit 394 384 €), l'État (17 % soit 334 179 €), l'Agence de l'Eau Grand Sud-Ouest (10 %), France Relance Vélo (1 %), le Département de Lot-et-Garonne (0,5 % représentant un remboursement des frais engagés sur la partie départementale du boulevard).

Une concertation a été menée à l'attention des habitants du territoire et des usagers de la gare.



La circulation piétonne et vélos sera caractérisée et sécurisée, la végétalisation et la désimpermeabilisation des sols sera importante (le parking sera constitué de pavés enherbés).

Une piste cyclable sera aménagée sur le site et sera, à court terme, raccordée à la liaison cyclable prévue en 2025 vers le collège Germillac dans le cadre du Schéma vélo de l'Agglomération. Le boulevard sera sécurisé par la réduction de la chaussée et la mise en œuvre de plateaux ralentisseurs, accueillant ainsi des emplacements réservés aux taxis, cars régionaux et transports scolaires, au TAD (Transport À la Demande) et à la ligne régulière.

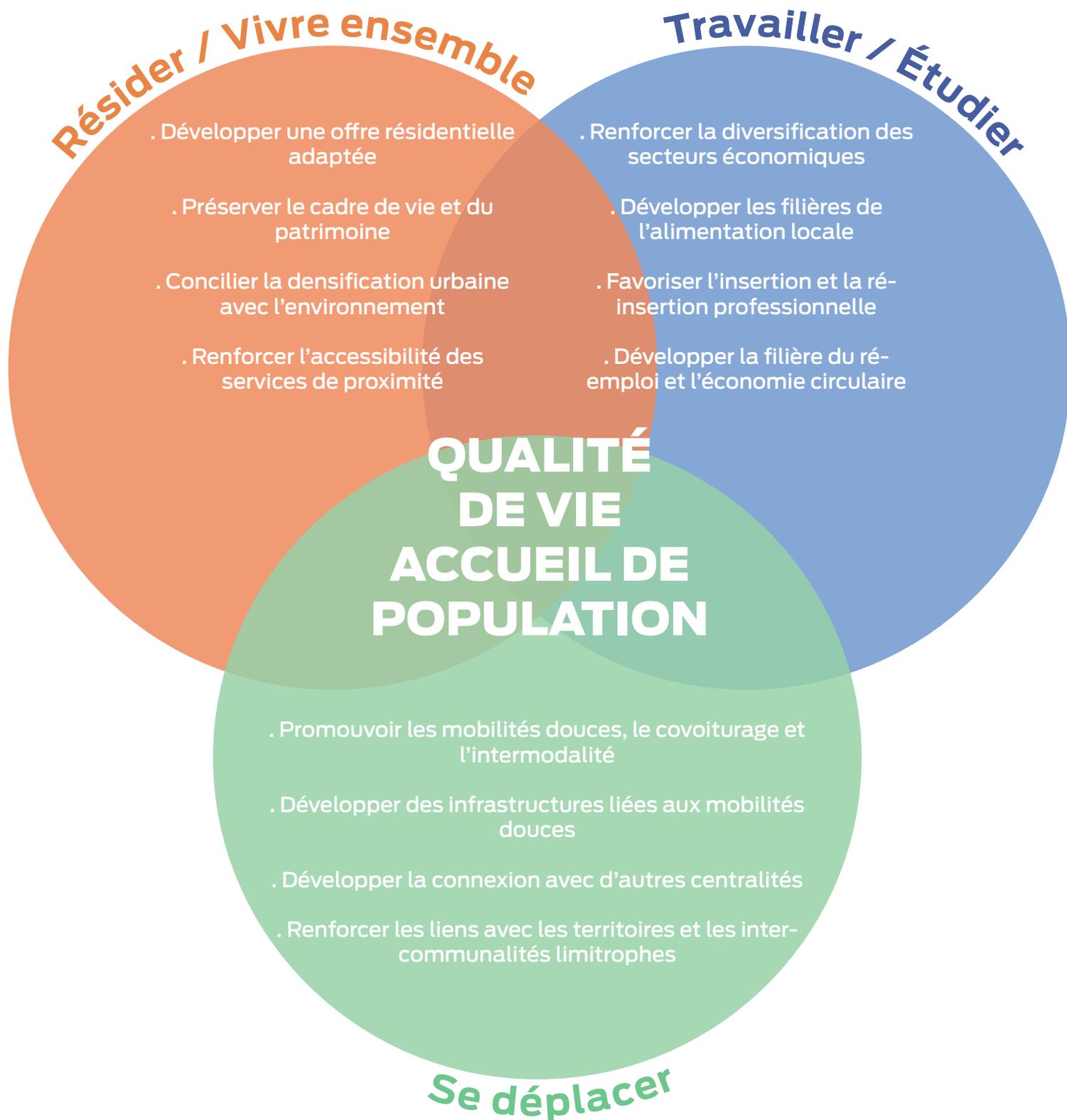
La végétalisation sera mise en place en grande partie sur le parvis, mais aussi le long de la piste cyclable, pour lutter contre les îlots de chaleur.

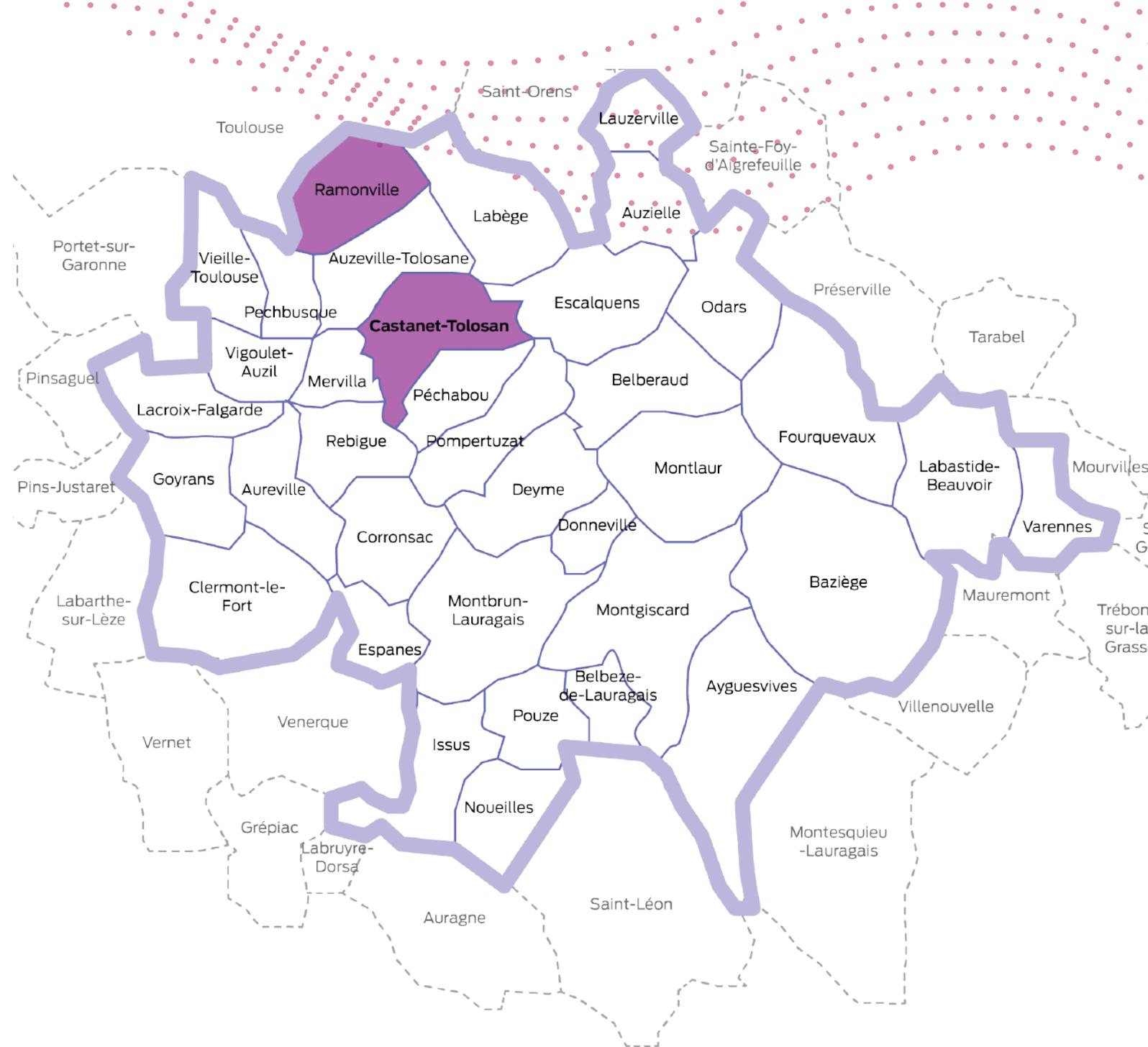
Quelques chiffres

84 participants à la concertation non réglementaire portée par Val de Garonne Agglomération et la commune de Tonneins.

70 arbres vont être implantés contre 9 aujourd'hui traduisant une volonté de végétalisation de l'espace du parvis.

2.4 M€ TTC en coûts global pour réaliser le pôle d'échange multimodal soutenu à hauteur de 70% de subvention et un reste à charge d'environ 30% pour l'agglomération.

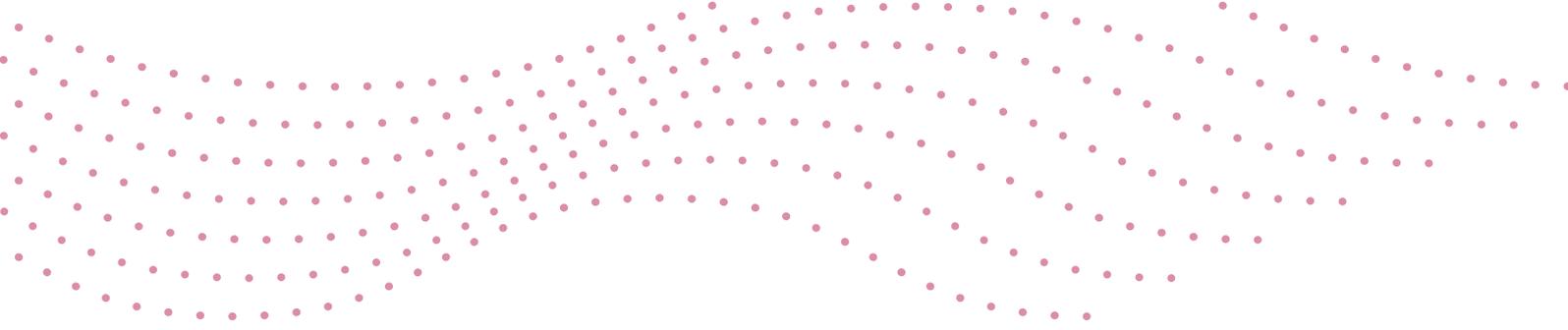




● Les communes urbaines avancées

Exemple : Castanet-Tolosan
 Nombre d'habitants 15 117 (2022)
 Superficie : 8,22 km²
 Densité : 1 729,1 hab/km²

La commune a connu une hausse démographique importante de 12,03% entre 2015 et 2020, une croissance totale importante due aux soldes naturel et migratoire positifs (selon l'observatoire des territoires).



Des villes à énergie positive ?

Aujourd'hui...

Elsa et Paul sont un jeune couple actif avec deux jeunes enfants, vivant en région parisienne. Après plusieurs années à travailler au siège social d'une banque, Paul a fait un burnout.

Elsa : Paul et moi étions assis à la table de la cuisine, les enfants jouaient dans le salon, et nous étions fatigués. Fatigués de la vie parisienne, du stress constant et surtout du travail épuisant de Paul. Il travaillait dans une grande banque, un poste de cadre certes, mais le manque de respect et la pression quotidienne l'ont conduit à un burnout. Quand il m'a dit qu'il ne pouvait plus y retourner, j'ai su que c'était le moment de tout changer.

Paul : Oui, ce fut un moment décisif. J'ai réalisé que je devais repenser ma vie, nos vies. Après plusieurs séances chez une psychologue, j'ai compris que je ne voulais plus travailler pour des entreprises dont les activités ne correspondaient plus à mes valeurs sociales et environnementales. C'est alors qu'Elsa a trouvé un emploi dans une start-up, spécialisée dans les bio-fongicides et bio-herbicides. Nous avons décidé de déménager à Castanet-Tolosan, près de Toulouse, en 2024.

Elsa : Notre logement en locatif est situé près du parc de Rabaudy. C'est un environnement agréable et paisible, une bouffée d'air frais après Paris. Même si vivre dans un immeuble traditionnel ne correspond pas à notre idéal, cela nous permet d'affiner notre projet.

Paul : Tout a commencé lors d'une conférence sur l'architecture durable à laquelle Elsa et moi avons décidé d'assister par curiosité. À cette époque, nous étions déjà sensibilisés aux questions environnementales, mais nous n'avions pas encore trouvé un projet concret qui nous parlait vraiment. Un architecte prenait la parole, et il a commencé à parler de ces bâtiments qui produisent plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Pour moi, c'était comme découvrir une nouvelle dimension de l'habitat, où la maison elle-même devenait un acteur de la transition écologique.

Elsa : Ce qui m'a marquée, c'est quand il a montré des exemples concrets, des projets déjà réalisés. Voir ces bâtiments, à la fois esthétiques et fonctionnels, m'a fait comprendre que cette vision n'était pas une utopie, mais une réalité à portée de main.

Paul : Après cette conférence on a visité des projets réalisés et rencontré des professionnels du secteur. Plus nous en apprenions, plus nous réalisions que ce type de logement représentait non seulement une avancée technologique, mais aussi une manière de repenser notre relation à l'énergie, à l'environnement, et même aux autres.

Elsa : À ce moment-là, nous avons su que nous voulions faire partie de cette aventure. Désormais, nous rêvons d'investir dans un logement à énergie positive.

Demain...

Quelques années plus tard, les choses ont beaucoup changé. Désireux de s'engager dans l'économie sociale et solidaire. Paul a repris un master en alternance: "Nouvelle Économie Sociale" à l'université Jean Jaurès.

Paul : Je suis maintenant responsable du développement au sein d'un réseau pour le réemploi des matériaux de construction, favorisant l'économie sociale et solidaire. Ce matin, je vais déposer Elsa à son travail dans une voiture électrique en autopartage. Elle est chargée par une borne

que nous avons installée grâce à des négociations avec le conseil syndical de notre immeuble.

Elsa : Nous pensons souvent à notre projet de logement à énergie positive combinant les énergies renouvelables et l'utilisation des dernières avancées en isolation et construction. Nous avons identifié des opportunités dans le voisinage, notamment par une opération de division parcellaire (BIMBY), soutenue par les collectivités pour créer un groupement d'habitation autonome en énergie.

Le plus fascinant dans ce concept, c'est l'idée de partager cette énergie avec nos voisins, de créer une boucle d'énergie où l'excédent de chacun pourrait bénéficier à tous, et où nous serions plus indépendants des réseaux traditionnels. Au-delà des aspects techniques, j'aimerais aussi que ce lieu soit un modèle d'apprentissage et d'exemplarité. Un endroit où les enfants grandissent en étant conscients de l'importance de la durabilité, de la solidarité et du respect de l'environnement.

Paul : La zone identifiée fait partie des ZAE nR (Zones d'Accélération des Énergies Renouvelables) projetées par la mairie. Et notre projet s'intègre parfaitement dans la stratégie globale de la collectivité sur les énergies renouvelables. D'ailleurs, nos enfants ont également été sensibilisés à ces sujets grâce à des ateliers hebdomadaires organisés dans la nouvelle médiathèque. Aujourd'hui, ils étudient le fonctionnement et le déploiement des énergies renouvelables dans notre commune.

Elsa : La mairie de Castanet a utilisé l'outil "Quartier Energie Carbone" de l'Ademe suite à l'appel à projet de la région qui veut développer l'autoproduction et

l'autoconsommation d'énergie. La densification et les nombreux collectifs permettent l'installation de boucles de chaleur géothermiques et d'autoconsommation collective en photovoltaïque dans ce quartier. Ce fut l'occasion pour la mairie de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour la réhabilitation d'un entrepôt en habitat collectif.

Avec un groupe de 15 adultes et leurs enfants, nous avons répondu à cet appel. En proposant un habitat participatif sous forme de SCOP avec une autoproduction d'énergie, nous avons été sélectionnés pour un bail emphytéotique. Cependant, travailler en collectif n'est pas toujours facile

Paul : Nous avons multiplié les réunions et les week-ends de cohésion pour trouver des compromis, notamment sur la forme et l'utilisation des espaces communs. Le collectif est soutenu par deux architectes subventionnés par la collectivité. Ils proposent des aménagements sur plan avec l'aide d'entreprises spécialisées en éco-construction. Je regrette que le collectif ne soit pas plus mixte socialement, mais nous avons fait de grands progrès. Grâce à l'aide sociale de la région et du département, nous avons pu intégrer des familles à revenu modeste.

Après demain...

Paul : Quand nous avons lancé ce projet d'habitat participatif, nous savions que nous voulions créer quelque chose d'innovant et durable, mais nous n'aurions jamais imaginé à quel point cela changerait nos vies y compris dans le cadre professionnel. Dans mon association, nous avons créé une plateforme numérique "Zéro stock" permettant aux chantiers du Sicoval d'échanger des matériaux. Cette idée a été tellement bien accueillie que les mairies ont intégré dans leur orientation d'aménagement une obligation de réemploi pour un pourcentage minimum de matériaux préalablement identifiés. Cela a été un énorme avantage pour notre projet, qui a pu profiter pleinement de cette plateforme.

Elsa : Oui, et ça ne s'arrête pas là ! Les panneaux solaires photovoltaïques sur notre bâtiment alimentent les espaces collectifs, la buanderie et même le véhicule électrique partagé. Mais le plus impressionnant, c'est la boucle collective en construction, qui nous permet de mutualiser l'énergie grâce à une AMEP, une Association de mutualisation d'énergie de proximité. C'est une vraie révolution dans notre manière de consommer et de partager l'énergie à notre échelle.

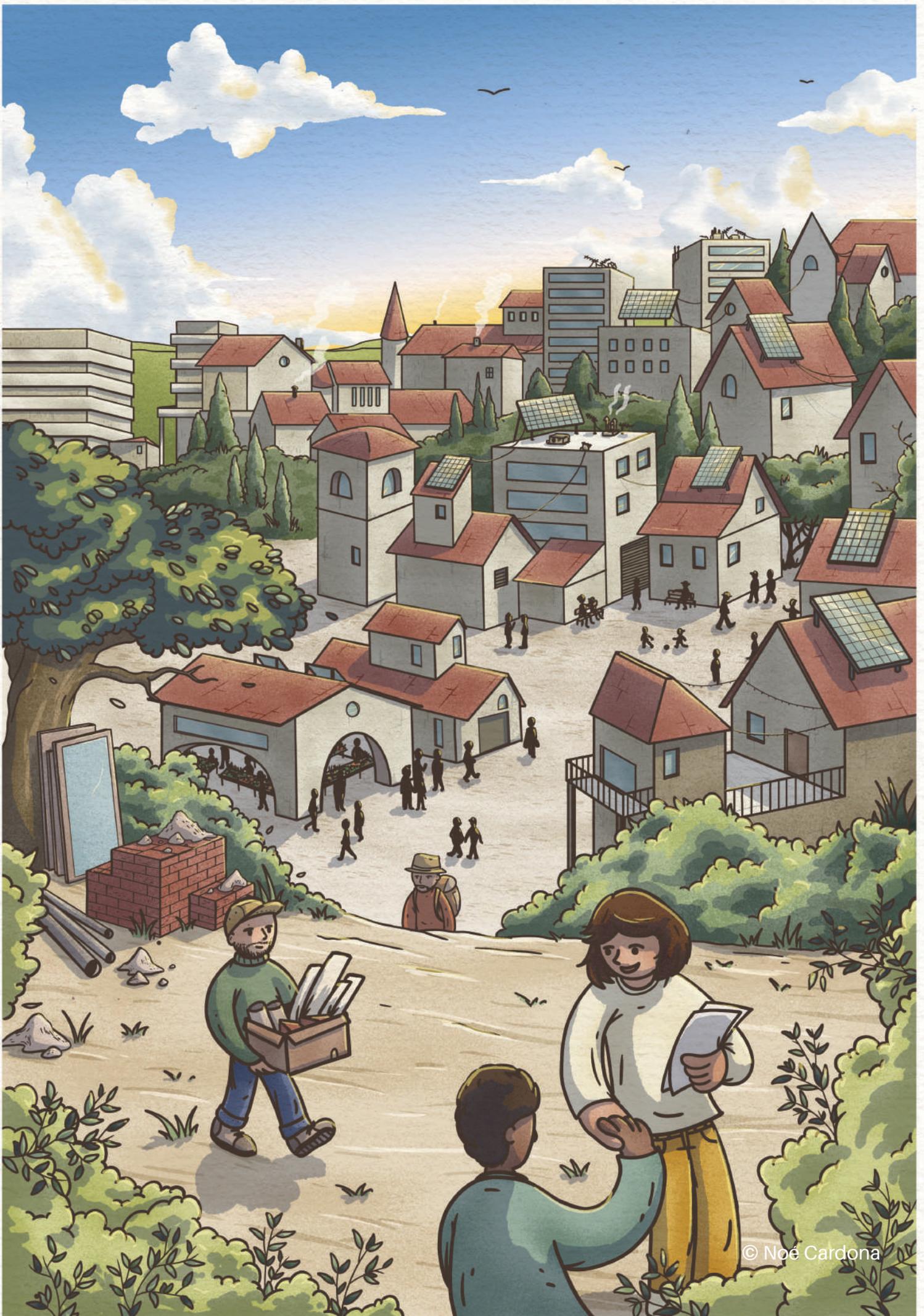
Paul : Au-delà de la production d'énergie, l'habitat est protégé des fortes chaleurs estivales grâce à une forte inertie des murs au centre du bâtiment, un toit peint en blanc, des persiennes orientables offrant une protection solaire sur les surfaces vitrées, des arbres à feuilles caduques en façade et un puits climatique pour rafraîchir l'air.

Autrefois inspiré pour ce projet, nous devenons désormais inspirants pour les autres. Il est devenu un modèle pour d'autres collectivités et structures comme l'indiquent les nombreuses visites de groupes. Et cela démontre l'enjeu des formations assurées pour les entrepreneurs et des financements mis en place. C'est un projet phare sur notre commune, qui montre que l'on peut allier innovation, durabilité et qualité de vie.

Elsa : Notre plus grande fierté, c'est de voir à quel point cette aventure a transformé notre quartier. Nous ne nous sommes pas seulement contentés de créer un lieu de vie, nous avons tissé des liens sociaux forts grâce à un sentiment d'appartenance et d'implication.

Les discussions autour du projet ont favorisé l'entraide, et aujourd'hui, nous avons un réseau de soutien solide, ainsi que plusieurs associations culturelles qui animent notre quotidien. Un site internet recueille d'ailleurs les moments de vie du projet, les animations, les histoires, les réussites et les défis que nous avons relevés ensemble.

Aujourd'hui, chacun a un rôle à jouer, que ce soit en participant à la gestion de l'énergie, en organisant des activités, ou simplement en contribuant à la bonne ambiance du quartier. On est loin de l'anonymat des grandes villes ; ici, nous avançons tous ensemble vers un objectif commun et cela correspond aux valeurs de notre AMEP : lien social, gratuité, solidarité, éducation à l'énergie et la sobriété.



Besançon : résidences Velottes

Enjeux

- . Développer une offre résidentielle adaptée
- . Adapter des services de proximité à la diversité des profils socio-démographiques
- . Concilier la densification urbaine avec l'environnement

Pistes de réflexions

- . Mettre en relation les professionnels de la géothermie, et les bailleurs sociaux
- . Sensibiliser et informer les habitants sur la consommation d'énergie et d'eau dans l'habitat
- . Investir dans la mutualisation d'énergie de proximité

Coordonnées

www.habitat25.fr/
habitat25@habitat25.fr

Le projet

Habitat 25 se lance en 2001 dans une expérience novatrice, la combinaison de deux énergies renouvelables : la géothermie et le solaire. Une première en France. Pour le chauffage, c'est la géothermie ; pour la production d'eau chaude, c'est le solaire. La Velotte est une résidence sociale rassemblant 28 logements, du T1 au T5, dans une zone verte à proximité d'un quartier résidentiel.

Le projet se veut exemplaire et est inscrit dans une démarche Haute Qualité Environnementale. Le chauffage est assuré par des planchers-chauffants alimentés par la géothermie. En été, la PAC réversible assure le rafraîchissement des logements. La production d'eau chaude sanitaire est fournie à 50 % par des capteurs solaires intégrés en toiture, le complément étant produit par des ballons électriques collectifs fonctionnant en heures creuses.

Acteurs

Une autre opération plus récente du même type (de 28 logements intergénérationnels rue Guy Moquet à Montenois) avec un coût global d'environ 3,8 millions d'euros, a le montage financier suivant : une grande partie financé par Habitat 25 (3,5 millions, dont un prêt de 2,7 millions d'euros auprès de la Caisse des Dépôts et 0,3 million d'euros d'Action Logement), aux côtés de Pays de Montbéliard Agglomération (0,192 millions d'euros et de l'Etat (42 000 euros). En soutien au projet, la commune a cédé le terrain à l'euro symbolique.

Le suivi énergétique est réalisé par un bureau d'études indépendant qui a permis de valider les performances énergétiques, le confort et les consommations.

Le personnel de terrain a été formé par EDF.



Ces dispositifs sont complétés par des équipements qui concourent aux économies d'énergie - ampoules basse consommation, réducteur de pression d'eau, filtration des eaux de pluie... - mais aussi par une conception générale qui permet de minimiser les consommations électriques des parties communes en profitant d'un éclairage naturel maximum. Cet ensemble permet à l'opération de rester, 10 ans après, parmi les opérations où les charges sont les moins importantes pour les locataires.

Il est important de veiller à ce qu'une entreprise de maintenance puisse assurer le suivi et les réglages pour maintenir la capacité de l'installation.

Un travail d'accompagnement des locataires a été mis en place avec remise de plaquette d'information lors de l'entrée dans les logements et réunion d'information collective organisée par Habitat 25 et EDF.

Quelques chiffres

4,80 €/m² pour le chauffage contre 11,80 € de moyenne sur les autres logements.

305 €/an d'économie pour les locataires.

8,7 % du coût de l'opération pour la géothermie et au préchauffage solaire de l'eau chaude sanitaire avec 50% financé par les partenaires.

10 sondes verticales de 100 mètres de profondeur.

Recyclo'Bat : recyclerie du bâtiment

Enjeux

- . Soutenir l'activité économique des différentes centralités
- . Renforcer l'économie sociale et solidaire
- . Développer les filières du réemploi
- . Favoriser l'insertion et la réinsertion professionnelle

Pistes de réflexions

- . Accompagner le déploiement de recycleries
- . Communiquer et sensibiliser les habitants sur le réemploi
- . Accompagner les acteurs locaux pour l'intégration du réemploi dans leurs projets

Coordonnées

www.recyclobat.fr
recyclobat31@gmail.com

Le projet

Depuis plusieurs années, des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) ont permis l'émergence d'une filière innovante de réemploi des matériaux du bâtiment et ont démontré son efficacité environnementale et solidaire. Considérant la pression exercée sur les matières premières vierges et la pénurie actuelle de certains matériaux, notamment dans le secteur de la construction, ainsi que la nécessité de diminuer les impacts négatifs sur l'environnement, de plus en plus d'initiatives de ce genre se développent aujourd'hui au cœur des territoires.

Recyclo'Bat est une ressourcerie sur les matériaux du bâtiment (bois, tuiles, carrelage, sanitaires, portes, fenêtres, quincaillerie, isolants...) qui permet de revaloriser ces produits souvent assimilés à des déchets, en proposant une diversité de possibilités de réemploi pour les professionnels et les particuliers. L'entreprise issue de l'ESS collecte les déchets du bâtiment dans les

Acteurs

Suite à une reconversion dans la menuiserie, Edouard Baudoin et David Muse constituent un stock de bois à partir de chutes dans les ateliers pour concevoir des mobiliers, puis ils décident d'élargir aux matériaux du bâtiment.

Recyclo'Bat obtient une subvention européenne (Fond Social Européen) et un accompagnement Adress (Accompagnement pour le Développement et la Réussite en Economie Sociale et Solidaire – dispositif d'accompagnement porté par Toulouse Métropole).

Recyclo'Bat fait partie du réseau des Ressourceries et de la Fédération Rcube (réduction, réemploi, réutilisation).



entreprises, à la sortie des chantiers, récupère l'ensemble des matériaux qui peuvent être réutilisables, et les met en vente en boutique à prix réduit. L'association participe ainsi à diminuer le volume de déchets enfouis ou incinérés.

Des actions de promotion du réemploi sont également menées : la réalisation de meubles à partir de matériaux de récupération, l'animation de formation auprès du grand public et des entreprises, sur la gestion de leurs déchets.

L'entreprise propose des matériaux neufs et d'occasion, un service de collecte (pour professionnels et particuliers dédié aux matériaux du bâtiment neuf ou réemployable), un atelier partagé de menuiserie réservé aux adhérents.

Quelques chiffres

300 T de déchets collectés initialement dédiés à être détruits ou enfouis.

3 salariés à l'année, deux camions et une cinquantaine de partenaires (entreprises, institutions, collectifs & associations).

2000 m² de matériaux neufs et d'occasion, avec des arrivages hebdomadaires.

Retiers : l'habitat intermédiaire

Enjeux

- . Développer une offre résidentielle adaptée
- . Adaptation des services de proximité à la diversité des profils socio-démographiques
- . Conciliation de la densification urbaine et de la qualité de l'environnement

Pistes de réflexions

- . Engager des projets de réhabilitation pour intégrer du logement social
- . Développer des projets de réhabilitation jusqu'à la requalification des rez-de-chaussée et l'espace public

Coordonnées

www.retiers.fr
mairie-de-retiers@wanadoo.fr

Le projet

À mi-chemin entre la maison individuelle et l'immeuble collectif, l'habitat intermédiaire offre une alternative intéressante aux modes d'habitat traditionnel. Il se caractérise principalement par un groupement de logements superposés avec des caractéristiques proches de l'habitat individuel.

Dès 2014, les élus identifient un terrain en centre ville, susceptible d'accueillir des logements tout en contribuant à la qualité urbaine du bourg. En 2016, afin de définir le projet, la municipalité lance une étude préopérationnelle sur les besoins sociologiques sur le territoire pour déterminer le programme de l'opération. En 2017 le chantier démarre et l'ensemble a été livré au printemps 2019. Soutenu par l'EPF, la commune a acheté le terrain de 1200 m², qui comprenait une maison des années 1960 sans caractère particulier. Pour que le projet soit faisable, des fonds de jardins devaient aussi être mobilisés.

Acteurs

La municipalité a porté les études pré-opérationnelles, puis confié le projet au bailleur social Neotoa. L'étude pré-opérationnelle a facilité la recherche d'une structure pour porter l'opération.

Le cabinet Vendredi Architecture et le cabinet de sociologie Idea Recherche ont accompagné la commune pour définir le programme de l'opération : nombre et typologies de logements, commerce éventuel, etc.

L'acquisition du terrain, le désamiantage et la démolition de la maison ont été portés par l'EPF Bretagne : cela a permis à la commune de se concentrer sur la définition du projet avant de racheter l'ensemble à l'EPF. Le département a soutenu le projet à hauteur de 60 000 €.

Le projet a fait l'objet d'une concertation avec les riverains, les commerçants, associations et le CCAS.



Les logements se répartissent sur deux niveaux, avec des accès par escaliers extérieurs aux logements situés à l'étage. Le projet prévoit des espaces extérieurs pour chaque logement, et garantit l'intimité avec des pare-vues et une réflexion sur l'orientation des bâtiments.

Ils se composent de T2 et T3, dont trois de plain-pied qui sont adaptés au handicap et au vieillissement. L'opération comprend aussi une unité commerciale et un logement T4 qui accueille en colocation les résidents de l'établissement et service d'aide par le travail (ESAT) qui vise à favoriser l'insertion sociale et professionnelle des adultes handicapés.

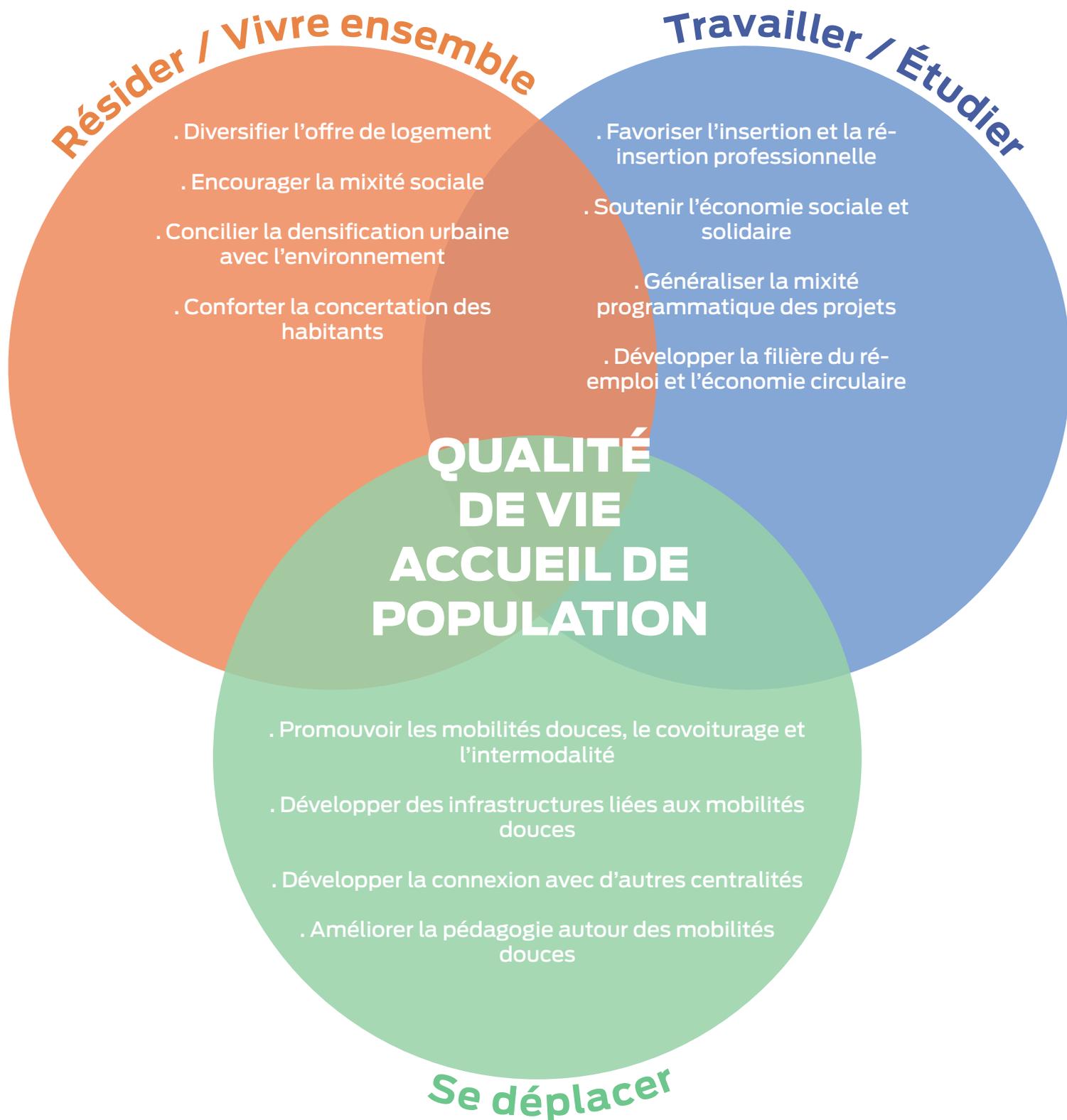
L'opération ne comprend pas de garage, le stationnement se faisant sur l'espace public sur la place Miescisko située à une vingtaine de mètres.

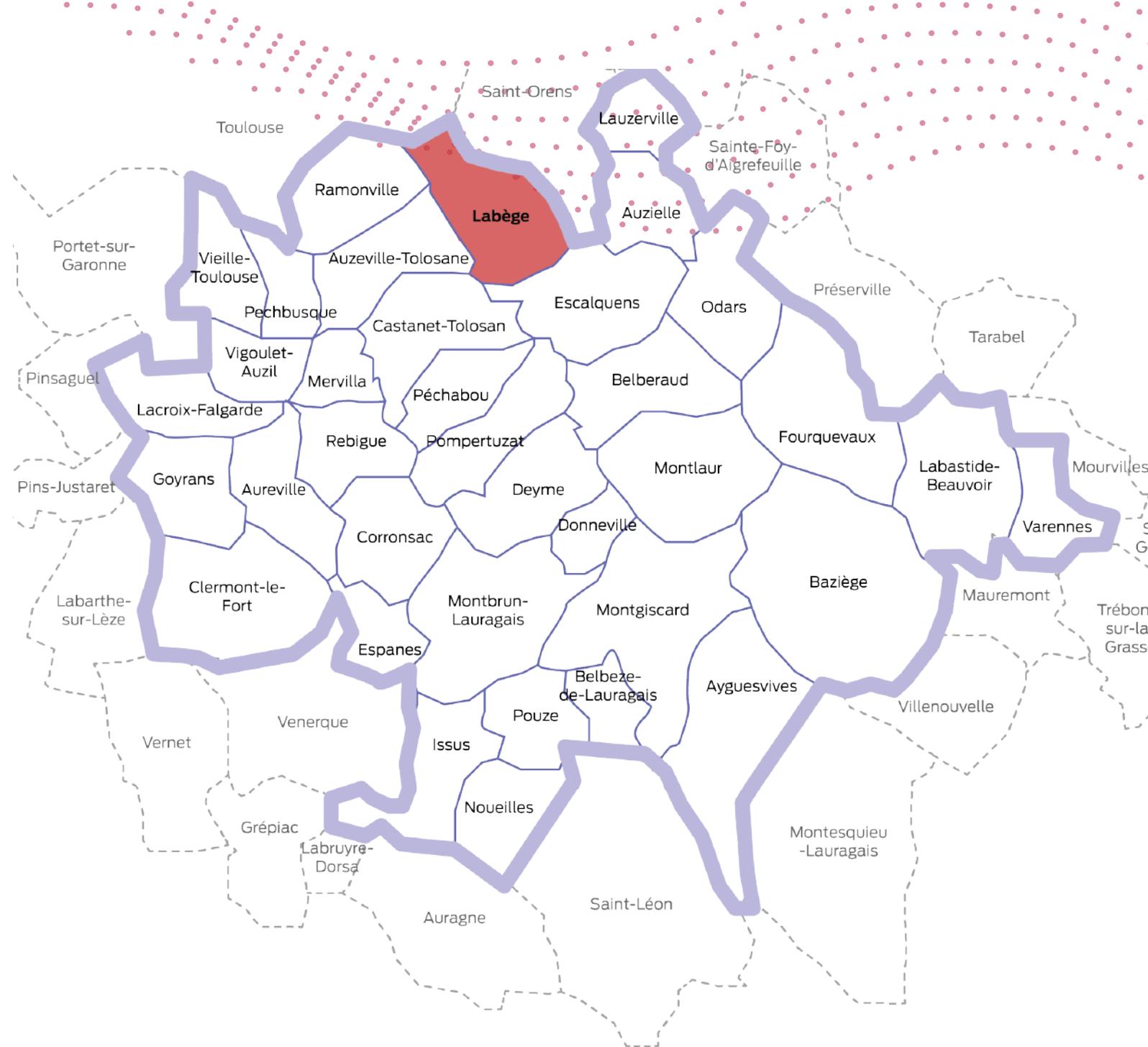
Quelques chiffres

270 000 € pour l'acquisition et la démolition avec un reste à charge de 140 000 € pour la commune qui a récupéré 60 000 € lors du transfert des terrains à Neotoa.

883 m² de surface habitable.

1 546 859 € le coût total de la construction par Neotoa. L'organisme ayant bénéficié d'une subvention de 133 600 €, de Roche-aux-fées Communauté, du département, de l'État et de la caisse des dépôts.

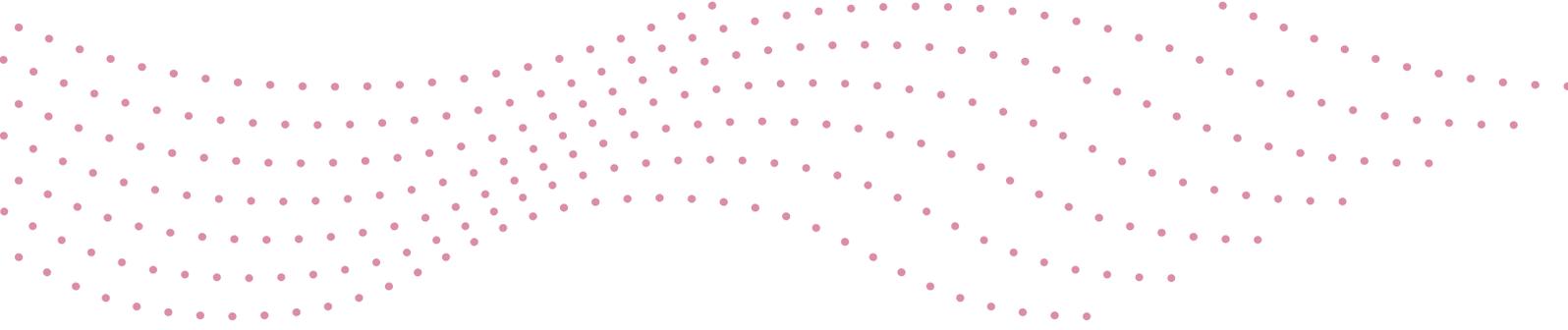




● Centre urbain et économique

Exemple : Labège
 Nombre d'habitants : 4008 (2019)
 Superficie : 765 ha
 Densité ; 544,83 hbt/km²

Depuis 2021, la commune a un solde naturel négatif soit un taux de mortalité plus élevé que celui de la natalité. Cependant, le taux de migration résidentielle est positif, soit un taux d'habitants entrants plus élevé que le taux de sortants.



Nouveau quartier... nouvelle identité sociale et urbaine ?

Aujourd'hui...

Je vous présente Yasmine, 7 ans, et Sami, 4 ans, qui sont toute ma vie. Et moi, c'est Leila, récente célibataire qui élève ces deux trésors dans un petit T2 à Empalot. C'est modeste, vraiment, mais c'est chez nous. C'est paradoxal mais, depuis que je suis seule, j'aspire à quelque chose de plus grand, un endroit où mes enfants pourraient grandir sans se sentir à l'étroit.

Chaque jour, je monte dans le bus qui m'emmène à la faculté de Rangueil, où je travaille. Un trajet devenu tellement routinier que je pourrais le faire les yeux fermés. Mais dans ce quotidien monotone, je m'imagine dans un logement lumineux, un endroit où mes enfants auraient de l'espace pour courir, jouer et s'épanouir.

Plusieurs fois dans le bus j'ai pu voir des affiches sur la création d'un nouveau quartier, ENOVA, à Labège. Malgré ce nom un peu inhabituel, on peut lire qu'ils y construisent de beaux logements sociaux dans un cadre qui semble correspondre à mes rêveries passagères.

Un jour, alors que je feuilletais les prospectus d'ENOVA, j'ai été conquise par ce qu'ils proposaient : des espaces verts, un lac, des transports en commun variés... J'imagine déjà les trajets faciles en métro vers l'université Paul Sabatier et mes enfants se rendant en centre-ville de Toulouse par le métro ou le RER. Une vraie bouffée d'air après tant de temps passé dans ce petit appartement.

Mais, quelques collègues m'ont prévenue du trafic

dense sur la D57. Ils vivent à Labège et m'ont raconté à quel point la circulation pouvait être étouffante, surtout aux heures de pointe. Ils m'ont également raconté qu'un collège est prévu dans la zone. Mais, ils s'interrogent sur sa localisation, notamment quant à son impact sur l'accès au futur quartier et à la sécurité des enfants.

Et ce n'est pas seulement la circulation qui m'inquiète. Ayant vécu à Empalot, j'ai vu de mes propres yeux ce que la densification urbaine non maîtrisée peut engendrer. Là-bas, les immeubles sont serrés les uns contre les autres, les espaces verts sont rares et mal entretenus, et le manque de services de proximité a contribué à l'isolement de certains habitants. Le quartier a fini par devenir une sorte d'enclave, où les problèmes socio-urbains se sont accumulés : insécurité, manque de cohésion sociale, et une dégradation progressive du cadre de vie. Je crains que le même scénario ne se répète à ENOVA.

Puis, il y a cette idée, que ce déménagement pourrait être le début d'un nouveau chapitre pour moi et mes enfants. C'est une chance de repartir à zéro, de tourner la page sur les années difficiles avec mon ex-compagnon. Je pourrais me concentrer à nouveau sur mes aspirations personnelles, redécouvrir des passions mises de côté, ou même envisager de nouvelles perspectives professionnelles ou éducatives. Et au-delà du travail, vivre dans un nouveau quartier apaisé signifie aussi rencontrer de nouvelles personnes et tisser de nouveaux liens.

Demain...

Je me suis lancée et c'est arrivé. Un appartement au dernier étage m'a été attribué. Quand je suis entrée pour la première fois dans cet espace, avec sa lumière douce filtrant à travers les grandes fenêtres, j'ai ressenti un mélange de soulagement et d'espoir. Obtenir cet appartement n'a pas été une mince affaire. L'offre de logements sociaux est insuffisante par rapport à la demande. Comme nous, il n'est pas rare que des familles attendent plusieurs années avant de se voir proposer un logement.

Lors de notre visite, j'ai tout de suite remarqué à quel point l'implantation des bâtiments avait été bien pensée. Il n'y a aucune vue directe sur le métro ou la voie ferrée, ce qui est un vrai soulagement pour les problématiques de bruit. Mais ce qui m'a impressionné, c'est la manière dont les logements ont été conçus. Les bâtiments sont d'une grande flexibilité : ils peuvent facilement être réaménagés pour s'adapter aux besoins des habitants. Que ce soit pour agrandir un appartement, en diviser un en deux, ou même changer l'usage d'un espace pour en faire un lieu

d'activité. C'est rassurant de savoir que mon logement peut évoluer avec moi, selon mes besoins et ceux de mes enfants.

Lors de notre installation nous avons eu droit à une visite du quartier en tant que nouveaux habitants. Les espaces entre les immeubles se composent de larges étendues boisées d'essences qui résistent aux étés de plus en plus chauds. Ces arbres de haute futaie offrent une ombre précieuse pour réduire les îlots de chaleur urbains et aussi pour atténuer le sentiment de densité urbaine. Afin de profiter de l'ombrage naturel de ces arbres, la hauteur des immeubles a été limitée à cinq niveaux. Cette mesure permettra de réduire la consommation d'énergie. Les arbres ont été plantés bien en amont de la commercialisation ce qui a permis de les nommer grâce à un médaillon en bois. Quelle surprise lorsqu'on nous a proposé qu'un micocoulier porte notre nom ! Avec Yasmine et Sami, nous avons prévu de l'arroser après chaque sortie au parc pour enfants.

Ce parc est intégré dans un espace appelé « La rue des enfants ». Imaginez des aires piétonnières, loin du bruit et du danger de la circulation où l'on peut flâner et voir les enfants jouer. Les bancs, en bois naturel, sont disposés à l'ombre de grands arbres, invitant à la détente et à la conversation. Des fontaines apportent une fraîcheur bienvenue, tandis que les pavés au sol, aux tons doux et naturels, ajoutent une touche de sérénité. Des œuvres d'art publiques et collectives offrent des points de repère

et éveillent la curiosité de nos petits. Mais, je ne peux pas m'empêcher d'être déçue par la taille réduite de la coulée verte. Le lac, où je pensais que mes enfants pourraient s'amuser en plein air, est souvent sur-fréquenté.

Des commerces ont ouvert, tout près de chez nous. On trouve tout ce dont on a besoin : une conciergerie, l'école de Sami, une agence postale... Les élus ont veillé à ce qu'il n'y ait pas de concurrence déloyale avec les magasins du vieux Labège. Ils ont même créé une foncière pour louer les rez-de-chaussée aux commerçants en leur offrant un loyer progressif, le temps qu'ils s'installent.

Ici, les habitants, qu'ils soient locataires ou propriétaires, sont encouragés à participer au conseil de quartier. On y rencontre des gens de tous âges, de professions diverses apportant une richesse dans les échanges. J'ai même rejoint un groupe qui discute des aménagements pour les enfants, car il reste encore beaucoup à faire pour lier correctement le quartier aux écoles. La circulation sur les routes aux alentours a augmenté. Et le chemin que prennent Yasmine et Sami pour se rendre en classe, manque encore d'aménagements sécurisés. Ce qui pèse encore dans le choix d'implantation du nouveau collège.

Ce quartier ENOVA, que j'espérais voir intégré au vieux Labège, est en train de devenir une entité à part entière. C'est comme si le lien entre les deux n'avait jamais vraiment pris.

Après demain...

Yasmine travaille et prend le RER tous les jours. Quant à Sami, il suit une formation en alternance à l'université de Ranguel. Malgré leurs activités respectives, ils ont tous les deux choisi de rester ici.

Notre appartement est idéalement situé, bien desservi par les transports en commun. Il y a même des navettes autonomes qui relient ENOVA aux autres moyens de transport.

J'ai finalement vendu ma voiture, devenue inutile avec l'introduction de la zone à faibles émissions et la mise à disposition de voiture en autopartage et de vélos-voiture. C'est un soulagement, une charge économique en moins, même si je reste un peu inquiète de cette dépendance aux transports en commun à l'approche de la vieillesse. D'ailleurs, le centre médical, bien que récent, ne répond pas encore complètement aux besoins de la population, ce qui m'amène parfois à me demander comment je ferai à l'avenir. Heureusement, j'ai trouvé un jardin familial à quelques minutes de marche de chez nous, vers la zone agricole, où je peux me ressourcer et oublier un peu ces préoccupations.

Cette tranquillité et ce bien-être se retrouvent également dans les solidarités locales. J'ai rapidement sympathisé avec mes voisins, qu'ils soient jeunes couples, familles ou retraités, car l'organisation du quartier encourage les interactions. Les locaux à vélo sécurisés, par exemple,

sont un lieu de passage incontournable où chacun peut ranger vélos et vélocargos, poussettes ou trottinettes, facilitant ainsi les échanges. En plus de cela, d'autres locaux partagés ont été mis en place pour favoriser l'entraide entre voisins. Il y a des espaces dédiés au bricolage commun, où l'on peut emprunter des outils ou s'aider mutuellement pour des réparations. Un café culturel a également été créé, où les habitants peuvent échanger des livres ou partager des moments de convivialité.

L'ambiance dans ce nouveau quartier est vraiment agréable, car les enjeux d'aménagements ont été pensés à travers les enjeux sociologiques aussi bien pour les espaces publics et l'habitat.

Par exemple, j'ai pu découvrir différents types d'habitats grâce à mes voisins très investis dans le quartier qui logent dans un habitat participatif. En y pensant, je pourrais les rejoindre un jour... Les espaces publics sont accueillants et fonctionnels pour chacun. La présence d'un concierge-régisseur dans notre îlot d'immeuble joue un rôle clé. Il veille à son bon fonctionnement et à l'harmonie entre les habitants, tout en étant une figure de référence pour résoudre les petits tracas du quotidien. Les jeunes l'appellent tous par son prénom.

Grâce à tous ces éléments, un véritable esprit de quartier s'est développé.



Bordeaux : La rue aux enfants Cazemajor

Enjeux

- . Améliorer la cohabitation pour réduire les conflits d'usages
- . Réduire le sentiment d'insécurité
- . Valoriser les espaces publics
- . Améliorer la concertation des habitants

Pistes de réflexions

- . Intégrer la place de l'enfant dans les aménagements
- . Faciliter l'appropriation de l'espace public par des animations culturelles
- . Anticiper la généralisation des vélos-cargos

Coordonnées

www.bordeaux.fr
contact@mairie-bordeaux.fr

Le projet

Du fait du manque d'espaces verts dans le quartier, la Ville souhaite transformer la rue Cazemajor en rue jardin et proposer ainsi un lieu de respiration, de fraîcheur et de rencontre. La rue Cazemajor fait aussi partie du dispositif La rue aux enfants, soit des espaces sécurisés, moins pollués et plus conviviaux.

Divers aménagements sont prévus comme la pose de pavés enherbés sur les trottoirs, des arceaux vélos, de mobiliers de confort, d'agrément et de service. Des arbres et de la végétation basse seront également plantés et les sols sont conçus pour absorber le ruissellement des eaux de pluie.

Tous ces changements convergent vers un même but : lutter contre les îlots de chaleur urbains, ces dômes thermiques où les températures sont plus élevées qu'ailleurs. Principalement dû à la présence de surfaces

Acteurs

La maîtrise d'ouvrage est la commune de Bordeaux.

La maîtrise d'oeuvre est réalisé par le Pôle territorial de Bordeaux.

L'artiste Guillaumit à réalisé la fresque. Dix ateliers, conçus et menés par l'artiste et son équipe, ont eu lieu à la maternelle Yser, l'école Cazemajor, le centre Argonne et l'Union Saint-Jean, le lycée Brémontier.

Pour cibler les femmes, l'association EndoFrance, en partenariat avec la commune, a installé quatre bancs en bois jaune qui invitent à s'informer sur l'endométriose, en flashant depuis son smartphone un QR Code apposé sur une plaque.



sombres qui absorbent la chaleur, comme le goudron. Dans ce cadre, la Ville a invité l'artiste Guillaumit en 2022. Il a imaginé un projet artistique temporaire sous forme de fresque au sol. L'artiste bordelais s'est appuyé sur l'imaginaire des écoliers du secteur à travers des cahiers de dessins pour les sensibiliser aux enjeux de l'art dans l'espace public et aborder, de façon originale, la préfiguration de la future voie.

Afin de préfigurer la future rue, des aménagements provisoires viennent d'être réalisés comprenant des bacs fleuris, des bancs, des tables et des arceaux vélos.

Quelques chiffres

610 m² de sols désartificialisés.

27 arceaux vélos et 6 arceaux vélos cargos, 13 bancs, 2 tables de pique-nique, 20 arbres.

12 mois de travaux.

540.000 € HT du coûts global des travaux.

Enjeux

- . Soutenir la diversification des secteurs économiques
- . Favoriser l'insertion et la ré-insertion professionnelle
- . Accompagner la flexibilisation des lieux et pratiques de travail
- . Généraliser la mixité programmatique des projets

Pistes de réflexions

- . Développer une foncière commerciale locale
- . Intégrer la servitude de mixité fonctionnelle pour répartir les logements et bureaux

Coordonnées

www.semaest.fr

Le projet

Société d'économie mixte de la Ville de Paris, la SEM Paris Commerces est spécialisée dans la revitalisation du commerce et de l'artisanat de proximité.

La SEM Paris Commerces et sa filiale, la Foncière Paris Commerces, jouent un rôle central pour sauvegarder la diversité commerciale et artisanale parisienne. Elles ont permis l'achat et le portage de locaux commerciaux du parc privé afin d'y installer des commerçants et artisans indépendants comme à la ZAC Claude Bernard.

Le quartier Claude Bernard est situé au cœur du territoire Paris Nord-Est. Un soin particulier a été apporté à la composition des pieds d'immeuble, espaces essentiels pour la vie sociale du futur quartier, avec la création de locaux artisanaux ou commerciaux. Cette mixité plus grande sur le boulevard contribuera à son animation ainsi qu'à la création d'une nouvelle continuité commerciale

Acteurs

La Ville de Paris (maitre d'ouvrage) a sélectionné l'agence François Leclercq, architectes urbanistes, avec l'agence TER paysagistes, comme équipe de maîtrise d'œuvre pour l'ensemble du secteur Paris Nord-Est.

La Sociétés d'Économie Mixte de la Ville de Paris (Semavip) a été choisie comme aménageur de la ZAC Claude-Bernard par consultation dans le cadre d'un traité de concession.

BNP Paribas Real Estate en est l'opérateur principal, les bureaux accueilleront une filiale du groupe.

La Région subventionne à hauteur de 3,79 M€ TTC la ZAC lauréate de l'appel à projets NQU 2010.



entre le futur pôle de loisirs et le canal Saint-Denis. Les immeubles situés Quai de Charentes sont destinés à accueillir des logements ainsi qu'une crèche qui sera insérée dans les constructions.

Dans les quatre immeubles de logements, la foncière commercialise et gère 3100 m² de commerces et de locaux d'activités. Pharmacie, librairie, brasserie, boulangerie et ateliers contribuent à la vitalité du quartier et offrent à ses habitants tous les services de proximité.

Depuis 2011, date de livraison des premiers immeubles, la SEM Paris Commerces a commercialisé et gère 28 commerces de proximité et ateliers artisanaux. De nouveaux artisans d'art (vitrail, luminaire, mosaïque, maroquinerie, ébénisterie) s'y sont installés plus récemment, créant un nouveau pôle de savoir-faire artisanal parisien.

Quelques chiffres

25 ans de bail emphytéotique.

3 100 m² de commerces et d'ateliers en rez-de-chaussée.

237 logements sociaux sur 475 logements.

28 commerces de proximité et ateliers artisanaux.

Angers : la Ruche à vélo

Enjeux

- . Développer des infrastructures liées aux mobilités douces
- . Encourager les mobilités douces et l'intermodalité
- . Améliorer la pédagogie autour des mobilités douces

Pistes de réflexions

- . Concerter les habitants sur le type et la répartition d'espaces de parking à vélo
- . Aménager des espaces de stationnements sécurisés et partagés aux abords des pôles multi-modaux

Coordonnées

www.angers.fr/
stationnement@anjouloireterritoire.fr

Le projet

Développer des parkings pour vélos est devenu un réel enjeu pour les milieux urbains. Il y a de plus en plus de pistes cyclables, des subventions pour l'achat d'un vélo électrique, des indemnités kilométrique...Il reste l'enjeu du stationnement sécurisé.

À deux pas de la gare SNCF d'Angers, la Ruche à Vélos est en service depuis septembre 2021. La Ruche à Vélos vise à encourager l'intermodalité et la pratique cyclable en proposant des parkings sécurisés et pratiques. L'objectif est de répondre à la demande croissante des habitants pour des solutions de stationnement vélo sécurisées, faciles à utiliser et d'optimiser au mieux l'emprise au sol des équipements.

Ce parking à vélos est 100 % automatisé et sécurisé. Le principe : l'utilisateur dépose son vélo en étant assuré qu'il soit en total sécurité. Directement depuis l'application

Acteurs

La Ruche à vélo est ouverte et accessible à tous, gérée par Alter Services gestionnaire du stationnement et des mobilités pour le compte de la ville d'Angers.

Lauréats du budget participatif 2019, Guillaume Chaumet, Antoine Cochou et Maël Beyssat sont trois ingénieurs issus de l'ICAM de Nantes. À l'origine, c'est un projet de fin d'étude et l'idée s'est transformée en start up.

Fabriqué dans un atelier à Nantes, le modèle Angevin optimise l'emprise au sol avec environ 24m², sur une hauteur de 5 m.



mobile dédiée, vous accédez à un sas vélo dans lequel vous déposez votre monture. Une fois le sas refermé, l'automate va venir prendre votre vélo pour le stationner sur l'une des places disponibles à l'intérieur du module.

Tout est géré par l'application qui permet de : vérifier en un coup d'œil les places disponibles, accéder aux parkings à vélos rapidement, grâce à ses codes d'accès.

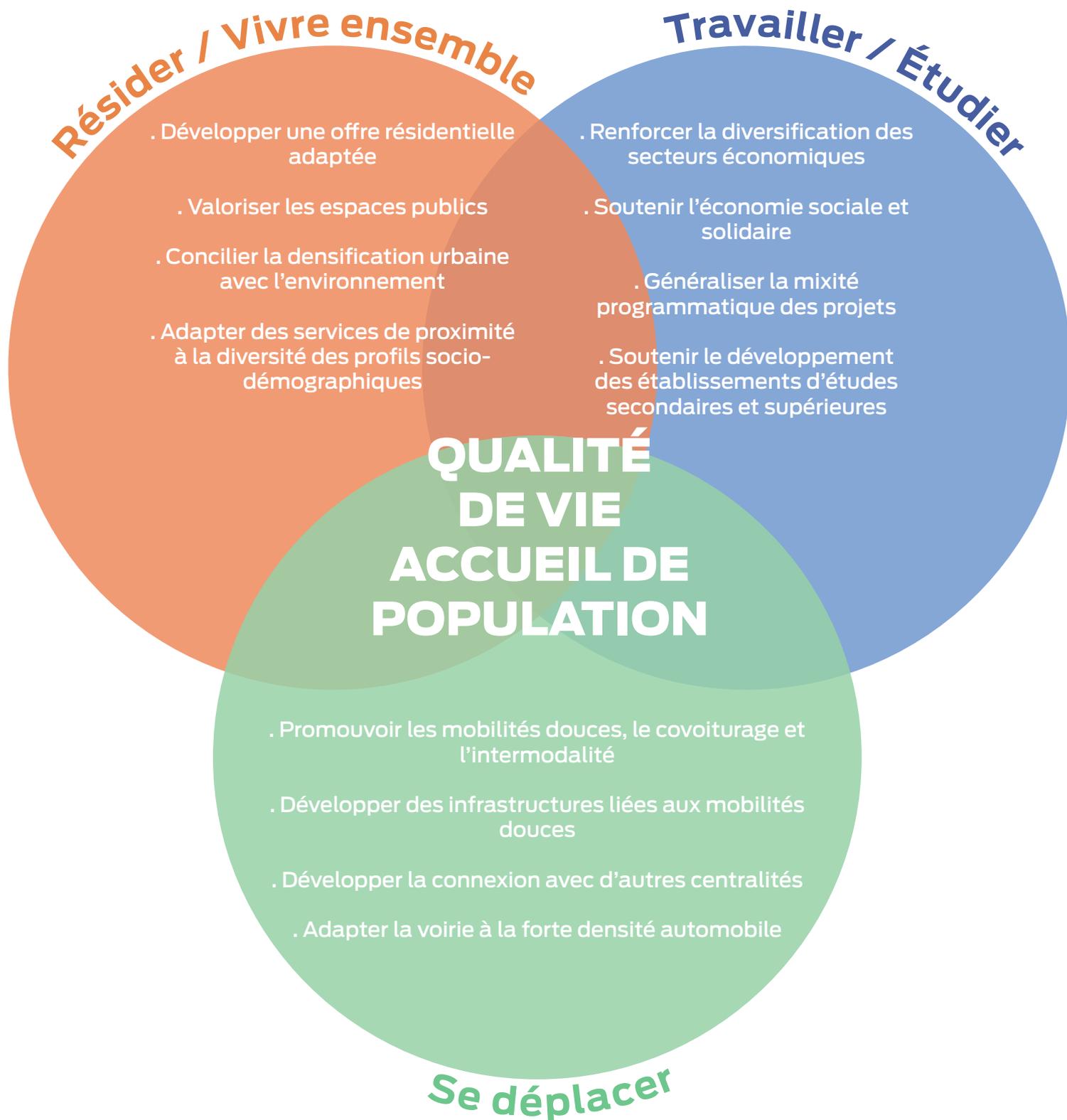
Le système est modulable en nombre de place, selon les besoins de la collectivité. Il est possible d'agrandir l'abri vélo en assemblant plusieurs unités. Les panneaux d'habillage peuvent être enlevés de l'ossature si nécessaire, pour créer un espace de parking plus grand. Le tarif du module dépendra aussi du type d'habillage (bois, métal) qui est réalisé par des PME partenaires basées en Vendée.

Quelques chiffres

50 places sur 24 mètres carrés. Sur la même surface, actuellement, les usagers ne peuvent en ranger que quinze ou seize, soit trois fois moins.

150 000 € financé en partie par un budget participatif de la ville d'Angers.

3 niveaux Le stationnement des vélos se fait sur trois niveaux, pour optimiser l'emprise au sol (environ 20m², hauteur 5m).





VVI

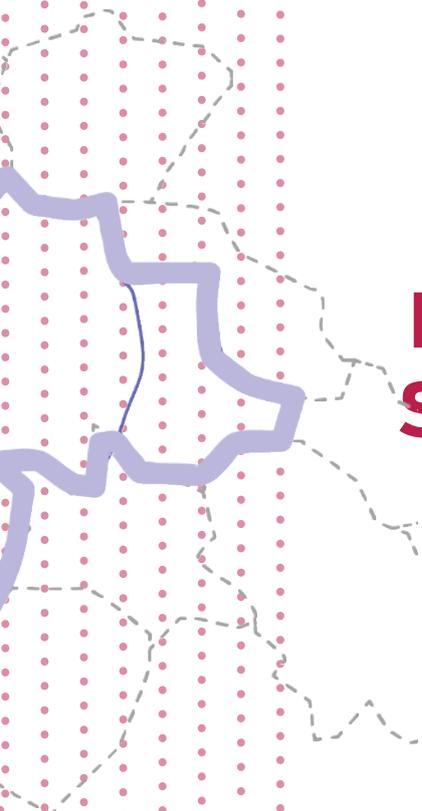
L'organisation et la communication

...

2023 - 2024

...

**du Conseil de
Développement du
Sud-Est Toulousain**



Des membres bénévoles...

Trombinoscope des membres du bureau :



*Xavier Waechter - Co-président
Ambassadeur projet ExpoPhyto*



*Patrick Couderc - Co-président
Ambassadeur projet Contrat
Territorial Occitanie (COT)*



*Bernard Hoarau - Bureau
Ambassadeur des projets
d'Économie Sociale et Solidaire*



Jean-Pierre Pericaud - Bureau



*Hervé Lhotellier - Bureau
Ambassadeur projet SCOT de
l'agglomération toulousaine*



*Chantal Guiho - Bureau
ambassadrice du comité de
participation citoyenne*



*Christian Josse - Bureau
Ambassadeur des projets du
numérique*



Françoise Costeroste - Bureau



*Christophe Hevin - Bureau
Ambassadeurs Projet
Alimentaire de Territoire (PAT)*

...d'un territoire en transition

Répartition géographique par bassins de vie des membres et sympathisants



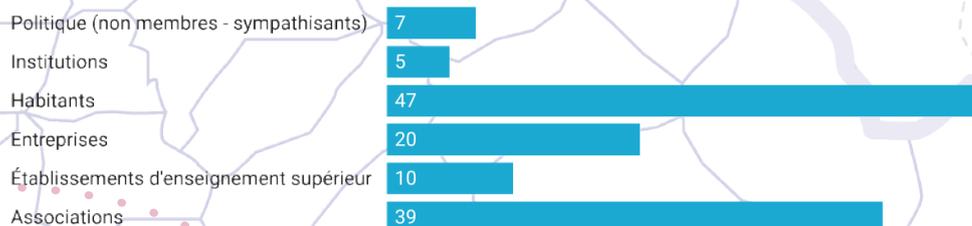
Created with Datawrapper

Répartition par âges des membres et sympathisants



Created with Datawrapper

Répartition par collèges des membres et sympathisants



Created with Datawrapper

Répartition par genre des membres et sympathisants



Created with Datawrapper

Une instance qui partage... ...et qui valorise ses inspirations

Le nouveau CODEV SET a amorcé une stratégie de communication et de mobilisation. Les objectifs principaux sont : informer sur les activités, valoriser les travaux de l'instance et des partenaires, recruter de manière permanente de nouveaux membres.

1. Transmettre l'image d'une instance conviviale, proche de ses membres et des habitants

a. Valoriser la parole des habitants et des participants :

Les événements et les rencontres organisés par l'instance sont enregistrés en vidéo afin de constituer une bibliothèque de ressources accessibles depuis la chaîne YouTube. Chaque nouveau membre est invité à consulter ces vidéos afin de se constituer une première base de connaissance sur les enjeux, les acteurs et les politiques territoriales.

Cette chaîne YouTube présente les témoignages de participants expliquant comment se déroule les événements organisés par le CODEV SET. L'objectif étant de dépasser les représentations d'un cadre institutionnel et de valoriser les participants.

Autre démarche, un projet de témoignages vidéos d'habitants anciens a été lancé dans le cadre des 50 ans du Sicoval afin d'archiver et de comprendre l'histoire de notre territoire. Cette démarche permet de créer un contenu plus proche des expériences vécues par nos membres et de faire connaître l'instance auprès des habitants, notamment des communes plus rurales.

b. Être à l'écoute des habitants :

Pour renforcer une proximité auprès des habitants, l'instance anime un stand nommé «Déb'apéro» durant des événements locaux ou marchés de plein vent. Ce stand permet d'échanger, d'informer sur les actions de l'instance et de distribuer les supports de communications issus de la nouvelle identité visuelle. L'objectif est d'identifier des habitants intéressés à rejoindre l'instance afin de renouveler les membres.

c. Être à l'écoute des membres :

Des appels téléphoniques ont été réalisés auprès des membres de l'instance pour recueillir leurs attentes, leurs contraintes et ajuster ainsi l'organisation du CODEV SET. Cette opération sera reconduite chaque année. De plus, des sondages réguliers seront régulièrement envoyés par mail afin de déterminer les intérêts des membres sur les sujets et activités proposées.

2. Renforcer la visibilité du CODEV SET auprès d'acteurs du monde associatif et des collectivités territoriales

a. Valoriser la communauté professionnelle pour créer de l'attention sur le CODEV SET

Une page LinkedIn a été créée afin de rendre visible les travaux des membres auprès des institutions et ainsi légitimer leurs implications dans différents événements auprès de partenaires ou de comité de pilotage au Sicoval. L'objectif à terme sera d'étendre la visibilité des travaux des membres au-delà des acteurs du territoire et plus largement à l'ensemble d'une communauté professionnelle.

Une ligne éditoriale présentant l'ensemble des ressources, des activités et des acteurs locaux permet d'alimenter quotidiennement la page LinkedIn et Facebook (lundi - les activités à venir de l'instance, mardi - présentation d'un acteur inspirant, mercredi - partage d'un article inspirant, jeudi - partage d'un document inspirant, vendredi - republication d'un partenaire).

b. Proposer des animations gratuites auprès des associations :

Plusieurs ateliers de sensibilisation sont gratuitement proposés à des associations locales auprès de leurs membres ou bien de leurs bénéficiaires. Cette démarche permet d'outiller les habitants quant à de possibles futurs débats et de faire connaître l'instance auprès des associations locales. L'objectif, à terme, est de pouvoir monter des partenariats avec les acteurs du monde associatif.



Conférences et débats pour accompagner les élus et les citoyens du territoire !



Conseil de Développement - Sud Est Toulousain

@conseildeveloppement-sudest - 17 abonnés - 29 vidéos

Créé en 2014, le Conseil de développement du Sud-Est Toulousain (CODEV) est une association à but non lucratif. Plus d'infos : sicoval.fr/sengager/les-instances-de-consultation/le-conseil-de-developpement-sud-est-toulousain et 2 autres liens

Personnaliser la chaîne Gérer les vidéos

Accueil Vidéos Playlists Posts

Les plus récentes Populaires Les plus anciennes



Les territoires périurbains face au changement. Lionel Rougé
193 vues · il y a 2 ans



Le territoire en histoires : témoignage de Béatrice Duret, habitante de Montrouge
101 vues · il y a 2 semaines



Vers des mobilités apaisées dans le Sicoval. Bruno Reveill
96 vues · il y a 1 an



L'habitat participatif du hameau "Mange Pommes". Dominique Gilbon
84 vues · il y a 1 an



Portrait sensible du territoire. Accueil de population et Qualité de vie. 2/2
81 vues · il y a 1 an



Retour sur la saison 2022 / 2023 du CODEV du Sud Est Toulousain
77 vues · il y a 1 an



Portrait sensible du territoire. Accueil de population et Qualité de vie. 1/2
71 vues · il y a 1 an



Le Sicoval et le RER toulousain, un destin lié ? Benoît Lanusse
70 vues · il y a 1 an

Conseil de Développement
CODEV du Sud-Est Toulousain

Conférences et débats des événements conviviaux ouvert à tous-tes !

Et organisés par des citoyen-nes passionné-es !

codev@gmail.com
07.62.41.45.94

YouTube in f

Le quoi on parle ?
S'engager le futur de son territoire sur les thématiques environnementales et sociales.

Comment ça marche ?
Des webinaires pour échanger avec des associations.
Des ateliers gratuits et ouverts à tous pour partager leurs idées et soutenir des élus.

Maintenant, nous sommes prêts à accueillir vos propositions !

Listes des membres et sympathisants :

ALBOUY DAVID Florence ; AMILIS DORBE Stéphanie ; ARJONILLA Anne-Marie ; ARTHUYS Benoît ; AST Bernard ; ATCHAMA Jean Pascal ; AUGIER Vincent ; AVRIL BRUN Marie-Charlotte ; BANIERES Delphine ; BARRIERE Nadine ; BEGAT Jean-Denis ; BERGE Gilbert ; BITTO Stella ; Bordage Pierre ; BRACKMAN François ; BREYNER Natalia ; BRIDONNEAU Philippe ; BRIONGOS Philippe ; BUFFALAN Jean François ; CANOVAS Barbara ; CARCY Serge ; CARVALHO Laetitia ; CASSIN Michel ; CAZAU Nathalie ; CAZIN Anne ; CERTAIN Bertrand ; CHAMPEAUX Jean-Louis ; CHARPENTEAU Martine ; CHAUVET Marie-Caroline ; CHIARANDINI BOLIOLI Julie ; CLERY Jerome ; COLOTTO Didier ; COMORETTO Jean-Louis ; COSSAT Jean-Pierre ; COTTALORDA Rémi ; DE GRENIER-CLEMENDOT Muriel ; DEFRAIN Alexandre ; DELATTRE ; Pierre ; DELMAS ; Pascal ; DELREZ ; Pierre ; DENIS ; Audrey ; DEPAIX ; Elisabeth ; DESNOS Sylvie ; DIDONÉ Alain ; DOERLE Berengere ; DUMAS Anne-Marie ; DUMAS Benjamin ; DUPONT Thierry ; DURU Michel ; FERRERE Thierry ; FLEURY Bernard ; FONT Veronique ; FOURQUET Clément ; GILBON Dominique ; GIRAUD Sylvie ; GOFFINET Marine ; GROENEN Jesse ; GUICHARD Marion ; GUIHO Chantal ; GUILLAT Geneviève ; HAURAY Laurence ; HERAUDEAU Cécile ; HERNANDEZ Marcel ; HEVIN Christophe ; HILAIRE Philippe ; HORION Xavier ; HUMPREY James ; IAXX Paul ; JEBEILI Cécile ; JOST Jean-Marc ; JOUANY Claire ; JUSTON COUMAT Remy ; KUSCH Myriam ; LAEMMLIN Jean-Pascal ; LAF-FAILLE Pascal ; LAINE Pierre ; Lansard Marie Helene ; LEDEMAT Céline ; LEGRAS Vincent ; LEON Isabel ; LOUBET MESAS Anne ; MACE Sylvain ; MARTEL Adrien ; MARTY Jean-Marc ; MASSARDIER Gerard ; MATHIEU Gilles ; MENSAERT Lien MIAOULIS Amel ; MONTEBELLO Stella ; MOSNIER Sylvie ; MOYSSET Christophe ; MURAT Hervé ; NEUVILLE Jérôme ; ORIZOLI Jean-Paul ; PAGANI Florence ; PALETOU Muriel ; PAPIN Béatrice ; PERIES Joelle ; PETIT Hélène ; Planche Inga ; PLOT Maxime ; PRAT Laurent ; RIOM Mathilde ; RIVIERE Alain ; RODRIGUEZ François ; ROUCH Hélène ; ROYER Alain ; SERVILLE Jacques ; SEVERAC Claire ; TABEL VELLA Agnès ; TEMIME Alain ; TIGHBOULA Fatiha ; TIO Christophe ; TREMEAU Damien ; TRETTO Peggy ; VALENTIN Philippe ; VALLADON Catherine ; VALVERDE Cécile ; VAULBERT Isabellé ; VERGÉ Ambre ; VINHAS Nathalie...

Listes des intervenants :

Lionel Rougé, maître de conférences UT2J - Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires (LISST); Bruno Revelli, maître de conférences UT2J; Régis Chan-teau, Directeur Mobilité - Région Occitanie; Benoît Lannusse, président de l'association «Rallumons l'étoile» Lucie Mandile, direction de la relation client KAROS; Nicolas Delbert, chargé de mission du CAUE 31; Céline Lou-dier-Malgouyres, socio-urbaniste, APUMP Occitanie; Leila BAOUÏÀ BECHERIF de l'Ordre des architectes Occitanie; Dominique Gilbon, coprésident de l'association « Les Amis de la Terre Midi-Pyrénées» et habitant du hameau «Mange Pommes»; Hugo Chochoy : chargé du dévelop-pement du Sol Violette; Stéphanie ERALES, Directrice de la gestion locative, SA Patrimoine Languedocienne; Jean-Claude MESTRE, Directeur investissement, SA Patrimoine Languedocienne; Laurent Raynaud, Directeur de Patrimoine, IN'LI Sud-Ouest du Groupe Action Logement; Sabine VENIEL-LENAVENNEC, Directrice de l'USH Habi-tat social en Occitanie; Céline Besozzi, bénévole à Terre de Liens Midi-Pyré-nées; Vincent Boyer, président de Terre de Liens Midi-Py-rénées; Christophe Lefevre, Dominique Cabannes et René Marc Willemot, fon-dateur de l'associa-tion Lienpoulaute; Patrick Couderc, conseiller coopéra-tif d'ICEA; Jeremy Lévi, responsable d'opération de la ZAC du Rivel; Rémi Dutard, directeur transition écolo-gique et mobilités du Sicoval; Nicolas Durand, Vice-Pré-sident de la Confé-dération des Petites et Moyennes Entre-

prises (CPME31); Béatrice de Givry, formatrice à l'ENAC et membre de l'association Les Ateliers Icare ; Gautier Aubourg, directeur de l'Institut de la Promotion Supérieure du Travail - Centre régional du Conservatoire National des Arts et Métiers; Sarah Kartalia, coach et experte en Story-telling; Béatrice Duret, habitante de Montbrun Lauragais, Hanna GrandPerrin, stagiaire, Ivy Le-Bars stagiaire, Julie Levient, stagiaire; Bérengère LE GOUET, chargée de mission PLH; Valérie VIGNAU-LAULHERE chargée de mission logement; Marie-Françoise DE-JEAN directrice du développement économique; Guillaume CHANAUD, directeur adjoint du dévelop-pement économique; Benjamin DUMAS, directeur de projet Écobatival.

MERCI

Grâce à vous, le CODEV SET c'est...

Apprendre et découvrir...

...par des activités associant convivialité et transformation de son territoire.

Prendre le temps...

...de débattre sereinement pour faire émerger des propositions citoyennes éclairées.

Rencontrer des personnes...

...inspirantes et étendre son réseau local





Sicoval
Communauté
d'agglomération

du Sud-Est
Toulousain

COnseil
de **DEV**eloppement
CODEV du Sud-Est Toulousain

© Illustrations Noé Cardona

YouTube



codev@sicoval.fr - 07.62.41.45.94